Les
PUBLICATIONS
DU QUÉBEC

Les perspectives professionnelles au Québec

1985 1993

Modèle québécois de prévision par profession (MQPP)

Québec

88-05160/

Les perspectives professionnelles au Québec

BIBLIOTHÈQUE ADMINISTRATIVE
Ministère des Communications du Québec
Éléments de catalogage avant publication

Béland, Pierre

Les perspectives professionnelles au Québec, 1985-1993 : modèle québécois de prévision par profession (MQPP) / par Pierre Béland, Louis Delagrave, Luc Parent .—— [Québec] : Ministère de la main-d'œuvre et de la sécurité du revenu, [Direction de la recherche], 1988.

X, 67 p.

Fait suite à : Modèle québécois de prévision par profession, 1982-1990, MMSR, paru en février 1984.

ISBN : 2-551-08423-7

1. Emploi, Prévision de l' — Québec (Province) 2. Emploi, Prévision de l' — Québec (Province) — Statistiques I. Delagrave, Louis II. Parent, Luc III. Québec (Province). Ministère de la main-d'oeuvre et de la sécurité du revenu. Direction de la recherche IV. Titre V. Titre : Modèle québécois de prévision par profession (MQPP)

M35 R42 B44 / 1985-1993

Les perspectives professionnelles au Québec

1985
1993

Modèle québécois
de prévision
par profession
(MQPP)

par
Pierre Béland
Louis Delagrave
Luc Parent

Québec

Le contenu de cette publication
a été rédigé et édité
par le ministère de la Main-d'oeuvre
et de la Sécurité du revenu

Cette publication a été produite par
Les Publications du Québec
1279, boulevard Charest Ouest
Québec, Québec
G1N 4K7

Dépôt légal — 1er trimestre 1988
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 2-551-08423-7
© Gouvernement du Québec

Table des matières

page

Liste des tableaux VI

Avant-propos VII

Équipe de réalisation IX

Introduction 1

Note sur la classification 3

Résumé 5

Chapitre 1
Perspectives économiques et prévisions de l'emploi global par secteur d'activité économique et par grand groupe professionnel 7
— 85 % des nouveaux emplois proviendront du tertiaire 7
— Prévision de l'emploi par groupe professionnel 9

Chapitre 2
Projection de l'offre de main-d'oeuvre 13

2.1 Prévision de la population active 13
— La participation des femmes 15
— Une baisse de l'importance relative des jeunes 16

2.2 Prévision des entrées et des sorties de main-d'oeuvre de 1986 à 1993 17
— L'érosion en raison de l'âge 17
— L'apport de l'éducation 18
— L'apport de la population inactive 19
— L'apport des migrations 19
— La mobilité professionnelle 20

Chapitre 3
Les perspectives professionnelles 23
— Le marché du travail en 1985 23
— Les perspectives pour 1993 25
— Aperçu des résultats par grand groupe professionnel 26

Conclusion 39

Annexes 43
Annexe I Résultats détaillés 63
Annexe II Résumé méthodologique 63

Liste des tableaux

page

1.1 Évolution de l'emploi selon les grands secteurs d'activité économique, Québec, moyennes annuelles, 1966-1993 8

1.2 Emploi actuel et prévu par grand groupe professionnel, Québec, moyennes annuelles, 1985 et 1993 10

2.1 Population active prévue selon l'âge et le sexe, Québec, moyennes annuelles, 1985 et 1993, en milliers 14

2.2 Taux d'activité prévus selon l'âge et le sexe, Québec, moyennes annuelles, 1985 et 1993 15

2.3 Entrées et sorties de main-d'oeuvre selon les différentes composantes — Québec, 1986-1993 18

3.1 Taux de chômage selon les grands groupes professionnels et le niveau de scolarité et le groupe d'âge, Québec, moyennes annuelles, 1985 24

3.2 Taux de chômage des finissants diplômés, selon le niveau de scolarité, Québec, 1985 24

3.3 Prévisions de besoins professionnels et perspectives professionnelles par grand groupe, Québec, 1985-1993 26

Avant-propos

La Direction de la recherche du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu a entrepris, il y a quelques années, l'élaboration d'un modèle québécois de prévision par profession (MQPP) à moyen et à long terme. Dès la première phase de construction du modèle, nous avions mis à la disposition du public toutes les informations que nous avions prévues pour 1982-1990 concernant les besoins professionnels futurs et les emplois les plus prometteurs[1] afin de faciliter les choix et les décisions des orienteurs, des professeurs, des étudiants et des organismes d'enseignement sur la formation et le marché du travail.

Depuis ce temps, malgré de nombreuses difficultés techniques, le modèle a cheminé, il s'est complexifié pour devenir plus complet. C'est ainsi qu'aujourd'hui nous vous présentons d'une part la demande d'emploi future révisée de la part des entreprises et des employeurs en général, et ce par profession, et d'autre part l'ajout des prévisions de l'offre de main-d'oeuvre par profession 1985-1993, bien qu'il manque à ces dernières le volet mobilité interprofessionnelle de la main-d'oeuvre qui est difficile sinon impossible à déterminer actuellement.

Cette absence nous a empêchés de rapprocher les prévisions d'offre et de demande pour aboutir à de véritables diagnostics des surplus et pénuries de main-d'oeuvre à venir par profession. Ce pourrait être une troisième étape à prévoir dans ce modèle de prévision.

Nous croyons, néanmoins, vous livrer les résultats d'un travail utile et valable scientifiquement qui contribuera, sans aucun doute, à une meilleure planification des ressources humaines tant du côté des établissements d'enseignement et des travailleurs que du côté des entreprises et des employeurs.

Plusieurs organismes encouragent les chercheurs et les économistes internationaux à poursuivre ce type d'études et de prévisions afin de préparer la main-d'oeuvre de demain aux changements structurels et aux bouleversements des marchés internationaux liés aux changements technologiques et à l'ouverture des échanges commerciaux dans le monde.

Nous souhaitons que les lecteurs de ce document nous livrent leurs commentaires, afin que nous puissions mieux répondre aux besoins des utilisateurs dans les phases ultérieures de ce modèle. N'hésitez donc pas à communiquer avec nous à ce sujet.

Monique Frappier-DesRochers
Directrice de la recherche
Ministère de la Main-d'oeuvre
et de la Sécurité du revenu
Tél. : (514) 873-2130

1. *Modèle québécois de prévision par profession 1982-1990*, MMSR, février 1984.

Équipe de réalisation

Plusieurs personnes ont participé à la réalisation de ce document. Pierre Béland, Louis Delagrave et Luc Parent ont assuré la conception méthodologique et la rédaction, sous la direction de Alfred Cossette. Le support informatique a été assumé par Francine Dupont, Phan Von Quong et Jean-Pierre Vaillancourt. Le document a été dactylographié par Thérèse Lépine.

Collaboration

Direction des études économiques et démographiques, ministère de l'Éducation.

Direction de la recherche, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Jeannine David-McNeil et Alain VanPeeterssen, École des hautes études commerciales (HEC).

Système des projections par profession du Canada, Emploi et immigration du Canada.

Direction des études et synthèses quantitatives, Bureau de la statistique du Québec.

Introduction

Le Modèle québécois de prévision par profession (MQPP) constitue un cadre d'analyse de l'évolution future des besoins et de l'offre de main-d'oeuvre par profession. En publiant ces informations, nous cherchons à contribuer à une meilleure planification des ressources humaines au Québec.

Ce modèle est construit sur une base désagrégative, c'est-à-dire qu'à partir de modèles dont l'objectif est une simulation globale de l'économie (Informetrica, Conference Board, Choix du Bureau de la statistique du Québec, etc.), nous retenons les indicateurs propres au marché du travail (emploi global et par secteur d'activité, population active totale et par groupe d'âge et taux de chômage). À l'aide des informations des recensements, mises à jour lorsque c'est possible par les données de l'*Enquête sur la population active*, notre travail consiste à estimer pour l'année de base et à prévoir à moyen terme l'offre et la demande de main-d'oeuvre par profession.

En cherchant à identifier les goulots d'étranglement et les excédents persistants de main-d'oeuvre, nous visons à déceler dans quelles professions des ajustements seront nécessaires, si les tendances actuelles se poursuivent. Le tout, bien entendu, pour que le marché du travail ne constitue pas un obstacle au développement économique et que soit renforcée l'influence notamment de l'enseignement sur les résultats et l'évolution future de l'économie du Québec, économie confrontée à une concurrence accrue sur les marchés internationaux et à l'impérative nécessité d'intégrer les nouvelles technologies.

Une première phase du développement du modèle a porté sur la détermination de la demande (c.-à-d. les besoins de main-d'oeuvre) et a donné lieu à la publication en février 1984 de *Modèle québécois de prévision par profession — Prévision des besoins professionnels au Québec 1982-1990*.

Dans une deuxième phase, nous avons accru les capacités du modèle par l'élaboration de prévisions sur l'offre de main-d'oeuvre par profession. Cette phase ambitieuse a nécessité des travaux sur les entrées en provenance du secteur de l'éducation, auxquels le ministère de l'Éducation a participé, et également sur les entrées provenant de l'immigration et des inactifs. Le lecteur trouvera d'ailleurs à l'annexe II un schéma des différents blocs du modèle actuel ainsi que les méthodologies et les sources utilisées. Nous voilà donc au stade où nous pouvons faire le point sur les premiers résultats de cette phase.

Le présent document constitue un abrégé d'un document plus complet sur le sujet. Il est destiné à une clientèle davantage intéressée par les prévisions particulières à chaque groupe professionnel que par l'analyse sous-jacente et la méthodologie employée.

Dans les deux premiers chapitres, nous présentons nos prévisions d'emploi et d'offre de main-d'oeuvre, pour situer sur quelle base reposent nos diagnostics. Le chapitre 3 fournit une évaluation des perspectives professionnelles, fondée non seulement sur les résultats bruts de nos prévisions, mais aussi sur des informations qualitatives de diverses sources (performance des diplômés, enquête auprès des associations professionnelles, études sectorielles et professionnelles). Dans ce chapitre, après avoir tracé un portrait du marché du travail en 1985, nous donnons un aperçu des résultats par grand groupe professionnel pour 1993. Enfin, l'annexe I présente les résultats détaillés pour près de 500 groupes professionnels concernant la croissance de l'emploi, les sorties du marché du travail à cause des retraites et des décès, les perspectives professionnelles ainsi que d'autres indicateurs.

Note sur la classification

La nomenclature professionnelle que nous avons adoptée dans ce document est la classification type des professions de 1980 (CTP 1980).

La CTP 1980 contient le cadre de classement et les définitions des grands groupes, des sous-groupes et des groupes de base. Chaque grand groupe comprend un ou plusieurs sous-groupes, qui renferment eux-mêmes un ou plusieurs groupes de base. Un système de codage permet de faire le lien entre eux. Par exemple:

21 Grand groupe — Travailleurs des sciences naturelles, du génie et des mathématiques

211 Sous-groupe — Travailleurs spécialisés dans les sciences physiques

2111 Groupe de base — Chimistes

2112 Groupe de base — Géologues

2113 Groupe de base — Physiciens

Il convient de souligner que le code du grand groupe est repris à tous les niveaux et que celui du sous-groupe est répété dans le code du groupe de base. Notez que dans le texte nous utilisons indistinctement les termes groupe de base et profession.

Résumé

Entre 1985 et 1993, les besoins en main-d'oeuvre au Québec approcheront le million, soit 958 900 personnes. La croissance économique créera en moyenne 58 000 emplois par année (soit une croissance de 1,9 % par an) et un nombre comparable d'emplois sera libéré à chaque année par le retrait d'une partie de la main-d'oeuvre en raison de l'âge. Tant les chômeurs actuels que l'ajout de main-d'oeuvre issue du système de l'éducation, des inactifs ou de l'immigration seront susceptibles de combler ces postes.

Cependant, en raison de la faible croissance démographique, l'augmentation de la population active se poursuivra à un rythme plus faible que celui de l'emploi, soit 1,4 % par année. Globalement, nous prévoyons que l'excédent de main-d'oeuvre exprimé ici par le taux de chômage fléchira, passant de 11,8 % en 1985 à 8,2 % en 1993.

C'est donc dans un contexte plus favorable qu'évoluera le marché du travail d'ici 1993, même s'il persistera un excédent appréciable de main-d'oeuvre. Le marché du travail par profession témoignera de situations contrastées. À un bout de l'échelle figureront les professions du génie, de l'informatique et de l'administration où les perspectives seront les meilleures. À l'autre bout, les professions de l'exploitation forestière et des mines n'offriront que de piètres possibilités.

Chapitre 1

Perspectives économiques et prévisions de l'emploi global par secteur d'activité économique et par grand groupe professionnel

Les économies occidentales ont connu une évolution en dents de scie durant les quinze dernières années. Les chocs pétroliers de 1973 et de 1979 ont fortement perturbé ces économies et provoqué une inflation de plus en plus élevée. Puis, la politique monétaire appliquée par les États-Unis a conduit à une hausse impressionnante des taux d'intérêt en 1981. La récession qui a suivi a entraîné des pertes importantes d'emplois. Les États-Unis et le Canada ont été les plus frappés par la récession, mais c'est également dans ces pays que la reprise est la plus solide. On assiste depuis à une croissance économique soutenue et l'inflation est toujours sous les 5 %.

Pour ce qui est des perspectives économiques à moyen terme, il se dégage une certaine unanimité des différents organismes de prévision au Canada. On prévoit que le prix du pétrole et les taux d'intérêt demeureront bas. L'inflation restera maîtrisée et la croissance de l'emploi oscillera autour de 2 % par an. La croissance relativement faible de la main-d'oeuvre devrait également permettre d'abaisser le niveau de chômage.

L'économie du Québec a connu, durant les vingt dernières années, une performance inférieure à celle du Canada en termes de création d'emplois ; mais certains facteurs indiquent que le Québec pourra talonner, sinon surpasser, la performance canadienne dans les prochaines années. Faiblesse des prix du pétrole, modération dans la croissance des salaires, vigueur de la production manufacturière dans le secteur des biens durables, dynamisme de l'entrepreneurship, particulièrement dans le secteur des services commerciaux, voilà autant d'éléments qui joueront en faveur d'une croissance annuelle de 1,9 % de l'emploi, soit une création de 58 000 emplois par année entre 1985 et 1993.

85 % des nouveaux emplois proviendront du tertiaire

C'est encore le secteur tertiaire qui offrira le plus de débouchés sur le marché du travail. Des quelque 464 000 emplois qui seront créés d'ici 1993, 395 000 le seront dans le secteur tertiaire. Le secteur primaire devrait offrir à peine plus de 5 000 emplois et le secteur secondaire 64 000. Cependant, la création d'emplois dans le secteur tertiaire changera résolument d'orientation. Alors que de 1975 à 1985 l'éducation, la santé, les services sociaux et l'administration publique fournissaient 29 % des nouveaux emplois du tertiaire, ils ne seront responsables que de 12 % des nouveaux emplois dans ce secteur d'ici 1993.

La croissance du tertiaire proviendra désormais de plus en plus des services commerciaux, dont, par exemple, les services aux entreprises (services d'informatique, de comptabilité, de publicité, de recherche scientifique, de génie-conseil, etc.). En effet, la croissance de l'emploi dans les services aux entreprises, qui a été l'une des plus fortes depuis dix ans, surpassera vraisemblablement tous les autres secteurs dans les prochaines années. Le recours de plus en plus fréquent à la sous-traitance, le développement accéléré des services informatiques, de la recherche scientifique et des services conseils en génie et gestion soutiendront cette croissance.

Les services personnels (coiffure, services domestiques, studios de santé, etc.), l'hébergement et la restauration ainsi que les divertissements et loisirs devraient continuer à connaître des augmentations de l'emploi supérieures à 4,0 % par année, même si la croissance de la population et du nombre de ménages fléchira au cours des prochaines années. Quelque 111 000 emplois proviendront de ces secteurs. Des ménages moins nombreux, plus riches et plus âgés, disposant de plus de temps de loisir généreront une demande accrue de services personnalisés et de qualité. Le secteur du commerce, qui emploie un travailleur sur six, aura aussi à s'adapter à la modification des goûts de la clientèle en s'orientant davantage vers les boutiques spécialisées. Il connaîtra une croissance de l'ordre de 100 000 emplois.

Les secteurs des transports et des finances et assurances suivront l'évolution de l'activité économique, créant en général 64 000 emplois, mais devront apprendre à évoluer dans un contexte de déréglementation et de décloisonnement. L'emploi dans le transport ferroviaire continuera de baisser, alors que le transport aérien, maritime, par autobus et par camion bénéficiera de la croissance des affaires et du tourisme. Une compétition féroce risque de se produire dans le secteur financier avec le décloisonnement prévisible des divers véhicules financiers qui permettra aux banques, fiducies, compagnies d'assurances et firmes de courtage d'offrir une gamme plus étendue de services. Le taux d'épargne élevé au Québec et la complexité croissante des besoins des épargnants soutiendront la croissance du secteur financier.

Tableau 1.1

Évolution de l'emploi selon les grands secteurs d'activité économique, Québec, moyennes annuelles, 1966-1993*

	1966		1976		1985		1993	
	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%
Agriculture	105	5,2	74	3,0	85	3,0	85	2,6
Forêts, chasse, pêche, mines	61	3,0	48	2,0	45	1,6	50	1,5
Construction	146	7,2	146	5,9	126	4,5	136	4,1
Fabrication	564	27,8	589	24,0	548	19,5	602	18,3
Transport, communication et services publics	172	8,5	214	8,7	221	7,9	261	8,0
Commerce	316	15,6	411	16,7	491	17,5	592	18,1
Finances, assurances et affaires immobilières	83	4,1	120	4,9	156	5,6	184	5,6
Administration publique	112	5,5	167	6,8	195	7,0	195	6,0
Services commerciaux, communautaires et personnels	468	23,1	688	28,0	937	33,4	1 163	35,6
TOTAL	2 027	100,0	2 456	100,0	2 804	100,0	3 268	100,0
Primaire et secondaire	876	43,2	857	34,9	804	28,7	873	26,7
Tertiaire	1 151	56,8	1 600	65,1	2 000	71,3	2 395	73,3

* La classification type des industries de 1980 a remplacé en 1984 la classification des activités économiques de 1970.

Sources: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilations spéciales, et *Modèle québécois de prévision par profession.*

L'enseignement, la santé et les services sociaux verront leur croissance limitée par l'austérité budgétaire des gouvernements. Ils gagneront néanmoins 48 000 emplois en raison surtout de la croissance de la clientèle des centres d'accueil pour personnes âgées, des garderies, des écoles privées et spécialisées et des cabinets privés de santé. L'emploi dans l'administration publique stagnera au niveau actuel.

Du côté de la production de biens, les secteurs les plus dynamiques seront ceux de l'équipement de transport, des appareils électriques et électroniques et des produits métalliques. Ils généreront ensemble 27 000 emplois, soit la moitié des emplois qui seront créés dans le secteur manufacturier, grâce particulièrement à la vigueur de la production dans l'aéronautique, l'automobile, l'équipement de transport urbain et les équipements de télécommunications. Les secteurs de l'aluminium et des pâtes et papiers augmenteront considérablement leur volume de production mais ne devraient pas créer plus de 6 000 emplois. Les secteurs du cuir, du textile et du vêtement perdront encore près de 10 000 emplois, dans une hypothèse optimiste.

Prévision de l'emploi par groupe professionnel

Si l'on compare l'économie du Québec d'aujourd'hui avec ce qu'elle était il y a cinquante ans, on constate une industrialisation de plus en plus poussée suivie d'une tertiarisation; phénomènes qui ont beaucoup modifié la répartition professionnelle des emplois.

Pour répartir par groupe de base la prévision d'emploi de chaque secteur d'activité, nous avons utilisé la répartition profession-secteur du recensement de 1981, que nous avons mise à jour à l'aide des informations tirées de l'*Enquête sur la population active* en 1985 sur quelque 40 regroupements professionnels. Des modifications ont également été apportées à la répartition professionnelle prévue, pour tenir compte des changements qu'amèneront les nouvelles technologies et les nouvelles méthodes de travail.

Les cols blancs comptaient en 1985 pour près de 70 % des travailleurs, comparativement à 35 % il y a cinquante ans. Les professions de directeurs et d'aministrateurs ont accaparé au fil des ans une part grandissante des emplois. Cette tendance très claire des dernières années suggère que l'importance des administrateurs continuera de s'accroître dans la plupart des secteurs économiques (une exception pourrait être l'administration publique). Les professions de direction et d'administration compteront pour 20,5 % de la création d'emploi d'ici à 1993, si bien qu'en 1993, 12,0 % des emplois se trouveront dans ces professions.

Les professions des sciences naturelles, du génie et des mathématiques (incluant l'informatique) sont, on s'en doute, les grands gagnants des changements technologiques. En particulier la part des professions du génie et de l'informatique continuera à augmenter dans plusieurs secteurs d'activité. La forte croissance prévue des services aux entreprises se fera d'ailleurs surtout du côté des conseillers en génie et en informatique. Les professions des sciences physiques (physiciens, géologues, etc.) et celles des sciences de la vie (biologistes, agronomes), connaîtront, elles, une croissance plus lente.

L'emploi dans les sciences sociales (économistes, sociologues, psychologues, travailleurs sociaux, avocats, etc.) progressera plus lentement que durant les années 70. Plus de 20 % des emplois de ces professions se trouvent dans l'administration publique pour laquelle nous croyons qu'il n'y aura aucune croissance de l'emploi. La croissance faible des secteurs de l'enseignement, des services médicaux et sociaux, qui emploient 40 % des membres de ces professions, limitera également cette progression, tandis que l'expansion des services aux entreprises se fera davantage au bénéfice des professions des sciences appliquées que de celle du droit.

Tableau 1.2

Emploi actuel et prévu par grand groupe professionnel, Québec, moyennes annuelles, 1985 et 1993

CTP 1980	1985		1993		Taux de croissance annuel composé	Part de la croissance de l'emploi	
	'000	%	'000	%		'000	%
Directeurs et administrateurs	296	10,5	391	12,0	3,6	95	20,5
Travailleurs des sciences naturelles, du génie et des mathématiques	102	3,6	134	4,1	3,5	32	6,9
Travailleurs des sciences sociales	48	1,7	55	1,7	1,7	7	1,5
Enseignants et religieux	145	5,2	154	4,7	0,8	9	1,9
Médecine et santé	157	5,6	179	5,5	1,6	22	4,7
Professionnels des arts, littérature, sports et loisirs	48	1,7	58	1,8	2,4	10	2,2
Personnel administratif	502	17,9	559	17,1	1,4	57	12,3
Travailleurs spécialisés dans la vente	257	9,2	316	9,7	2,6	59	12,7
Travailleurs spécialisés dans les services	374	13,3	467	14,3	2,8	93	20,0
Agriculteurs, horticulteurs et éleveurs	89	3,2	87	2,7	−0,2	−2	−0,4
Pêcheurs et trappeurs	3	1,1	3	0,9	0,5	0	0
Travailleurs forestiers et bûcherons	14	0,5	16	0,5	1,9	2	0,4
Mineurs, carriers et foreurs	8	0,3	8	0,2	−0,7	0	0
Travailleurs des industries de transformation	101	3,6	107	3,3	0,7	6	1,3
Usineurs	64	2,3	74	2,3	1,9	10	2,2
Travailleurs spécialisés dans la fabrication, le montage et la réparation de produits	265	9,5	291	8,9	1,2	26	5,6
Travailleurs du bâtiment	136	4,9	146	4,5	0,9	10	2,2
Personnel d'exploitation des transports	100	3,6	114	3,5	1,7	14	3,0
Manutentionnaires	61	2,2	67	2,1	1,1	6	1,3
Autres ouvriers qualifiés	36	1,3	40	1,2	1,3	4	0,9
Total	**2 804**	**100,0**	**3 268**	**100,0**	**1,9**	**464**	**100,0**

Sources: Statistique Canada, *Enquête sur la population active, le recensement de 1981*, compilations spéciales, et *Modèle québécois de prévision par profession*.

Les professions de l'enseignement occuperont une part moindre de l'emploi total, tandis que celles de la médecine et de la santé maintiendront presque la leur. Les effets des nouvelles technologies sur ces professions seront plutôt qualitatifs. Seulement 6,9 % des nouveaux emplois seront créés dans ces deux grands groupes. D'autre part, les professions des arts, de la littérature, des sports et des loisirs connaîtront une croissance légèrement supérieure à la moyenne, mais beaucoup moindre que dans les années 70.

L'emploi du personnel administratif croîtra à un rythme plus lent que la moyenne entre 1985 et 1993. La diffusion de la micro-informatique réduira en effet la croissance du nombre de dactylos et de teneurs de livres particulièrement. L'introduction de la micro-informatique sera plus ou moins rapide selon les secteurs. Elle sera particulièrement rapide dans ceux où elle permet des économies substantielles, tels que le commerce et les finances. Dans ces deux secteurs, la part des emplois du personnel administratif diminuera. Dans les autres secteurs, leur part plafonnera ou bien accusera aussi une certaine diminution. Ainsi, dans l'ensemble des secteurs, de 17,9 % en 1985, la part des travailleurs administratifs passera à 17,1 % en 1993. Ce grand groupe récoltera de ce fait 12,1 % des nouveaux emplois.

Les travailleurs spécialisés dans la vente et dans les services accroîtront, par contre, leurs parts dans l'emploi, qui passeront de 22,5 % en 1985 à 24,0 % en 1993, et occuperont près du tiers des emplois créés entre 1985 et 1993. Cette progression résultera d'une croissance assez soutenue du revenu réel disponible et de la consommation. Les vendeurs devraient même accroître leur importance dans la structure professionnelle du commerce de détail avec la croissance des chaînes de succursales et de franchises et avec la diminution graduelle du libre-service remplacé par les boutiques avec du personnel spécialisé. Dans les services, les professions de la restauration (cuisiniers, serveurs, etc.) et des services personnels (concierges, gardiens, coiffeurs) auront une forte croissance de l'emploi.

L'emploi dans les professions rattachées au secteur primaire stagnera, à part une légère hausse de l'emploi de celles de l'exploitation forestière reliées au reboisement. Les changements technologiques dans l'agriculture et par exemple l'amélioration génétique des troupeaux pourraient, dans les prochaines années, fortement réduire le nombre de fermes laitières. Quant au nombre d'emplois de mineurs, il sera réduit à cause de l'état excédentaire du marché des minéraux en général et de la stagnation du marché de l'amiante.

Les professions du grand groupe de la transformation (contremaîtres, manœuvres et ouvriers des métaux, de la chimie, du bois, des pâtes et papiers, des aliments et boissons, du textile, etc.) perdront encore de leur importance dans l'emploi total. Celles de la fabrication, du montage et de la réparation (montage de véhicules, de machines, d'appareils électriques, ébénistes, confection de vêtement, mécaniciens, etc.) auront une croissance relativement plus vigoureuse mais perdront néanmoins de leur importance relative. Les professions de l'usinage (machinistes, soudeurs, scieurs, etc.) réussiront quant à elles à conserver leur part. Au total, 9,1 % des emplois créés le seront dans ces trois grands groupes, grâce surtout au dynamisme de la production de biens durables.

Enfin, les grands groupes du bâtiment, de l'exploitation des transports, de la manutention et les autres ouvriers qualifiés diminueront encore leur part dans l'emploi total.

Chapitre 2

Projection de l'offre de main-d'oeuvre

2.1 Prévision de la population active

De 1961 à 1985, la croissance de la main-d'oeuvre au Québec a été très forte (2,4 % annuellement). En même temps, la composition de la main-d'oeuvre se modifiait sensiblement. La part des femmes est passée de 27 % de la main-d'oeuvre en 1961 à 41 % en 1985. L'explosion démographique des années 50 a également amené un afflux de jeunes sur le marché du travail. La population des 15 à 19 ans a atteint un sommet en 1974 et celle des 20 à 24 ans en 1981. Parallèlement à l'arrivée massive de jeunes et dans la foulée de la réforme de l'éducation, la main-d'oeuvre de niveau postsecondaire a accru sa part de 22,7 % en 1975 à 27,49 % en 1985.

D'ici 1993, on prévoit que la participation des femmes augmentera encore de façon appréciable. Selon nos prévisions, entre 1985 et 1993 la main-d'oeuvre féminine augmentera de 307 300 et la main-d'oeuvre masculine de seulement 71 400 (voir tableau 2.1). La hausse de la scolarisation au niveau collégial et universitaire va également se poursuivre. La cohorte des jeunes des années 70 se déplaçant vers les âges plus élevés, la main-d'oeuvre de 15 à 24 ans diminuera sensiblement (– 96 000), alors que celle de 25 à 54 ans augmentera de plus de 443 100 personnes.

D'ici à 1993, l'ensemble de la population active augmentera en moyenne de 1,4 % annuellement, alors que le taux d'activité global progressera de 62,2 % en 1985 à 65,4 % en 1993. Nous présentons aux tableaux 2.1 et 2.2 notre prévision de la population active par groupe d'âge et par sexe entre 1985 et 1993 et notre prévision des taux d'activité.

Tableau 2.1

Population active prévue selon l'âge et le sexe, Québec, moyennes annuelles, 1985 et 1993, en milliers

Groupe d'âge	1985	1993	Variation ('000)	1986-1993 taux annuel composé
15 ans et plus				
Homme	1 865,7	1 937,0	71,4	0,5
Femme	1 315,2	1 622,3	307,3	2,7
Total	**3 180,8**	**3 559,5**	**378,6**	**1,4**
15-19 ans				
Homme	117,4	118,5	1,1	0,1
Femme	104,8	106,4	1,6	0,2
Total	**222,3**	**225,0**	**2,7**	**0,2**
20-24 ans				
Homme	252,2	195,7	−56,5	−3,1
Femme	222,6	180,2	−42,4	−2,6
Total	**474,8**	**375,9**	**−98,9**	**−2,9**
25-34 ans				
Homme	546,5	565,4	18,9	0,4
Femme	408,5	490,9	82,3	2,3
Total	**955,0**	**1 056,3**	**101,3**	**1,3**
35-44 ans				
Homme	445,0	521,5	76,5	2,0
Femme	309,1	451,7	142,6	4,9
Total	**754,1**	**973,2**	**219,1**	**3,2**
45-54 ans				
Homme	292,2	335,0	42,7	1,7
Femme	176,3	256,3	80,0	4,8
Total	**468,6**	**591,2**	**122,7**	**2,9**
55-64 ans				
Homme	185,7	178,1	−7,7	−0,5
Femme	79,7	107,9	28,2	3,9
Total	**265,4**	**285,9**	**20,5**	**0,9**
65 ans et plus				
Homme	26,6	22,9	−3,7	−1,9
Femme	14,2	29,1	15,0	9,4
Total	**40,8**	**52,0**	**11,3**	**3,1**

Sources: Statistique Canada, *La population active*, cat. 71-001, décembre 1985, et *Modèle québécois de prévision par profession*.

Tableau 2.2

Taux d'activité prévus selon l'âge et le sexe, Québec, moyennes annuelles, 1985 et 1993

Groupe d'âge	1985	1993	Variation 1986-1993 en points de pourcentage
15 ans et plus			
Homme	75,1	73,5	−1,6
Femme	50,0	57,9	7,9
Total	**62,2**	**65,4**	**3,2**
15-19 ans			
Homme	47,3	52,5	5,2
Femme	44,0	49,1	5,1
Total	**45,7**	**50,8**	**5,1**
20-24 ans			
Homme	81,3	83,1	1,8
Femme	72,7	78,7	6,0
Total	**77,0**	**80,9**	**3,9**
25-34 ans			
Homme	92,1	92,3	0,2
Femme	67,9	81,1	13,2
Total	**79,7**	**86,7**	**7,0**
35-44 ans			
Homme	93,8	93,3	−0,5
Femme	64,3	79,5	15,2
Total	**78,9**	**86,4**	**7,5**
45-54 ans			
Homme	88,0	86,7	−1,5
Femme	51,3	60,2	10,0
Total	**69,4**	**71,8**	**2,4**
55-64 ans			
Homme	65,5	60,1	−5,4
Femme	25,1	33,0	7,5
Total	**44,2**	**45,9**	**1,7**
65 ans et plus			
Homme	10,9	8,2	−2,7
Femme	4,1	6,6	2,5
Total	**7,0**	**7,0**	**0,0**

Source: Statistique Canada, *La population active*, cat. 71-001, décembre 1985, et *Modèle québécois de prévision par profession*.

La participation des femmes

L'afflux sans précédent des femmes sur le marché du travail est l'un des traits dominants de l'évolution économique sur ce marché au cours des trente dernières années.

Le taux d'activité des femmes a déjà considérablement progressé et selon toute évidence ne plafonnera pas de sitôt. De 33,4 % qu'il était en 1966 au Québec, le taux d'activité des femmes n'a cessé de croître, passant à 40,1 % en 1975 et à 50,0 % en 1985. Alors qu'elles forment 41 % de la population active en 1985, d'ici à 1993 elles contribueront pour plus de 81 % à l'augmentation de l'offre de main-d'oeuvre et formeront à ce moment plus de 45 % de la main-d'oeuvre.

Tableau 2.1

Population active prévue selon l'âge et le sexe, Québec, moyennes annuelles, 1985 et 1993, en milliers

Groupe d'âge	1985	1993	Variation ('000)	1986-1993 taux annuel composé
15 ans et plus				
Homme	1 865,7	1 937,0	71,4	0,5
Femme	1 315,2	1 622,3	307,3	2,7
Total	**3 180,8**	**3 559,5**	**378,6**	**1,4**
15-19 ans				
Homme	117,4	118,5	1,1	0,1
Femme	104,8	106,4	1,6	0,2
Total	**222,3**	**225,0**	**2,7**	**0,2**
20-24 ans				
Homme	252,2	195,7	−56,5	−3,1
Femme	222,6	180,2	−42,4	−2,6
Total	**474,8**	**375,9**	**−98,9**	**−2,9**
25-34 ans				
Homme	546,5	565,4	18,9	0,4
Femme	408,5	490,9	82,3	2,3
Total	**955,0**	**1 056,3**	**101,3**	**1,3**
35-44 ans				
Homme	445,0	521,5	76,5	2,0
Femme	309,1	451,7	142,6	4,9
Total	**754,1**	**973,2**	**219,1**	**3,2**
45-54 ans				
Homme	292,2	335,0	42,7	1,7
Femme	176,3	256,3	80,0	4,8
Total	**468,6**	**591,2**	**122,7**	**2,9**
55-64 ans				
Homme	185,7	178,1	−7,7	−0,5
Femme	79,7	107,9	28,2	3,9
Total	**265,4**	**285,9**	**20,5**	**0,9**
65 ans et plus				
Homme	26,6	22,9	−3,7	−1,9
Femme	14,2	29,1	15,0	9,4
Total	**40,8**	**52,0**	**11,3**	**3,1**

Sources: Statistique Canada, *La population active*, cat. 71-001, décembre 1985, et *Modèle québécois de prévision par profession*.

Tableau 2.2

Taux d'activité prévus selon l'âge et le sexe, Québec, moyennes annuelles, 1985 et 1993

Groupe d'âge	1985	1993	Variation 1986-1993 en points de pourcentage
15 ans et plus			
Homme	75,1	73,5	−1,6
Femme	50,0	57,9	7,9
Total	**62,2**	**65,4**	**3,2**
15-19 ans			
Homme	47,3	52,5	5,2
Femme	44,0	49,1	5,1
Total	**45,7**	**50,8**	**5,1**
20-24 ans			
Homme	81,3	83,1	1,8
Femme	72,7	78,7	6,0
Total	**77,0**	**80,9**	**3,9**
25-34 ans			
Homme	92,1	92,3	0,2
Femme	67,9	81,1	13,2
Total	**79,7**	**86,7**	**7,0**
35-44 ans			
Homme	93,8	93,3	−0,5
Femme	64,3	79,5	15,2
Total	**78,9**	**86,4**	**7,5**
45-54 ans			
Homme	88,0	86,7	−1,5
Femme	51,3	60,2	10,0
Total	**69,4**	**71,8**	**2,4**
55-64 ans			
Homme	65,5	60,1	−5,4
Femme	25,1	33,0	7,5
Total	**44,2**	**45,9**	**1,7**
65 ans et plus			
Homme	10,9	8,2	−2,7
Femme	4,1	6,6	2,5
Total	**7,0**	**7,0**	**0,0**

Source : Statistique Canada, *La population active*, cat. 71-001, décembre 1985, et *Modèle québécois de prévision par profession*.

La participation des femmes

L'afflux sans précédent des femmes sur le marché du travail est l'un des traits dominants de l'évolution économique sur ce marché au cours des trente dernières années.

Le taux d'activité des femmes a déjà considérablement progressé et selon toute évidence ne plafonnera pas de sitôt. De 33,4 % qu'il était en 1966 au Québec, le taux d'activité des femmes n'a cessé de croître, passant à 40,1 % en 1975 et à 50,0 % en 1985. Alors qu'elles forment 41 % de la population active en 1985, d'ici à 1993 elles contribueront pour plus de 81 % à l'augmentation de l'offre de main-d'oeuvre et formeront à ce moment plus de 45 % de la main-d'oeuvre.

La poursuite de la croissance du secteur des services constituera encore un contexte favorable à leur participation accrue, alors que la hausse constante de leur niveau de scolarité, en améliorant leurs qualifications professionnelles, leur offre une meilleure probabilité de trouver un emploi. Enfin, de plus en plus de femmes se joignent à la population active et travaillent pour les mêmes raisons que les hommes, soit pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille et pour satisfaire leurs aspirations personnelles.

Une baisse de l'importance relative des jeunes

Au-delà de leur importance relative, les jeunes forment un segment essentiel de l'offre de main-d'oeuvre du fait qu'ils ont pour fonction d'assurer son renouvellement. En raison des caractéristiques de la démographie québécoise des trente dernières années, les jeunes sont arrivés dans les années 70 et au début des années 80 en grand nombre sur le marché du travail. Ils ont ainsi subi à certains moments un taux de chômage deux fois et demie plus élevé que les adultes. À l'avenir, nous assisterons à une baisse substantielle du nombre de jeunes participant au marché du travail, puisque l'ampleur de la baisse de la population de 15 à 24 ans sera trop importante pour espérer qu'une hausse de leur taux d'activité puisse la compenser totalement.

À cause d'une propension très différente à participer au marché du travail, il convient de diviser le marché des jeunes en deux groupes : les adolescentes et adolescents (15 à 19 ans) et les jeunes adultes (20 à 24 ans).

Après plusieurs années de baisse, la tendance des taux d'activité des adolescents et adolescentes (15 à 19 ans) a connu un revirement dans les années 70 où les taux se sont mis à remonter. La croissance des postes à temps partiel, la valorisation de la participation au marché du travail pendant les études et le désir d'autonomie financière expliquent ce redressement. Les taux d'activité des adolescents et des adolescentes devraient respectivement passer de 47,3 % en 1985 à 52,5 % en 1993 et de 44,0 % en 1985 à 49,1 % en 1993. Quant au nombre d'adolescents et d'adolescentes, actifs et actives, il diminuera de 1986 à 1990 et remontera par la suite jusqu'en 1993 à un niveau légèrement plus élevé qu'en 1985. C'est donc dire que pour eux, la hausse de leur taux d'activité compensera la faible diminution de leur population de base et qu'il y aura peu de variations dans le nombre de personnes actives.

Bien que la situation des jeunes adultes (20-24 ans) ne soit pas totalement différente de celle des adolescents et des adolescentes, et notamment en ce qui a trait à l'augmentation de la participation des étudiants et étudiantes au marché du travail, leur profil de participation se rapproche davantage de celui des adultes. La tendance à long terme du taux d'activité des jeunes hommes adultes est à la baisse comme celle des hommes adultes. Quant à l'évolution du taux d'activité des jeunes femmes adultes, elle ressemble davantage à celle des femmes adultes qu'à celle des adolescentes. De 59,9 % en 1966, le taux d'activité des jeunes femmes adultes a progressé assez constamment jusqu'à 72,7 % en 1985 réagissant somme toute assez faiblement à la récession de 1981-1982. Ces tendances se poursuivront dans le futur, mais ce qui caractérisera le plus les jeunes adultes est une baisse très substantielle de leur population active, soit près de 100 000 personnes de moins qu'en 1985. En effet, la hausse attendue du taux de participation est vraiment trop faible pour compenser la baisse de la population de base. Le nombre de jeunes hommes actifs diminuera en moyenne de 3,1 % annuellement tandis que celui des jeunes femmes diminuera de 2,6 % entre 1985 et 1993.

En résumé et au total pour les jeunes, alors que la population de 15 à 24 ans diminuera de 196 000 personnes entre 1985 et 1993, la hausse du taux d'activité compensera partiellement ce déclin, de sorte que la population de jeunes actifs ne diminuera que de 96 200. Quoi qu'il en soit, l'importance en termes relatifs des jeunes dans la population active chutera de 21,9 % en 1985 à 16,9 % en 1993.

2.2 Prévision des entrées et des sorties de main-d'oeuvre de 1986 à 1993

D'ici 1993, la composition de la main-d'oeuvre se modifiera. À tout moment, certaines personnes se retireront du marché du travail volontairement ou non, alors que d'autres y accéderont. Pourtant, si l'on considère seulement les variations sur les niveaux de la population active de période en période, cette information, tout en étant intéressante en elle-même, ne nous apporte aucun renseignement sur l'ampleur des mouvements en termes d'entrées et de sorties.

Pourtant ces flux d'entrées et de sorties affecteront la répartition professionnelle de la main-d'oeuvre. À moyen terme et considérés sous l'angle dynamique, on peut décomposer les flux de main-d'oeuvre selon cinq composantes:

l'érosion en raison de l'âge: c'est-à-dire ceux qui quitteront la population active en raison du décès ou de la retraite;

l'apport de l'éducation: les finissants diplômés ou non de niveau secondaire, collégial ou universitaire qui entreront sur le marché du travail;

l'apport de la population inactive: les individus d'âge actif, à l'exception des étudiants, susceptibles d'entrer sur le marché du travail. Ce groupe est formé pour la plupart de femmes adultes. Notez ici qu'il s'agit d'un solde net, c'est-à-dire qu'à l'ajout des inactifs qui devenaient actifs, nous avons soustrait les actifs qui devenaient inactifs;

l'apport des migrations: encore ici nous limitons la présentation aux soldes nets, soit les personnes venant des autres provinces ou des autres pays qui se joindront à la population du Québec auxquelles on a soustrait ceux qui quitteront le Québec vers les autres provinces ou les autres pays;

la mobilité professionnelle: pour les fins du modèle, nous définissons la mobilité professionnelle au sens d'un changement de professions tel que repéré dans la CTP. L'idéal serait de saisir l'ensemble des mouvements de mobilité professionnelle qui se produisent, soit par passage sur le marché externe du travail, soit par évolution de carrière au sein des entreprises. Il s'agirait donc d'avoir une vision d'ensemble et si possible évolutive du nombre de travailleurs qui, exerçant une activité professionnelle donnée à un moment de leur carrière, sont amenés à en changer à la suite de reconversions volontaires, de pertes d'emploi et réinsertion dans un nouvel emploi ainsi que de changements technologiques ou organisationnels qui affectent le travail qu'ils réalisaient jusque-là. Bien que la mobilité professionnelle puisse expliquer des changements structurels importants dans la composition de la main-d'oeuvre, nous n'avons pu estimer ces impacts, faute d'information.

Comme le montre le tableau 2.3, les quatre premières composantes comptent de façon plus ou moins importante dans l'évolution de la taille de la population active. Comme nous avons estimé des flux nets, l'érosion compte pour la totalité des sorties. De 1986 à 1993, le secteur de l'éducation demeurera la source principale de nouvelle main-d'oeuvre (76,9 %), suivi de celui des inactifs (19,6 %), expliqué par la participation accrue des femmes sur le marché du travail, et enfin les migrations qui, considérées en termes d'apport net, contribueront en moyenne pour 3,4 % des entrées de main-d'oeuvre au Québec.

L'érosion en raison de l'âge

L'érosion, définie comme étant le nombre de personnes qui dans chaque profession cessent de faire partie de la population active à cause de la retraite ou du décès, constitue un flux de sortie important dans l'évolution de la main-d'oeuvre. En moyenne, nous estimons que 69 300 personnes se retireront à chaque année en raison de l'âge.

Tableau 2.3

Entrées et sorties de main-d'oeuvre selon les différentes composantes — Québec, 1986-1993

Composantes	Flux totaux 1986-1993	Moyenne annuelle 1986-1993	Pourcentage
Sorties			
Érosion			
Population active	−553 967	−69 246	−100,0
Entrées			
Éducation	717 446	89 681	76,9
Université	178 006	22 251	19,1
diplômés	157 747	19 718	16,9
non diplômés	20 259	2 532	2,2
Collégial	241 059	30 132	25,8
général	20 438	2 555	2,2
professionnel	112 424	14 053	12,1
non diplômés	108 197	13 525	11,6
Secondaire	298 381	37 298	32,0
général	82 592	10 324	8,9
professionnel	133 196	16 650	14,3
non diplômés	82 593	10 324	8,9
Migrations	32 098	4 012	3,4
Population inactive	183 123	22 890	19,6
Total entrées	932 667	116 583	100,0
Var. population active	378 700	47 338	

Source : Modèle québécois de prévision par profession.

Pour cette composante, nous avons utilisé les probabilités de retraites et de décès calculées pour chaque groupe professionnel par le Système de projection des professions du Canada (SPPC) de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada (CEIC). Ces probabilités ont été appliquées à la population active prévue pour chaque groupe professionnel de 1986 à 1993.

L'apport de l'éducation

En dépit de la baisse substantielle du nombre de jeunes, le secteur de l'éducation demeurera la source la plus importante d'entrées de nouvelle main-d'oeuvre au Québec. Selon nos projections, de 1986 à 1993, près de 90 000 personnes en moyenne par année accéderont au marché du travail venant directement du système de l'éducation.

L'évolution démographique n'est pas le seul facteur à déterminer le nombre d'étudiants qui entreprennent et poursuivent leurs études, puisque la proportion des jeunes qui accèdent au collégial et à l'université est également susceptible d'évoluer. Or, dans la dernière décennie, le taux de persévérance des élèves québécois du secondaire et leur taux de fréquentation à l'enseignement postsecondaire ont progressé de façon substantielle. Selon nos projections et celles du ministère de l'Éducation du Québec, les effectifs du système régulier de l'éducation ne connaîtront pas une baisse draconienne d'ici 1993 et le nombre d'étudiants à plein temps qui termineront leurs études ne fléchira que modestement. De 118 100 en 1985, le nombre annuel de sortants ne diminuerait qu'à 112 700 en 1993.

De plus, le taux d'activité des sortants du système de l'éducation selon le niveau de scolarité ne risque pas de connaître des bouleversements majeurs d'ici à 1993. Le taux d'activité est corrélé positivement au niveau de scolarité et est plus élevé chez les diplômés que chez les impersévérants pour chaque niveau de scolarité.

L'apport de la population inactive

L'apport des inactifs, défini comme l'offre de travail des individus qui initialement ne faisaient pas partie de la population active, bien que d'âge actif et non étudiants, constituera le second flux en importance dans l'ajout de main-d'oeuvre au Québec. L'importance de ce flux est directement liée à la poursuite de l'augmentation du taux d'activité des femmes prévue pour le Québec.

Toujours sur la base de nos prévisions, les mouvements quant à l'offre masculine se solderont par un retrait d'environ 22 000 personnes entre 1985 et 1993, à cause de la baisse prévue de leur taux d'activité. Ainsi, la question de la répartition de la main-d'oeuvre masculine future entre professions consiste alors à prévoir où se feront les départs plutôt que de prévoir vers quelles professions iront les nouveaux arrivés. Comme ces sorties peuvent être liées à la faiblesse des possibilités d'emploi, nous avons associé leur répartition professionnelle à celle des chômeurs masculins.

D'autre part, en raison de la tendance de fond à l'augmentation de la participation des Québécoises au marché du travail, nous anticipons un apport positif substantiel de la main-d'oeuvre féminine. Pour la plupart, les 205 000 femmes qui s'ajoutent à la main-d'oeuvre sont les femmes qui réintégreront le marché du travail après un arrêt prolongé.

Selon Jeannine David-McNeil et Alain VanPeeterssen, « la variation des taux d'activité féminins affecte surtout des travailleuses potentielles qui n'ont pas de qualifications professionnelles bien définies, celles qui ont des qualifications précises ont généralement peu quitté la population active et préfèrent s'absenter un laps de temps plus court, par exemple limité à quelques mois lors de la naissance d'un enfant »[1]. Ainsi, par hypothèse, la répartition professionnelle des femmes est restreinte aux 50 groupes de base qu'elles ont traditionnellement occupés.

Selon nos prévisions, l'apport des inactifs se soldera par un ajout de 183 100 personnes actives sur le marché du travail de 1985 à 1993. De ce nombre, plus de 52 % se destineront au travail administratif alors qu'une proportion également importante se dirigera vers la vente, les services et le groupe de la médecine et de la santé. La contribution des inactifs pour les autres groupes professionnels est somme toute marginale, alors qu'elle est même négative dans certains groupes traditionnellement dominés par les hommes.

L'apport des migrations

La composante migratoire constitue l'apport de main-d'oeuvre le plus faible au Québec. De 1985 à 1993, nous prévoyons qu'en moyenne les mouvements migratoires se solderont par un ajout annuel de 4 000 personnes actives. Un solde migratoire positif devrait en surprendre quelques-uns. En effet, depuis vingt ans le solde migratoire du Québec a presque toujours été négatif. Cependant le Québec pourrait être à un tournant en cette matière. Après que les données préliminaires de 1984 eurent indiqué un net fléchissement dans les pertes, l'estimation préliminaire de 1985 affiche un gain.

1. Jeannine David-McNeil et Alain VanPeeterssen, *Prévision de l'offre du travail du secteur domestique québécois de 1985 à 1993, selon la classification canadienne descriptive des professions (CCDP) à quatre chiffres*, 31 mars 1986.

Selon les projections de la Direction de la recherche du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration[1], le solde migratoire du Québec pourrait bien demeurer positif durant la période de prévision. Par rapport à l'expérience passée, le flux annuel de la migration nette projetée se distinguera surtout au niveau de la composante des sorties interprovinciales, caractérisée par une tendance assez prononcée à la baisse.

Pour l'immigration internationale, la volonté du gouvernement du Québec d'accroître sa part du nombre d'immigrants au Canada laisse supposer une tendance modérée à la hausse. Quant à l'émigration internationale, les faibles niveaux se maintiendront, et ce, en grande partie à cause de la politique restrictive d'immigration aux États-Unis.

Malgré cette évolution positive du solde migratoire, certains groupes professionnels subissent des pertes importantes. Il s'agit des directeurs et des administrateurs, du personnel administratif et des spécialistes de la médecine et de la santé. Les gains proviennent des travailleurs cols bleus, notamment les travailleurs de la fabrication et des services.

La mobilité professionnelle

Si notre modèle nous a permis d'estimer les flux de sorties (érosion) et les flux d'entrées (éducation, inactifs et migration), il ne peut prendre en compte actuellement un aspect fondamental du marché du travail: la mobilité professionnelle. L'importance des mutations actuelles et à venir (changements technologiques, libre-échange, etc.) renforce l'influence de la mobilité comme facteur d'ajustement sur le marché du travail.

En effet, c'est elle qui parfois s'avère un rouage essentiel pour assurer les besoins d'une profession (les administrateurs par exemple) ou qui permet de combler les besoins des professions en pénurie par la main-d'oeuvre des professions en surplus. Un poste de technicien en informatique pourra par exemple être occupé par un géographe, bien que ce ne soit pas nécessairement une situation idéale en termes d'allocation des ressources. D'autre part, un grand nombre de professions requièrent en général peu de qualifications de sorte que la main-d'oeuvre disponible est nombreuse, de formation et d'expérience diverses. Il est ainsi difficile de cerner avec précision le bassin de main-d'oeuvre de plusieurs professions dans un modèle de « déséquilibre » à l'intérieur duquel la première préoccupation est celle de l'appariement d'une qualification avec une profession.

Les liens entre la formation (qu'elle soit initiale ou en cours de vie active) et la mobilité professionnelle revêtent également une importance particulière et illustrent le caractère assez restrictif des hypothèses faites dans le modèle sur les flux de main-d'oeuvre. L'hypothèse centrale de cette méthode est qu'il y a une correspondance entre les niveaux de scolarité des travailleurs et les emplois qu'ils occupent. Cependant, on reconnaît volontiers que cette correspondance n'est ni *stable* dans le temps, ni *indépendante* de la situation du marché du travail, ni *limitée* aux seules caractéristiques éducatives des travailleurs et qu'il convient d'améliorer notre connaissance de cette correspondance et surtout de saisir les éventuelles mobilités qui suivront le premier emploi.

Ou encore, les femmes réintégrant le marché du travail ont eu tendance dans le passé à le faire dans les emplois qu'elles occupaient traditionnellement, alors qu'elles pourraient aussi lorgner d'autres professions.

1. Les projections sur la répartition professionnelle des migrants actifs à l'horizon 1995 du solde migratoire net et de ses composantes ont été effectuées au printemps 1986; le document de travail peut être obtenu sur demande à la Direction de la recherche du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Or la présence de surplus et de pénuries amènera assurément des ajustements sur le marché du travail. D'ailleurs, nous le rappelons, l'objectif d'un tel exercice de prévision est précisément de déceler dans quelles professions ces ajustements seront nécessaires. Et comme nous connaissons très mal le fonctionnement de ces mécanismes d'ajustement, notamment celui de la mobilité professionnelle, nous ne sommes pas en mesure d'estimer de façon fiable un déséquilibre quantifié par groupe professionnel. C'est pourquoi nous présentons au chapitre suivant une prévision des perspectives professionnelles.

Chapitre 3

Les perspectives professionnelles

Dans ce chapitre, nous exposerons notre analyse des perspectives professionnelles. Ce concept de « perspectives » repose principalement sur l'évolution de la demande de main-d'oeuvre, dont la création d'emplois et les besoins dus aux remplacements. Quant aux informations sur l'offre de main-d'oeuvre, elles constituent en quelque sorte la toile de fond de ce concept, c'est-à-dire qu'elles sont utilisées d'une façon plus générale que les informations sur la demande.

Par ailleurs, nous sommes bien conscients que la prévision du marché du travail sur une base professionnelle est un exercice complexe. C'est ainsi que pour réduire au minimum les erreurs de prévision de la demande de main-d'oeuvre par secteur d'activité économique et par groupe professionnel, pour corriger certaines lacunes des prévisions de l'offre par profession et pour compenser notre ignorance de la mobilité professionnelle, nous avons nuancé, à l'aide d'informations diverses, les résultats d'une confrontation mécanique de l'offre et de la demande. Nous insistons donc davantage sur un jugement qualitatif des perspectives plutôt que sur des résultats quantitatifs imprécis.

Mais avant d'aborder les perspectives professionnelles prévues entre 1985 et 1993, il convient de brosser un bref tableau de la situation du marché en 1985. Une partie des différences prévues sur le marché du travail en 1993 provient du fait qu'à l'année de départ, il existe déjà de nettes dissemblances.

Le marché du travail en 1985

Pour analyser en profondeur le marché du travail en 1985, plusieurs indicateurs pourraient convenir (taux d'activité, taux de chômage, lien formation-emploi, salaires, conditions de travail, etc.); nous nous limiterons cependant ici à une comparaison des taux de chômage.

Les moyennes annuelles des taux de chômage selon les grands groupes professionnels illustrent, d'ailleurs, des divergences importantes (voir tableau 3.1).

Les grands groupes dont les taux sont les plus faibles sont ceux de la médecine et de la santé (3,6 %), des directeurs et des administrateurs (6,8 %), de l'enseignement (6,8 %) et des sciences naturelles, des techniques et des mathématiques (8,1 %); à l'opposé, les groupes de travailleurs forestiers et bûcherons, des manutentionnaires et des pêcheurs, des chasseurs et des trappeurs présentent de substantiels excédents de main-d'oeuvre.

Un bref coup d'œil sur la situation selon les groupes d'âge révèle également que les jeunes sortant du système scolaire qui tentent de s'intégrer au marché du travail dans les divers groupes professionnels ont en général un taux de chômage plus élevé que leurs aînés. Les jeunes ont toutefois bénéficié ces dernières années d'une amélioration sensible de leur situation, tandis que pour les plus âgés, le taux de chômage tarde à diminuer.

Quel que soit l'âge, il demeure qu'une scolarisation plus poussée mène à de meilleures possibilités d'emploi, comme en font foi les données des tableaux 3.1 et 3.2.

Tableau 3.1

Taux de chômage selon les grands groupes professionnels et le niveau de scolarité et le groupe d'âge, Québec, moyennes annuelles, 1985

	Pourcentage
Les grands groupes professionnels	
Toutes les professions	11,8
Directeurs, gérants et administrateurs	6,8
Travailleurs des sciences naturelles, du génie et des mathématiques	8,1
Travailleurs des sciences sociales	11,0
Enseignement et religion	6,8
Médecine et santé	3,6
Professionnels des arts, littérature, sports et loisirs	13,3
Employés de bureau	11,1
Travailleurs spécialisés dans la vente	10,1
Travailleurs spécialisés dans les services	15,8
Agriculteurs, horticulteurs et éleveurs	10,9
Pêcheurs et trappeurs	18,8
Travailleurs forestiers et bûcherons	35,6
Mineurs, carriers et foreurs	19,7
Usineurs	14,0
Travailleurs spécialisés dans la fabrication, le montage et la réparation de produits	13,8
Travailleurs du bâtiment	18,5
Personnel d'exploitation des transports	12,6
Manutentionnaires	20,1
Autres ouvriers qualifiés	10,9
Le niveau de scolarité	
0 à 8e année	14,3
Études secondaires	13,7
Études postsecondaires partielles	10,7
Études postsecondaires complétées	9,1
Études universitaires	5,3
Le groupe d'âge	
15-24 ans	18,0
25 ans et plus	10,1

Source: Estimations du *Modèle québécois de prévision par profession*, basées sur l'*Enquête de la population active*, Statistique Canada.

Tableau 3.2

Taux de chômage des finissants diplômés, selon le niveau de scolarité, Québec, 1985

	Année de promotion	1985 (%)
Secondaire professionnel court	1983-1984	52,0
Secondaire général	1983-1984	34,1
Secondaire professionnel long	1983-1984	33,3
Secondaire professionnel supplémentaire	1983-1984	29,2
Collégial général (mars 1985)	1983-1984	25,7
Collégial professionnel	1983-1984	17,2
Baccalauréat	1982-1983	11,8

Sources: *Relance au secondaire*, Direction des études sur l'emploi et les carrières, ministère de l'Éducation, Pierre Michel, 1986.

Relance au collégial, Direction des études sur l'emploi et les carrières, ministère de l'Éducation, Pierre Michel, 1986.

Enquête auprès des diplômés de 1982, Statistique Canada.

Les perspectives pour 1993

Comme on l'a vu, le scénario économique privilégié dans cet exercice conduit à une baisse graduelle du taux de chômage. De 11,8 % en 1985, le taux baisserait à 8,2 %, si les hypothèses expliquées antérieurement sur l'emploi et la population active se confirment. Évidemment, parallèlement à ce scénario qui nous apparaît le plus probable, d'autres scénarios auraient pu être envisagés. Une baisse encore moins forte du chômage demeure, par exemple, une éventualité qu'on ne peut exclure. Cependant, la répartition des perspectives (très bonnes, bonnes, médiocres) par profession ne saurait être complètement bouleversée par l'étude de différents scénarios.

Le lecteur trouvera donc au tableau 3.3 et aux tableaux de l'annexe I quelques informations sur la demande de main-d'oeuvre et des diagnostics des perspectives. Les pespectives pour un groupe professionnel sont qualifiées de très bonnes (TB), bonnes (B), médiocres (M), ou non disponibles (ND)[1]. Ces diagnostics n'apparaissent qu'au niveau du groupe de base et sont agrégés pour les grands groupes.

C'est en général parmi les professions où la croissance de l'emploi sera la plus forte que les perspectives seront les meilleures. Les administrateurs, les ingénieurs et les spécialistes de l'informatique sont parmi ceux-là. La mobilité professionnelle pourra vraisemblablement remédier à une part de ces besoins, mais il demeure que le besoin de directeurs des ventes, de la publicité, des finances, des achats, ou de comptables, etc., sera élevé et offrira de bonnes perspectives d'emploi.

Chez les travailleurs des sciences naturelles, du génie et des mathématiques, plusieurs groupes professionnels affichent de très bonnes et de bonnes perspectives. C'est le cas particulièrement des ingénieurs civils, électriciens, mécaniciens, aéronautiques, et des analystes de systèmes et programmeurs. Les perspectives pour les professions des sciences sociales, de l'enseignement et des arts et loisirs sont moins reluisantes, alors qu'elles sont nettement meilleures pour les professions de la santé, telles que les audiologistes, les physiothérapeutes, les ergothérapeutes, les pharmaciens et les maîtres opticiens.

Pour le personnel administratif, les perspectives s'annoncent médiocres, tandis que les perspectives seront bonnes pour le personnel de la vente, particulièrement dans les professions plus qualifiées telles que les agents commerciaux techniciens, les représentants de commerce, les chefs de ventes dans les services, les agents d'assurances, les agents immobiliers et les courtiers en valeurs.

Certains groupes professionnels de l'usinage (outilleurs-matriceurs) et de la fabrication (mécaniciens et réparateurs d'avions) afficheront également de très bonnes perspectives. Pour les autres grands groupes, les perspectives seront bonnes ou médiocres, ce qui ne signifie pas nécessairement que de très bonnes perspectives ne pourront pas apparaître pour certains spécialistes d'une profession donnée (CCDP à sept chiffres).

Dans l'ensemble, nous estimons que les perspectives seront très bonnes pour 12,1 % des emplois, bonnes pour 31 % et médiocres pour 56,2 %. La section suivante présente une analyse des résultats par grand groupe professionnel.

1. Pour plus de précision, voir : Signification et interprétation des termes et symboles utilisés dans les tableaux, annexe I, page 43.

Tableau 3.3

Prévisions de besoins professionnels et perspectives professionnelles par grand groupe, Québec, 1985-1993

CCDP2	Emploi 1985	Taux de chômage 1985	Création d'emploi 1986-1993	Taux de croissance annuel	Érosion emploi	Besoin brut	RÉPARTITION DE L'EMPLOI SELON LES PERSPECTIVES PROFESSIONNELLES 1985-1993 Très bonnes	Bonnes	Médiocres	ND	Total
11 DIRECTION, ADMINISTRATION	295 907	6,8	95 685	3,6	61 807	157 492	74,3	21,1	4,5	0,1	100,0
21 SC. NATUR., TECHN. ET MATHÉMATHIQUES	101 931	8,1	32 553	3,5	12 091	44 644	41,4	30,5	27,8	0,3	100,0
22 SCIENCES SOCIALES	47 977	11,0	6 808	1,7	7 002	13 810	0,0	40,8	59,2	0,0	100,0
25 RELIGION	8 998	1,0	−706	−1,0	1 977	1 271	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0
27 ENSEIGNEMENT	135 973	7,2	10 171	0,9	18 686	28 856	0,0	19,7	80,3	0,0	100,0
31 MÉDECINE ET SANTÉ	156 968	3,6	21 771	1,6	28 916	50 686	6,7	92,5	0,8	0,0	100,0
33 ARTS, LITTÉRATURE, SPORTS, LOISIRS	47 980	13,3	10 223	2,4	6 608	16 831	0,0	22,6	76,4	1,0	100,0
41 PERSONNEL ADMINISTRATIF	501 896	11,1	57 359	1,4	93 068	150 427	0,0	0,0	100,0	0,0	100,0
51 VENTE	256 947	10,1	59 608	2,6	44 420	104 028	24,3	66,0	9,6	0,0	100,0
61 SERVICES	373 873	15,8	93 362	2,8	74 927	168 290	0,0	16,8	80,4	2,9	100,0
71 AGRICULTURE, HORTICULTURE	88 718	10,9	−1 622	−0,2	19 657	18 035	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0
73 PÊCHE, CHASSE ET PIÉGEAGE	2 699	18,8	108	0,5	464	572	0,0	0,0	100,0	0,0	100,0
75 TRAV. FORESTIERS ET BÛCHERONS	13 996	35,6	2 221	1,9	2 532	4 753	0,0	0,0	100,0	0,0	100,0
77 MINES, CARRIÈRES ET FORAGE	7,999	19,7	−411	−0,7	1 178	767	0,0	0,0	100,0	0,0	100,0
81 82 INDUSTRIES DE TRANSFORMATION	100 979	12,5	5 619	0,7	16 581	22 200	0,0	35,2	64,8	0,0	100,0
83 USINEURS	63 987	14,0	10 430	1,9	9 627	20 057	1,8	70,4	27,8	0,0	100,0
85 FABRICATION, MONTAGE, RÉPARATION	269 926	13,8	26 278	1,2	44 627	70 905	1,0	47,2	51,7	0,0	100,0
87 BÂTIMENT	135 971	18,5	9 669	0,9	22 627	32 295	0,0	19,9	80,1	0,0	100,0
91 EXPLOITATION DES TRANSPORTS	99 978	12,6	14 359	1,7	14 487	28 846	0,0	3,1	96,9	0,0	100,0
93 MANUTENTION	61 306	20,1	5 682	1,1	8 987	14 669	0,0	0,0	100,0	0,0	100,0
95 AUTRES OUVRIERS QUALIFIÉS	35 993	10,9	3 834	1,3	5 611	9 445	0,0	43,4	56,6	0,0	100,0
Total	**2 805 000**	**11,8**	**463 000**	**1,9**	**495 880**	**958 880**	**12,1**	**31,0**	**56,2**	**0,7**	**100,0**

Source: Modèle québécois de prévision par profession.

Aperçu des résultats par grand groupe professionnel

Directeurs, gérants et administrateurs (CTP 11)

De par la nature de leur emploi, les directeurs et les administrateurs sont présents dans tous les secteurs d'activité économique. L'éventail des tâches effectuées est très large, puisque s'y trouvent notamment les cadres supérieurs et intermédiaires et les divers spécialistes tels que directeurs de personnel et de la production, acheteurs, gérants d'hôtels et de stations de service.

Les diplômes et les expériences professionnelles des administrateurs sont très diversifiés. Certaines professions telles que cadre supérieur et comptable sont en général réservées à des diplômés de niveau universitaire, tandis que des professions telles qu'acheteur ou directeur des services peuvent souvent être occupées par des personnes possédant une longue expérience dans leur domaine d'expertise.

Aussi l'expérience autant que le diplôme d'études est-elle déterminante pour l'obtention d'un poste d'administrateur. Beaucoup de ces emplois sont comblés par des spécialistes ayant plusieurs années d'expérience dans un domaine donné. Par exemple, dans une entreprise d'aéronautique, on retrouve souvent des ingénieurs comme administrateurs. Près de 25 % des ingénieurs occupent d'ailleurs tôt ou tard des fonctions d'administrateur, dans les divers secteurs[1].

L'emploi chez les directeurs, gérants et administrateurs a fait un bond gigantesque au cours des quarante dernières années. Durant la période 1971-1981, le nombre d'emplois d'administrateurs doublait, alors que l'emploi total augmentait de 33 %. En 1985, 10,5 % de la main-d'oeuvre se trouve dans ce grand groupe, soit près de 300 000 personnes. Le taux de chômage en 1985 était relativement peu élevé, à 6,8 %, et les perspectives d'emploi d'ici 1993 sont très bonnes.

En effet, on prévoit que l'emploi croîtra près de deux fois plus rapidement pour les administrateurs que pour l'ensemble des professions. Si on ajoute à cela les besoins dus au remplacement (retraites et décès), les besoins en main-d'oeuvre pour les administrateurs seront bien au-dessus de la moyenne de l'ensemble des professions. Une exception pourrait cependant provenir de la stagnation du nombre de postes de directeurs et d'administrateurs dans les secteurs public et parapublic, étant donné les politiques de réduction du personnel énoncées.

Nous avons également nuancé notre diagnostic par la prise en considération du recrutement pour ces postes, qui est très différent de celui des autres groupes professionnels. Une grande partie des postes est comblée par la promotion ou le recrutement de personnel d'expérience plutôt que par des nouveaux diplômés. Ainsi, il se peut fort bien qu'une bonne partie des besoins prévus dans ce grand groupe soit comblée par des personnes déjà présentes sur le marché du travail.

Mais tout bien considéré, le grand groupe des directeurs et des administrateurs sera parmi les domaines qui offriront les meilleurs débouchés sur le marché du travail entre 1985 et 1993.

Travailleurs des sciences naturelles, du génie et des mathématiques (CTP 21)

Ce grand groupe comprend les spécialistes des sciences physiques (chimistes, géologues, physiciens, etc.), des sciences biologiques (agronomes, géologistes, etc.), du génie, de l'architecture, des mathématiques et de l'informatique. Ces professions sont en général directement associées au développement et à l'application des nouvelles technologies et seront au centre du développement des biotechnologies, de la micro-électronique, de la conception et la fabrication assistées par ordinateur, de la robotique, des systèmes experts, etc. L'emploi dans les professions du génie et de l'informatique, particulièrement, connaîtra une solide expansion.

Sans être fulgurante, la croissance de l'emploi dans le génie a été supérieure à la moyenne dans les années 70. Une faible croissance des ingénieurs civils (qui représentent près de 25 % des ingénieurs) a en fait été compensée par une importante hausse de la plupart des autres spécialités du génie. Actuellement, le chômage demeure faible chez la plupart des diplômés du génie sauf pour ceux du génie géologique, du génie rural et dans une moindre mesure pour ceux du génie industriel et du génie physique. La croissance de l'emploi dans le génie devrait continuer à excéder celle des autres professions dans les prochaines années, grâce particulièrement à la croissance des secteurs des services aux entreprises et de production de biens durables (par exemple l'équipement de transport, les produits électriques et électroniques). Les ingénieurs devraient également se tailler une plus grande place dans des secteurs tels que les transports, les communications et les services

1. Ordre des ingénieurs du Québec, *Enquête salariale 1986*, p. 16.

publics, les mines et la construction. Le taux de chômage sera donc en général faible chez les ingénieurs. La situation des architectes, urbanistes et autres techniciens en génie se rapprocherait cependant davantage de celle des autres professions, en raison du nombre de finissants du système de l'éducation.

Les professions reliées aux mathématiques et à l'informatique ont connu durant les années 70 les plus fortes augmentations de l'emploi parmi les professions scientifiques. Les analystes de systèmes et programmeurs ont mené la marche avec une croissance de l'emploi de l'ordre de 10 % par année. Bien qu'il y ait un début de chômage chez les diplômés de ce domaine, le marché du travail continue d'offrir d'excellents débouchés et cette situation devrait se poursuivre. Les entreprises de services informatiques sont en pleine expansion et les spécialistes de l'informatique seront encore en grande demande dans les divers secteurs économiques. Le marché du travail aura encore tendance à être favorable à l'entrée de nouveaux venus dans ces professions.

Durant les années 70, les spécialistes des sciences physiques ont connu en général une croissance de l'emploi assez lente, en raison surtout de la faiblesse de celle des chimistes et des techniciens en sciences physiques. L'augmentation du nombre d'emplois de géologues et de physiciens était par contre vigoureuse. Le taux de chômage des récents diplômés universitaires en géologie et en physique était cependant élevé en 1985, alors que celui des chimistes était très bas. Entre 1985 et 1993, l'emploi ne devrait croître que modérément. Plusieurs des spécialistes de ces domaines se trouvent dans l'administration publique et l'enseignement où prévaudront vraisemblablement encore des contraintes budgétaires. L'industrie chimique pourrait toutefois offrir plus de débouchés pour les chimistes, et d'autant plus si les investissements annoncés par l'industrie pharmaceutique se concrétisent avec l'extension de la durée des brevets. Les perspectives pour les groupes des sciences physiques varient de bonnes à médiocres.

Les professions des sciences de la vie, particulièrement les biologistes, ont connu une forte croissance de l'emploi durant les années 70. Plus de la moitié des professionnels des sciences de la vie se retrouvent dans l'administration publique, l'enseignement et les services de santé, où la croissance de l'emploi devrait être faible. On peut s'attendre par contre à ce que les secteurs agricole et forestier comptent de plus en plus sur ces professionnels, notamment grâce au développement de la biotechnologie. Pour ce grand groupe, la croissance de l'emploi devrait être dans la moyenne, ce qui sera insuffisant, étant donné le nombre prévu de nouveaux arrivants, pour créer des pénuries dans ces domaines, où le chômage est déjà assez élevé.

Mais somme toute, la plupart des sortants du domaine des sciences naturelles, du génie et des mathématiques entreront dans un marché où les perspectives sont assez favorables. Malgré que le nombre de postes libérés par la retraite et les décès sera limité, le taux de croissance de l'emploi dans ce grand groupe sera le plus élevé après celui de direction et d'administration.

Sciences sociales (CTP 23)

Parmi les professions de ce grand groupe se trouvent les travailleurs sociaux, les spécialistes du droit, le personnel spécialisé dans les bibliothèques, les économistes, les sociologues, les psychologues, etc.

Entre 1971 et 1981, le grand groupe des professions des sciences sociales a connu une des plus fortes hausses de l'emploi, en raison notamment de la croissance des secteurs de l'enseignement, de la santé, de l'administration publique et des services aux entreprises. D'ici 1993, la croissance de l'emploi fléchira nettement et devrait croître à un rythme inférieur à celui de l'ensemble des professions.

Parmi le groupe des sciences sociales, seul le sous-groupe du droit et de la jurisprudence pourrait connaître un taux de croissance légèrement supérieur à la moyenne. Chez les autres sous-groupes, le taux de croissance de l'emploi sera assez faible, et ce, particulièrement pour le personnel spécialisé des bibliothèques, musées et archives, pour les conseillers en orientation, et pour les autres travailleurs spécialisés des sciences sociales et secteurs connexes.

D'autre part, le nombre de postes laissés vacants par des personnes qui se retireront du marché du travail par suite du décès ou de la retraite sera assez faible en raison de l'âge relativement peu élevé de la main-d'oeuvre actuelle. Bref, le besoin en main-d'oeuvre des sciences sociales, qui en 1985 est beaucoup plus faible que dans les années 70, restera relativement faible d'ici 1993.

Comme le nombre de personnes qui sortiront du système de l'éducation pour se diriger potentiellement vers les occupations des sciences sociales ne fléchira pas autant que le besoin en main-d'oeuvre, nous assisterons à un ajout de la main-d'oeuvre nettement supérieur à la croissance du nombre d'emplois. Il est à prévoir que la compétition pour les postes vacants risque d'être nettement plus vive et que les employeurs seront de plus en plus nombreux à ne considérer que les candidatures des diplômés du deuxième ou du troisième cycle universitaire.

Tout de même, les possibilités d'emploi pour les avocats, les notaires et les autres hommes de loi devraient s'améliorer progressivement entre 1985 et 1993, en raison de l'augmentation de l'emploi et d'un taux d'érosion légèrement plus élevé que la moyenne de ce grand groupe. Les perspectives pour les travailleurs sociaux seront également bonnes.

Chez tous les autres groupes professionnels (économistes, sociologues, psychologues, bibliothécaires et archivistes, etc.), les perspectives d'emploi resteront assez médiocres entre 1985 et 1993.

Religion (CTP 25)

Les effectifs du clergé, soit les ministres du culte, les religieuses et les frères, se situaient approximativement à 9 000 personnes en 1985. En raison du caractère particulier de cette fonction pour laquelle on ne peut pas vraiment parler de marché du travail, aucun diagnostic n'est présenté. Mentionnons toutefois que l'érosion continuera d'être importante chez les membres du clergé.

Enseignement (CTP 27)

La croissance de l'emploi dans l'enseignement dépend étroitement de celle des clientèles et des crédits budgétaires accordés par l'administration publique. La croissance des années 70 a été alimentée par le développement de l'enseignement universitaire, de l'éducation collégiale et de l'éducation spécialisée (enfance inadaptée, handicapés, etc.). L'emploi dans l'enseignement primaire et secondaire a continué de croître lentement malgré la baisse des effectifs scolaires.

Les sortants universitaires en éducation éprouvaient déjà en 1984 des difficultés à se trouver un emploi. De plus, ceux qui en trouvent ne réussissent souvent à travailler qu'à temps partiel.

La croissance de l'emploi restera faible dans les prochaines années et suivra celle des effectifs étudiants. Les effectifs scolaires du primaire et du secondaire devraient connaître un regain vers la fin des années 80, tandis que ceux du collégial seront plutôt en recul, à moins que la hausse récente du taux de fréquentation ne se poursuive. Le nombre d'étudiants universitaires pourrait continuer à croître particulièrement du côté des études à temps partiel. Les contraintes budgétaires qui continueront vraisemblablement de toucher le secteur de l'éducation ne permettront pas une hausse sensible du rapport élèves-maître. La croissance des professeurs en éducation spécialisée sera au ralenti par rapport à celle des années 70, qui furent des années de rattrapage.

De façon générale, les perspectives d'emploi pour le grand groupe de l'enseignement resteront médiocres entre 1985 et 1993. La croissance de l'emploi restera faible et le nombre de professeurs qui se retireront ou qui décéderont est trop peu important par rapport au nombre de finissants du système de l'éducation qui se destineront à ces emplois.

Médecine et santé (CTP 31)

Entre 1971 et 1981, le taux de croissance de l'emploi du grand groupe de la médecine et de la santé a été légèrement supérieur à la moyenne. En dépit du vieillissement de la population québécoise, les restrictions budgétaires que s'impose le gouvernement comprimeront la croissance de l'emploi à 1,6 % par année entre 1985 et 1993.

Seuls les vétérinaires, les pharmaciens et les maîtres opticiens connaîtront un taux de croissance nettement supérieur à la moyenne, pendant cette même période.

Cependant, une bonne partie des postes qui deviendront vacants dans ce groupe professionnel proviendra du besoin de remplacement de la main-d'oeuvre, soit l'équivalent de 29 100 postes. Au total, le besoin brut s'établira à 50 800 personnes.

Nous projetons que les personnes issues du système d'éducation et de l'offre domestique combleront la majeure partie de ces postes vacants, alors qu'un solde migratoire négatif dans ce grand groupe continuera à refléter l'attrait, chez certains, de conditions de travail parfois plus avantageuses à l'étranger.

Le contingentement du nombre de diplômés en médecine régit le marché du travail de ces derniers et c'est en partie la raison pour laquelle le taux de chômage des professions de la médecine et de la santé est un des plus faibles en 1985, soit 3,6 %. Malgré le contingentement, ce taux pourrait cependant augmenter légèrement d'ici à 1993, en raison du nombre prévu de nouveaux venus. Évidemment, cela ne garantit pas que tous les groupes professionnels compteront suffisamment de main-d'oeuvre pour satisfaire la demande, et ce, surtout de la demande provenant de toutes les régions du Québec.

Les perspectives seront très bonnes pour les groupes des vétérinaires, des ostéopathes et chiropraticiens, des audiologistes et thérapeutes de l'élocution, des physiothérapeutes, des ergothérapeutes, des pharmaciens et des maîtres opticiens. Elles resteront bonnes pour les médecins et chirurgiens, les dentistes, le personnel spécialisé et auxiliaires des soins infirmiers. Les perspectives seront cependant médiocres pour les diététiciens et hygiénistes alimentaires.

Arts, littérature, sports et loisirs (CTP 33)

Ce grand groupe comprend les personnes travaillant dans le domaine des arts et arts appliqués, des spectacles, du cinéma, des sports et loisirs et également de la radiotélévision et du journalisme. Certains domaines, comme les arts et les spectacles, sont difficiles à intégrer dans une approche de prévision comme la nôtre étant donné l'ambiguïté de la notion de lien d'emploi pour les personnes exerçant une activité dans ce domaine.

Néanmoins, le nombre d'emplois a pratiquement doublé entre 1971 et 1981. Nous prévoyons cependant que le taux de croissance de l'emploi entre 1985 et 1993 sera plus faible que durant les années 70; il se situera tout de même légèrement au-dessus de la moyenne de l'ensemble des professions. Quant au nombre de postes libérés par les retraites et les décès, il sera relativement faible étant donné la moyenne d'âge peu élevée de la main-d'oeuvre actuelle.

Par ailleurs, la performance sur le marché du travail des diplômés destinés à ce grand groupe n'est pas reluisante. Le taux de chômage des diplômés universitaires de 1982 interrogés deux ans après la fin de leurs études, soit en 1984, était toujours supérieur à 20 %.

Dès lors, ceux qui désirent trouver un emploi dans les différentes professions de ce grand groupe risquent de rencontrer certaines difficultés. Nous prévoyons des perspectives allant de bonnes à médiocres, mais davantage d'emplois se trouvent dans les groupes où les perspectives sont médiocres.

Personnel administratif (CTP 41)

Le personnel administratif comptait en 1985 plus de 500 000 personnes en emploi, dont près de 145 000 dactylographes et secrétaires et 132 000 teneurs de livres et commis comptables. S'y trouvent aussi les opérateurs de machines de bureau, les magasiniers, les commis de bibliothèque, les réceptionnistes et les autres employés de bureau.

La croissance du personnel administratif a été assez forte dans les années 70 mais a fortement ralenti depuis le début des années 80. L'introduction de la machine à traitement de texte et du micro-ordinateur a contribué à ce ralentissement et devrait restreindre la croissance de l'emploi dans les prochaines années. Selon une étude québécoise, les nouvelles technologies peuvent amener des économies de main-d'oeuvre de l'ordre de 40 % chez les dactylos et les teneurs de livres pour une même quantité de travail. Certaines études américaines prévoient une baisse substantielle de la part du personnel administratif dans l'emploi global, et même du niveau d'emploi dans ces professions, alors que d'autres prévoient un simple ralentissement de la croissance de ces emplois. C'est cette dernière hypothèse que nous retenons ici. Ainsi, l'emploi dans ce groupe professionnel croîtra mais à un rythme moindre que la moyenne des autres professions. L'introduction des nouvelles technologies sera particulièrement rapide dans les secteurs où le travail administratif est important, comme la finance ou le commerce.

La croissance de l'activité de ces secteurs et des autres sera cependant suffisante pour permettre une croissance de l'emploi chez le personnel administratif.

Dans ce grand groupe, il est important de noter que la majeure partie des besoins de main-d'oeuvre provient de l'érosion, soit 93 068 postes comparativement à 57 359 attribuables à la création d'emplois. En termes absolus, il surpasse tous les autres quant au besoin de remplacement.

En 1985, le taux de chômage des travailleurs administratifs était comparable au taux de chômage moyen. Le taux de chômage des diplômés du secondaire dans le secrétariat était proche du taux de chômage moyen des diplômés du secondaire professionnel, mais plus du double de celui des diplômés du collégial. En plus d'être nombreux, le personnel administratif se distingue par un taux de roulement assez élevé, ce qui peut expliquer les nombreuses ouvertures de postes dans le domaine du secrétariat par exemple. Il y aurait dans ces professions un important flux de personnes entre différents emplois et des personnes quittant un emploi pour se retirer de la population active. Également nombreuses sont les femmes qui décident de réintégrer le marché du travail, entrant donc en concurrence avec les nouvelles diplômées.

Enfin, en raison du nombre de finissants du système de l'éducation et du nombre d'inactifs qui se destineront aux emplois de ce grand groupe entre 1985 et 1993, nous estimons que les perspectives pour le personnel administratif sont médiocres.

Travailleurs spécialisés dans la vente (CTP 51)

Le secteur du commerce de gros et de détail a connu une bonne croissance de l'emploi dans les années 70, mais le personnel directement rattaché à la vente y a crû, lui, à un rythme légèrement moins rapide. Durant cette période la part des vendeurs dans l'emploi des secteurs manufacturier et des finances, où se trouve 22 % du personnel de la vente (contre 70 % dans le commerce de gros et de détail), a également régressé. Si les agents d'immeuble, les agents commerciaux techniciens, les représentants de commerce et les agents de publicité ont notamment connu une croissance assez forte de l'emploi, la croissance chez les vendeurs de marchandises et les chefs de ventes de marchandises, les deux plus importantes professions de ce grand groupe, a été plus modeste.

Dans les prochaines années, la croissance du secteur du commerce de gros et de détail demeurera assez forte, particulièrement pour les magasins spécialisés, les boutiques et les franchisés, soutenant ainsi une bonne croissance de l'emploi des vendeurs. Par contre, la croissance de l'emploi des vendeurs dans le secteur manufacturier et celui des finances sera plutôt modeste. Dans l'ensemble, près de 60 000 emplois seront créés dans les professions de la vente.

Le taux de roulement est assez élevé chez les travailleurs de la vente et les qualifications scolaires requises sont souvent très diversifiées de sorte qu'il est difficile de définir avec précision les flux de main-d'oeuvre prévisibles dans ces professions. Les besoins de main-d'oeuvre seront assez élevés mais un vaste bassin de main-d'oeuvre peut en général occuper ces emplois, si bien que peu de groupes professionnels manqueront de main-d'oeuvre dans les prochaines années. Nous prévoyons que pour la majeure partie des emplois dans ce grand groupe, les perspectives seront bonnes. Elles seront par ailleurs très bonnes pour les professions exigeant un niveau de qualifications relativement élevé, telles que les chefs de vente, les agents immobiliers, les courtiers en valeurs et les agents d'assurances.

Travailleurs spécialisés dans les services (CTP 61)

Près de 374 000 personnes exercent une activité dans les différentes professions des services. Le secteur de l'hébergement et de la restauration occupe 39 % de ces effectifs, les travailleurs spécialisés dans la protection (police, pompier, etc.) représentent 13 % et les autres services personnels (coiffeurs, nettoyeurs, concierges, etc.) comptent finalement pour 48 % des travailleurs spécialisés dans les services. Sauf pour quelques professions, celle de policier par exemple, la formation requise est en général peu élevée.

Dans les années 70, la croissance de l'emploi dans ce grand groupe a été particulièrement vigoureuse pour les travailleurs spécialisés dans la préparation des aliments et boissons et ceux des services de logement, alors que pour les travailleurs spécialisés dans les services personnels et dans l'entretien des vêtements et des tissus d'ameublement la croissance n'augmentait que faiblement. Entre 1985 et 1993, l'emploi de ce grand groupe croîtra à un rythme de 2,8 %, ce qui est nettement supérieur au rythme moyen (1,9 %). Les travailleurs spécialisés dans la préparation des aliments et boissons et ceux des services personnels soutiendront cette forte croissance.

En ajoutant les besoins découlant des retraites et des décès, les besoins en main-d'oeuvre dans les services seront de 165 000 personnes d'ici à 1993. Comme par le passé, un grand nombre de femmes réintégrant le marché du travail devraient trouver un emploi dans ce domaine. L'immigration constitue également une source importante de main-d'oeuvre dans ces professions. Notons cependant que les emplois à temps partiel comptaient en 1985 pour près d'un emploi sur trois dans les professions des services et que cela devrait se maintenir. De plus, le niveau de chômage des travailleurs des services était en 1985 de 15,8 % comparativement à 11,8 % pour l'ensemble de la main-d'oeuvre. Étant donné que les perspectives générales de l'emploi au Québec entre 1985 et 1993 n'indiquent qu'une diminution progressive du chômage, nous prévoyons que les perspectives professionnelles pour les travailleurs des services demeureront médiocres malgré des besoins assez élevés de main-d'oeuvre.

Agriculteurs, horticulteurs et éleveurs (CTP 71)

Ce grand groupe comprend d'une part les exploitants agricoles (propriétaires, locataires d'exploitations agricoles) et d'autre part les ouvriers et autres travailleurs agricoles.

Entre 1971 et 1981, le nombre de fermes a diminué de 20 % mais la superficie moyenne des fermes a augmenté de 10 %. Les transformations juridiques du statut des fermes, et une vision plus moderne, plus industrielle de l'agriculture ont réduit le nombre d'exploitants agricoles et l'apport de la main-d'oeuvre familiale non rémunérée. La fonction de directeur d'exploitation agricole, une nouvelle catégorie de gestionnaires, remplace peu à peu celle d'exploitants agricoles, tandis que les changements technologiques et les nouvelles méthodes de travail ont réduit le nombre d'ouvriers agricoles.

On anticipe que la réduction du nombre de fermes, l'exploitation de plus grandes superficies et le recours accru aux nouvelles techniques se poursuivront et feront en sorte que les exploitants agricoles perdront encore de l'importance au profit des directeurs d'exploitations (classés dans le grand groupe des directeurs et des administrateurs). Par contre, la main-d'oeuvre rémunérée progressera encore aux dépens de la main-d'oeuvre familiale. Au total l'emploi dans l'ensemble des professions reliées à l'agriculture ne baissera que légèrement. Et encore, la baisse probable de l'emploi dans la production laitière, faisant suite à des gains de productivité permis par les nouvelles technologies, devra être compensée par l'expansion des autres domaines de production, tels que la production des céréales animales. L'emploi chez les ouvriers pépiniéristes pourrait par ailleurs prendre de l'expansion avec la nouvelle politique de reboisement.

L'âge relativement élevé des agriculteurs (la moitié des exploitants ont plus de 46 ans) générera une érosion plus élevée que la moyenne de sorte que les besoins seront de près de 18 000 personnes dans les prochaines années.

Étant donné que le taux de chômage en 1985 est assez élevé chez les travailleurs agricoles, nous prévoyons que le besoin de nouvelle main-d'oeuvre dans ce grand groupe sera relativement faible. Cependant, comme la relève provient surtout des enfants des agriculteurs, nous estimons qu'à cause du besoin de remplacement les perspectives sont assez bonnes.

Pêche, chasse et piégeage (CTP 73)

En 1985, environ 2 700 personnes occupaient un emploi dans ce grand groupe. La pêche occupe la majeure partie de ces travailleurs, alors que la chasse et le piégeage, considérés en termes d'emploi, demeurent marginaux sur le marché du travail.

Bien que les données sur l'emploi soient très imparfaites, il semble que la croissance de l'emploi dans ce secteur sera limitée. Les récents efforts de modernisation de la flotte et des usines de transformation pourront à tout le moins stabiliser l'emploi.

Étant donné le taux de chômage élevé des travailleurs de ce grand groupe et la faible croissance prévue de l'emploi, nous estimons que les perspectives demeureront médiocres dans ces professions.

Travailleurs forestiers et bûcherons (CTP 75)

Ce grand groupe comprend notamment les bûcherons, les travailleurs spécialisés dans la conservation des forêts et ceux spécialisés dans le levage, le triage et le transport des billes de bois.

Les nouvelles techniques de travail dans la forêt ont modifié le profil professionnel des travailleurs depuis le début des années 60. La tâche de bûcheron se transforme et nécessite de plus en plus l'utilisation de machines comme l'abatteuse, la débrancheuse et la débusqueuse. L'emploi chez les travailleurs forestiers a fortement diminué durant les années 60 et a stagné durant les années 70, ce qui témoigne de rapides changements technologiques. En 1985, on comptait près de 14 000 travailleurs forestiers et l'emploi augmentera d'ici à 1993 essentiellement dans les professions liées au reboisement, soit celles de travailleurs spécialisés dans la conservation des forêts et de manoeuvres d'exploitation forestière.

L'importance du chômage dans ce grand groupe est telle que la croissance de l'emploi et les besoins de remplacement ne suffiront pas à absorber l'excédent de main-d'oeuvre actuel. Le taux de chômage en 1985 était de 35,6 %. Nous estimons que les perspectives resteront médiocres entre 1985 et 1993.

Mineurs, carriers et foreurs (CTP 77)

La production minérale a considérablement diminué depuis une dizaine d'années au Québec. Seul l'or, parmi les minéraux importants, a connu une expansion. Quant au volume de production de l'amiante, il a chuté de moitié.

On comptait en 1985 moins d'emplois de mineurs qu'en 1971 et les prochaines années n'offriront guère de possibilités à part celles laissées par l'érosion des effectifs actuels. L'industrie minière compte de plus en plus d'ingénieurs et de travailleurs qualifiés (machinistes, électriciens, mécaniciens, etc.) de sorte qu'à l'intérieur même de leur industrie, les mineurs perdent de l'importance. Même avec une reprise modérée de la production minière on peut prévoir pour les prochaines années une baisse légère de l'emploi chez les mineurs.

Déjà marquées par un taux de chômage élevé en 1985, les perspectives resteront médiocres de 1986 à 1993.

Travailleurs des industries de transformation (CTP 81, 82)

Durant la dernière décennie, l'emploi dans le groupe des travailleurs des industries de transformation (c'est-à-dire travaillant à partir de matières premières) a crû à un rythme similaire à celui de l'ensemble des professions, ce qui en fait un des rares groupes parmi les professions manuelles à avoir maintenu sa part de l'emploi dans l'ensemble de l'économie. Entre 1985 et 1993 cependant, le taux de croissance de l'emploi dans ce grand groupe fléchira nettement à 0,7 % par année, comparativement au taux moyen de 1,9 %.

Parmi les sous-groupes, les travailleurs du traitement des métaux, des produits chimiques, du caoutchouc et du plastique ainsi que ceux des aliments et boissons connaîtront un taux de croissance légèrement supérieur à 1 %, alors que ceux du textile et du tabac assisteront à une contraction du nombre d'emplois. L'emploi dans le traitement des minerais, de l'argile, du verre, du bois et de la pâte à papier croîtra de moins de 1 % par an.

Bien que l'érosion libérera un certain nombre de postes (16 600), le besoin de main-d'oeuvre pour ce grand groupe professionnel sera relativement faible. Étant donné que le taux de chômage en 1985 est déjà assez élevé (13,8 %) et que l'offre de main-d'oeuvre pourrait s'accroître à un rythme légèrement supérieur à celui de l'ouverture des postes, les perspectives pour ce grand groupe s'annoncent plutôt médiocres.

La situation diffère cependant quelque peu selon les sous-groupes. Alors que les perspectives seront médiocres pour les travailleurs à la préparation du bois, du textile, des aliments et boissons, elles seront bonnes pour les sous-groupes du traitement des minerais, du traitement des métaux et des travailleurs de la pâte à papier.

Usineurs (CTP 83)

Ce grand groupe englobe les travailleurs, qui, à l'aide de machines et d'outils, façonnent des matières telles que le métal, le plastique, le bois, l'argile, le verre ou la pierre. On retrouve principalement les travailleurs du métal parmi les machinistes, les tôliers et les soudeurs. Les professions du travail du bois regroupent les modeleurs, les scieurs (excluant les scieurs de bois d'oeuvre, classés dans la transformation), les raboteurs, les tourneurs et les ponceurs. Les professions reliées au travail de l'argile, du verre et de la pierre consistent à tailler, modeler et polir ces différents produits.

Les travailleurs du métal sont surtout concentrés dans le secteur manufacturier (71 % des effectifs en 1981) et plus particulièrement dans les industries de biens durables suivantes : produits de métal, machinerie, équipement de transport et produits électriques. La croissance de la production des secteurs manufacturiers et plus particulièrement des biens durables devrait être assez forte durant les prochaines années. Les gains de productivité seront toutefois importants et l'introduction de nouveaux équipements tels que les machines à contrôle numérique pourrait légèrement diminuer la croissance des emplois, chez les machinistes par exemple. L'emploi des professions de l'usinage des métaux croîtra à un rythme comparable, légèrement inférieur à la moyenne des professions, soit 1,7 % par année.

Une autre partie des travailleurs de ce grand groupe se trouve dans les secteurs du bois (scieries et industrie des portes et châssis par exemple) et de l'ameublement. Presque 60 % du bois d'oeuvre est exporté vers les États-Unis qui cherchent par des mesures protectionnistes à réduire la pénétration des bois canadiens. Les changements technologiques augmenteront encore la productivité de sorte qu'il n'y aurait qu'une faible hausse de l'emploi dans le secteur du bois. Le secteur de l'ameublement, lui, profitant d'un nouveau dynamisme, pourrait connaître une hausse de 5 000 emplois d'ici 1993. Les changements technologiques devraient avoir peu d'impact sur ce secteur.

Les travailleurs de l'argile, du verre et de la pierre œuvrent dans le secteur manufacturier des produits non métalliques, où l'emploi stagnera, ce qui devrait laisser peu de débouchés pour les nouveaux arrivants.

En somme, les possibilités d'emploi pour les nouveaux arrivants devraient être relativement bonnes dans le secteur du métal et dans une moindre mesure dans les autres secteurs. Les perspectives seront très bonnes pour le groupe des outilleurs-matriceurs. Seul le groupe des soudeurs et oxycoupeurs affiche des perspectives médiocres.

Travailleurs spécialisés dans la fabrication, le montage et la réparation de produits (CTP 85)

Ce grand groupe comprend les ouvriers, les contremaîtres, les mécaniciens, les réparateurs et les inspecteurs spécialisés dans les produits métalliques (véhicules, machinerie, etc.), dans les appareils électriques et électroniques, les produits en bois, les produits en textile, en cuir, en caoutchouc ou en plastique, etc.

Durant les années 70 la croissance de l'emploi a été assez forte chez les travailleurs des produits en bois (par exemple les ébénistes et les menuisiers) et des produits métalliques (par exemple les monteurs de machines de bureau, d'aéronefs) alors que plusieurs professions du vêtement, du cuir et de la fourrure voyaient diminuer leur niveau d'emploi. Le taux de chômage était d'ailleurs assez élevé chez ces travailleurs en 1985.

Pour ce grand groupe, nous prévoyons que la croissance de l'emploi sera plutôt faible avec un taux de croissance annuel moyen de 1,2 % entre 1985 et 1993. La plus forte augmentation pourrait se réaliser chez les travailleurs spécialisés dans le matériel électrique. L'emploi dans le montage de véhicules (automobiles, aéronefs, wagons de métro) et dans l'entretien et la réparation de machines et de véhicules pourrait aussi connaître une hausse appréciable, alors que les groupes du vêtement, du cuir et de la fourrure perdront des emplois. Les besoins de main-d'oeuvre résulteront à peu près à parts égales de la création d'emploi et de l'érosion des effectifs, sauf dans le vêtement où seule l'érosion permettra l'ouverture de postes.

Étant donné les qualifications peu élevées requises pour plusieurs des professions de ce groupe (30 % des travailleurs dans ces professions n'ont pas une 9e année), les professions de ce groupe sont en général accessibles à une main-d'oeuvre nombreuse. Une forte proportion des immigrants s'y retrouvent. Ces professions connaîtront en général une situation allant de bonne à médiocre dans les prochaines années.

Travailleurs du bâtiment (CTP 87)

Après avoir atteint un sommet en 1976, le nombre d'emplois dans la construction a diminué avec la baisse des mises en chantier et des investissements des entreprises. La hausse des taux d'intérêt au début des années 80 a de surcroît gravement touché ce secteur. Depuis lors, le secteur a recouvré une partie des pertes d'emploi, mais sans rejoindre les niveaux élevés du milieu des années 70. On anticipe que l'emploi du bâtiment croîtra à un rythme deux fois moins rapide que le taux moyen d'ici à 1993 (0,9 % en opposition à 1,9 %). La croissance proviendra de la hausse des investissements des entreprises et de la vigueur du marché de la rénovation qui compensera le plafonnement du nombre de mises en chantier.

Bien que les postes laissés vacants par l'érosion seront plus nombreux que ceux créés par la croissance économique, les besoins en main-d'oeuvre seront relativement faibles. D'ailleurs, en raison de leur nombre élevé, les chômeurs actuels de ce grand groupe seront susceptibles de combler une bonne partie des postes offerts d'ici 1993. Un nombre relativement faible de personnes proviendront du secteur de l'éducation, à moins que la loi 119, qui vise entre autres à résoudre le problème de relève dans l'industrie de la construction, ne réussisse à faciliter l'entrée de finissants dans ce secteur.

Donc, si on se base sur les tendances récentes, l'excédent actuel de main-d'oeuvre est appelé à s'atténuer singulièrement. Cependant, en raison de la présence de nombreux travailleurs au noir, nous jugeons improbable l'émergence de pénurie fondée sur le manque de qualifications des travailleurs potentiels. Bien qu'il soit difficile de déterminer le niveau d'équilibre dans ces groupes professionnels, sujets à une instabilité tant conjoncturelle, saisonnière que contractuelle, nous prévoyons que les perspectives continueront à être médiocres pour la plupart des groupes professionnels. Seules les perspectives pour les monteurs, les installateurs et les réparateurs de matériel électrique seront bonnes.

Personnel d'exploitation des transports (CTP 91)

Nous retrouvons dans ce grand groupe le personnel d'exploitation d'équipement de transport et le personnel de soutien. Les professions de ce grand groupe sont très variées, que ce soit dans le transport aérien (pilote, contrôleur aérien), dans le transport ferroviaire (chauffeur de locomotive, serre-frein), ou dans le transport maritime (capitaine, matelot,

mécanicien). Quant au transport routier, il comprend 90 % des effectifs de ce grand groupe, répartis d'une part dans le transport des personnes (conducteurs d'autobus et de métro, chauffeurs privés et de taxis) et d'autre part, dans les professions du transport des marchandises (conducteurs de camions et livreurs).

L'évolution de l'emploi est différente d'un mode de transport à l'autre. Dans le transport ferroviaire particulièrement, les changements technologiques et la volonté des entreprises de réduire leur personnel devraient amener une baisse de l'emploi d'ici 1993. Le transport aérien, le transport maritime et le transport routier devraient être peu affectés par les changements technologiques si bien que dans ces cas, l'empioi croîtra à un rythme annuel moyen respectif de 2,3 %, 2,0 % et 1,8 %.

En général, nous estimons que les perspectives seront plutôt médiocres, sauf pour le transport aérien, où étant donné le faible apport de nouvelle main-d'oeuvre, nous anticipons de bonnes perspectives.

Manutentionnaires (CTP 93)

L'emploi dans la manutention (conducteurs d'appareils de levage et de manutention, débardeurs, emballeurs, etc.) a augmenté faiblement dans les années 70. La mécanisation des opérations a accru le nombre de conducteurs de grues ou d'engins de manutention pendant que le nombre de débardeurs diminuait et que le nombre d'emballeurs n'augmentait que faiblement.

La croissance de l'emploi dans ces professions devrait être encore faible. La mécanisation de plus en plus poussée de l'emballage, activité qui occupe plus de 45 % des manutentionnaires, devrait empêcher une hausse importante de l'emploi dans ce grand groupe. Les perspectives sont médiocres dans ce marché qui continuera à être caractérisé par un taux de roulement très élevé.

Autres ouvriers qualifiés et conducteurs de machines (CTP 95)

Ce grand groupe comprend, outre les imprimeurs, les mécaniciens de machines fixes et les opérateurs de matériel électrique et de matériel de télécommunications.

Entre 1971 et 1981, le nombre d'emplois dans ce grand groupe a crû à un rythme près de la moyenne de l'ensemble des professions. Entre 1985 et 1993, l'emploi connaîtra une croissance relativement faible de 1,3 % par année et le retrait de plus de 5 600 personnes en raison de l'âge contribuera à un besoin en main-d'oeuvre de près de 9 400 personnes. Les perspectives sont de bonnes à médiocres pour ces groupes professionnels.

Conclusion

Malgré toutes les critiques dont elles ont fait l'objet, les méthodes traditionnelles de planification des ressources humaines continuent, faute de mieux, à être utilisées dans de nombreux pays. Le Québec et le Canada n'y font pas exception.

Au terme de cette deuxième phase du MQPP, nous croyons que des progrès intéressants ont été accomplis : la prévision de la demande a été nettement améliorée, en particulier par la prise en compte de l'impact des changements technologiques sur la structure professionnelle. De plus, l'élaboration des prévisions de la population active et des flux d'entrées et de sorties constitue en quelque sorte une première au Québec.

Quant à l'objectif qui consiste à prévoir des déséquilibres quantifiés sur une base professionnelle, nous croyons qu'il y a encore loin de la coupe aux lèvres. Nos connaissances sur la mobilité professionnelle, d'une part, et l'impact des formations courtes (qui ont connu un essor considérable au Québec) sur les qualifications de la main-d'oeuvre, d'autre part, sont actuellement vraiment trop limitées. Enfin, la fiabilité de certaines données d'enquête, notamment celles sur la répartition professionnelle des finissants de l'éducation, pourrait être améliorée en augmentant la taille des échantillons.

Néanmoins, nous croyons qu'un modèle comme le MQPP apporte une information utile sur l'évolution à moyen et à long terme du marché du travail. Par ailleurs, des progrès sont toujours possibles principalement du côté des études qualitatives. Dans des travaux ultérieurs, on accorderait la priorité aux groupes des professions hautement qualifiées, à cause des délais de formation plus longs.

Le modèle de prévision de la demande et de l'offre de main-d'oeuvre pourrait également être raffiné. Une mise à jour bisannuelle des prévisions constituerait, selon nous, une fréquence possible et souhaitable pour ce type d'information.

Annexes

Annexe I

Résultats détaillés

Signification et interprétation des termes et symboles utilisés dans les tableaux

— le niveau de l'*emploi*, le *taux de chômage* et le *niveau de chômage* en 1985 sont des estimations basées sur l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada en 1985, sur les données du recensement de 1981 et sur certaines informations du fichier de l'Assurance-chômage;

— le *taux de croissance 1985-1993* est le taux de croissance annuel composé entre l'emploi prévu en 1993 et celui observé en 1985;

— la *création d'emploi* est la différence entre l'emploi prévu en 1993 et celui observé en 1985;

— l'*érosion* est le nombre d'emplois qui seront libérés par les retraités et les décès. Les estimations sont fondées sur les données du système canadien de projection par profession;

— le total du *besoin brut* égale la somme de la création d'emploi et de l'érosion;

— le *besoin net* est égal au besoin brut moins le nombre de chômeurs de départ, c'est-à-dire en 1985. Il représente une mesure du nombre net de postes à combler entre 1985 et 1993, une fois déduits les postes qui pourraient théoriquement être occupés par les chômeurs actuels;

— le pourcentage de *besoin net sur l'emploi de 1985* permet de représenter l'effort relatif qui devra être fait dans chaque profession pour combler le besoin net prévu;

— sous le vocable *perspectives professionnelles*, nous avons adopté des diagnostics selon les quatre catégories suivantes:

Très bonnes (TB): taux de chômage simulé pour 1993 *sensiblement inférieur* à celui de la moyenne des professions (8,2 %).

Bonnes (B): taux de chômage simulé pour 1993 *comparable* à celui de la moyenne des professions (8,2 %).

Médiocres (M): taux de chômage simulé pour 1993 *sensiblement supérieur* à celui de la moyenne des professions (8,2 %).

Non disponible (n.d.): en raison, soit de la faiblesse du nombre d'emplois, soit d'une situation où la notion de marché est peu appropriée, nous ne nous sommes pas prononcés sur les perspectives de certains groupes.

Prévisions de besoins professionnels par groupe de base, Québec, 1985-1993

				Besoin brut						
11 DIRECTION, ADMINISTRATION	**Emploi 1985**	**Taux de chômage 1985**	**Taux de croissance 1985-1993**	**Création d'emploi 1985-1993**	**Érosion emploi**	**Total**	**Chômage 1985**	**Besoin net**	**Besoin net en % de l'emploi de 1985**	**Perspectives professionnelles**
1111 MEMBRES DES CORPS LÉGISLATIFS	158	4,4	0,0	0	30	30	7	23	14,3	ND
1113 ADMINISTRATEURS GOUVERNEMENTAUX	4 562	3,7	0,0	−4	864	860	174	685	15,0	M
1115 CHEFS BUREAUX POSTES	1 320	2,2	−1,9	−185	271	85	29	56	4,3	M
1116 INSPECTEURS GOUVERNEMENTAUX	4 377	6,8	0,0	−10	897	887	320	568	13,0	M
1119 FONCTIONNAIRES ET ADMIN. GOUV. NCA	581	3,6	0,0	−1	110	109	22	88	15,1	M
111 FONCT. ET ADMIN. (ADMIN. PUBLIQUE)	**10 998**	**4,8**	**−0,2**	**−200**	**2 172**	**1 972**	**552**	**1 420**	**12,9**	
1130 DIR. GÉNÉRAUX ET CADRES SUPÉR.	29 480	2,6	3,7	10 032	8 424	18 457	792	17 664	59,9	TB
1131 DIR. SC. NATURELLES ET GÉNIE	1 534	0,0	4,2	591	352	943	0	943	61,4	TB
1132 DIR. SC. SOCIALES ET SECT. CONNEXES	2 905	4,7	2,6	661	550	1 211	144	1 067	36,7	B
1133 ADMIN. ENSEIGNEMENT ET SECT. CONNEXES	11 237	3,1	1,7	1 640	1 786	3 426	360	3 066	27,3	B
1134 ADMIN. MÉDECINE ET SANTÉ	2 517	3,2	2,5	546	397	943	84	859	34,1	B
1135 DIRECTEURS FINANCIERS	14 863	4,5	3,6	4 857	2 703	7 560	696	6 863	46,2	TB
1136 DIR. PERSONNEL ET REL. TRAVAIL	10 997	7,1	3,3	3 272	2 538	5 810	840	4 969	45,2	TB
1137 DIR. VENTES ET PUBLICITÉ	49 645	7,6	4,3	19 740	10 858	30 598	4 106	26 492	53,4	TB
1141 DIRECTEURS DES ACHATS	2 484	5,9	3,8	855	668	1 524	156	1 367	55,0	TB
1142 DIRECTEURS DES SERVICES	13 383	14,9	3,9	4 748	2 306	7 053	2 341	4 712	35,2	B
1143 DIRECTEURS DE LA PRODUCTION	15 453	7,4	3,0	4 174	3 518	7 692	1 237	6 455	41,8	TB
1145 DIRECTEURS CONSTRUCTION	4 019	6,7	3,6	1 303	1 251	2 553	288	2 265	56,4	TB
1146 DIRECTEURS EXPLOITATIONS AGRICOLES	8 999	13,2	1,5	1 174	1 971	3 146	1 369	1 777	19,7	B
1147 DIRECTEURS TRANSPORTS ET COMM.	5 067	3,7	5,0	2 392	1 037	3 429	192	3 237	63,9	TB
1149 DIRECTEURS ET ADMIN. — AUTRES NCA	23 343	7,0	3,6	7 691	5 187	12 878	1 753	11 125	47,7	TB
113-114 AUTRES DIR. ET ADMINISTRATEURS	**195 927**	**6,8**	**3,6**	**63 676**	**43 547**	**107 223**	**14 360**	**92 863**	**47,4**	
1171 COMPTABLES, VÉRIF. ET AG. FINANCIERS	52 839	6,9	4,4	21 672	8 636	30 308	3 946	26 362	49,9	TB
1173 ANALYSTES ORGANISATION/MÉTHODE	3 580	5,9	3,5	1 129	729	1 858	225	1 633	45,6	TB
1174 AGENTS DU PERSONNEL ET SECT. CONNEXES	10 633	9,6	2,3	2 118	1 950	4 068	1 125	2 943	27,7	B
1175 AGENTS D'ACHATS	6 441	6,5	3,9	2 290	1 384	3 674	450	3 224	50,1	TB
1176 INSPECTEURS NON GOUVERNEMENTAUX	2 598	5,1	4,3	1 054	533	1 586	138	1 448	55,7	M
1179 DIRECTION ET ADMINISTRATION NCA	12 890	5,5	3,4	3 948	2 439	6 387	744	5 642	43,8	B
117 ADMINISTRATEURS ET TRAV. ASSIMILÉS	**88 981**	**6,9**	**3,9**	**32 210**	**15 670**	**47 880**	**6 628**	**41 252**	**46,4**	
11 DIRECTION, ADMINISTRATION	**295 907**	**6,8**	**3,6**	**95 685**	**61 389**	**157 074**	**21 539**	**135 535**	**45,8**	

Prévisions de besoins professionnels par groupe de base, Québec, 1985-1993

21 SC. NATURELLES, TECHN. ET MATHÉMATIQUES	Emploi 1985	Taux de chômage 1985	Taux de croissance 1985-1993	Besoin brut: Création d'emploi 1985-1993	Besoin brut: Érosion emploi	Besoin brut: Total	Chômage 1985	Besoin net	Besoin net en % de l'emploi de 1985	Perspectives professionnelles
2111 CHIMISTES	1 797	3,3	1,7	267	226	493	61	432	24,0	B
2112 GÉOLOGUES	716	21,2	2,3	144	58	201	192	9	1,3	M
2113 PHYSICIENS	307	5,4	2,0	52	24	76	17	59	19,2	B
2114 MÉTÉOROLOGUES	170	0,0	0,3	4	26	30	0	30	17,6	ND
2117 TECHNOLOG. ET TECHN. SC. PHYSIQUES	5 080	11,3	1,5	630	576	1 205	647	559	11,0	M
2119 SPÉCIALISTES SC. PHYSIQUES NCA	395	15,1	2,2	76	45	121	70	51	12,9	M
211 SCIENCES PHYSIQUES	**8 465**	**10,4**	**1,6**	**1 174**	**953**	**2 127**	**988**	**1 139**	**13,5**	
2131 AGRONOMES ET SCIENTIF. ASSIMILÉS	1 706	11,9	2,5	366	304	670	231	439	25,7	B
2133 BIOLOGISTES ET SCIENTIF. ASSIMILÉS	1 751	13,5	1,7	252	225	478	273	204	11,7	M
2135 TECHNOLOG. ET TECHN. SCIENCES VIE	3 029	16,0	1,4	355	343	698	578	120	4,0	M
2139 SPÉCIALISTES SCIENCES VIE NCA	890	31,5	2,2	166	115	281	410	−129	−14,5	M
213 SCIENCES DE LA VIE	**7 375**	**16,8**	**1,8**	**1 139**	**987**	**2 126**	**1 492**	**634**	**8,6**	
2141 ARCHITECTES	2 645	6,5	2,1	475	385	860	182	678	25,6	B
2142 INGÉNIEURS CHIMISTES	1 030	3,0	1,6	140	136	277	32	245	23,7	B
2143 INGÉNIEURS CIVILS	6 496	1,8	3,5	2 068	925	2 993	118	2 875	44,3	TB
2144 INGÉNIEURS ÉLECTRICIENS	5 935	2,3	3,0	1 611	778	2 390	139	2 250	37,9	TB
2145 INGÉNIEURS ORGANISATION INDUSTRIELLE	4 747	2,9	2,3	935	762	1 697	139	1 557	32,8	B
2146 INGÉNIEURS AGRICOLES	183	10,5	2,5	40	27	67	21	46	25,0	B
2147 INGÉNIEURS MÉCANICIENS	3 809	2,2	2,9	981	639	1 619	86	1 534	40,3	TB
2151 INGÉNIEURS MÉTALLURGISTES	683	3,0	1,6	95	95	191	21	169	24,8	B
2153 INGÉNIEURS DES MINES	573	3,6	2,0	101	64	164	21	143	25,0	B
2154 INGÉNIEURS EXTRACTION PÉTROLE	207	0,0	1,0	17	43	61	0	61	29,3	M
2155 INGÉNIEURS AÉRONAUTIQUE	975	0,0	2,9	254	156	410	0	410	42,0	TB
2156 INGÉNIEURS SC. NUCLÉAIRES	116	0,0	4,1	44	11	55	0	55	47,7	ND
2157 URBANISTES	1 024	13,6	2,5	221	0	221	161	60	5,9	B
2159 INGÉNIEURS PROFESSIONNELS NCA	2 572	6,6	3,2	746	353	1 099	182	917	35,7	B
214-215 ARCHITECTES, INGÉNIEURS ET URBANISTES	**30 993**	**3,4**	**2,8**	**7 730**	**4 375**	**12 105**	**1 105**	**11 000**	**35,5**	
2160 SURVEILLANTS TRAV. ARCHIT. ET GÉNIE	1 305	8,6	3,3	384	148	532	122	409	31,4	M
2161 GÉOMÈTRES-ARPENTEURS	4 331	26,3	3,2	1 239	491	1 730	1 548	182	4,2	M
2163 DESSINATEURS	9 682	10,6	3,2	2 746	1 061	3 808	1 147	2 661	27,5	M
2164 TECHNOLOG. ET TECHN. ARCHITECTURE	397	16,4	3,2	113	34	148	78	70	17,6	M
2165 TECHNOLOG. ET TECHN. GÉNIE NCA	11 884	9,0	2,1	2 099	1 315	3 414	1 169	2 245	18,9	B
2169 ARCHITECTURE ET GÉNIE NCA	505	31,6	3,5	162	44	206	234	−28	−5,6	M
216 ARCHITECTURE ET GÉNIE (AUTRES)	**28 103**	**13,3**	**2,7**	**6 744**	**3 093**	**9 837**	**4 298**	**5 539**	**19,7**	
2181 MATHÉMATICIENS, STAT., ACTUAIRES	1 965	6,1	4,3	783	251	1 034	127	907	46,1	B
2183 ANALYSTES SYSTÈMES, PROGRAMMEURS	24 636	3,7	6,0	14 721	2 393	17 114	949	16 166	65,6	TB
2189 MATH., STAT., ANALYSE SYST. NCA	393	6,9	6,6	263	38	301	29	272	69,2	TB
218 MATH., STAT., ANALYSE SYST. ET SECT. CONNEXES	**26 995**	**3,9**	**5,9**	**15 767**	**2 682**	**18 449**	**1 105**	**17 344**	**64,3**	
21 SC. NATURELLES, TECHN. ET MATHÉMATIQUES	**101 931**	**8,1**	**3,5**	**32 553**	**12 091**	**44 644**	**8 987**	**35 656**	**35,0**	

Prévisions de besoins professionnels par groupe de base, Québec, 1985-1993

23 SCIENCES SOCIALES	Emploi 1985	Taux de chômage 1985	Taux de croissance 1985-1993	Besoin brut: Création d'emploi 1985-1993	Besoin brut: Érosion emploi	Besoin brut: Total	Chômage 1985	Besoin net	Besoin net en % de l'emploi de 1985	Perspectives professionnelles
2311 ÉCONOMISTES	3 632	11,5	1,4	441	370	811	474	338	9,3	M
2313 SOCIOLOGUES, ANTHROPOLOGUES	777	21,1	1,2	79	46	125	208	−83	−10,7	M
2315 PSYCHOLOGUES	2 898	14,5	1,2	294	294	589	493	96	3,3	M
2319 TRAVAILLEURS SC. SOCIALES NCA	1 727	32,6	1,9	281	150	431	833	−403	−23,3	M
231 SCIENCES SOCIALES	**9 035**	**18,2**	**1,4**	**1 095**	**861**	**1 956**	**2 008**	**−52**	**−0,6**	
2331 TRAVAILLEURS SOCIAUX	8 771	4,2	1,1	818	1 308	2 126	381	1 744	19,9	B
2333 AGENTS BIEN-ÊTRE ET SERV. COMMUNAUTAIRES	8 096	22,9	2,2	1 550	1 254	2 805	2 411	394	4,9	M
2339 TRAV. SC. SOCIALES ET SECTEURS CONNEXES NCA	1 500	15,7	1,7	220	232	452	280	172	11,5	M
233 SERVICE SOCIAL ET SECTEURS CONNEXES	**18 367**	**14,3**	**1,7**	**2 588**	**2 795**	**5 383**	**3 072**	**2 311**	**12,6**	
2341 JUGES ET MAGISTRATS	578	0,0	0,0	0	82	82	0	82	14,1	B
2343 AVOCATS ET NOTAIRES	9 354	1,8	2,6	2 097	1 322	3 419	173	3 246	34,7	B
2349 HOMMES DE LOI ET TRAV. ASSIMILÉS	864	4,5	1,8	133	122	255	41	214	24,8	B
234 DROIT ET JURISPRUDENCE	**10 795**	**1,9**	**2,4**	**2 230**	**1 526**	**3 755**	**214**	**3 541**	**32,8**	
2350 SURVEILL. BIBLIO., MUSÉE ET ARCHIVES	443	2,2	1,3	50	91	141	10	131	29,5	M
2351 BIBLIOTHÉCAIRES ET ARCHIVISTES	4 140	4,6	1,1	380	852	1 232	198	1 034	25,0	M
2353 TECHN. BIBLIO. MUSÉO. ET ARCHIV.	2 170	7,2	1,0	181	409	590	168	422	19,5	M
2359 TRAV. BIBLIO. MUSÉO. ET ARCHIV. NCA	1 144	13,8	1,3	129	277	406	183	223	19,5	M
235 BIBLIO. MUSÉO. ET ARCHIVISTES	**7 897**	**6,6**	**1,1**	**739**	**1 629**	**2 369**	**559**	**1 810**	**22,9**	
2391 CONSEILLERS ORIENT. PÉDAG. PROF.	1 403	2,5	0,9	101	143	243	36	208	14,8	M
2399 TRAV. SC. SOCIALES ET SECTEURS CONNEXES NCA	480	4,1	1,4	56	49	105	20	84	17,5	M
239 SC. SOCIALES ET SECTEURS CONNEXES — AUTRES	**1 883**	**2,9**	**1,0**	**157**	**191**	**348**	**56**	**292**	**15,5**	
23 SCIENCES SOCIALES	**47 977**	**11,0**	**1,7**	**6 808**	**7 002**	**13 810**	**5 909**	**7 902**	**16,5**	

Prévisions de besoins professionnels par groupe de base, Québec, 1985-1993

25 RELIGION	Emploi 1985	Taux de chômage 1985	Taux de croissance 1985-1993	Besoin brut: Création d'emploi 1985-1993	Besoin brut: Érosion emploi	Besoin brut: Total	Chômage 1985	Besoin net	Besoin net en % de l'emploi de 1985	Perspectives professionnelles
2511 MINISTRES DES CULTES	3 952	1.8	−0.9	−266	868	602	71	531	13.4	ND
2513 RELIGIEUSES ET FRÈRES NCA	4 428	0.2	−1.2	−399	973	574	9	565	12.8	ND
2519 MEMBRES DU CLERGÉ, ASSIMILÉS NCA	617	1.4	−0.9	−41	136	94	9	86	13.9	ND
251 RELIGION	**8 998**	**1,0**	**−1,0**	**−706**	**1 977**	**1 271**	**89**	**1 182**	**13,1**	
25 RELIGION	**8 998**	**1,0**	**−1,0**	**−706**	**1 977**	**1 271**	**89**	**1 182**	**13,1**	

Prévisions de besoins professionnels par groupe de base, Québec, 1985-1993

27 ENSEIGNEMENT	Emploi 1985	Taux de chômage 1985	Taux de croissance 1985-1993	Besoin brut: Création d'emploi 1985-1993	Besoin brut: Érosion emploi	Besoin brut: Total	Chômage 1985	Besoin net	Besoin net en % de l'emploi de 1985	Perspectives professionnelles
2711 PROFESSEURS UNIVERSITÉ	13 912	5.0	0.8	963	2 212	3 175	725	2 450	17.6	B
2719 PROFESSEURS UNIVERSITÉ NCA	3 085	11.0	0.8	214	490	704	380	324	10.5	B
271 ENSEIGN. UNIVERSITÉ ET SECTEURS CONNEXES	**16 997**	**6,1**	**0,8**	**1 177**	**2 702**	**3 879**	**1 105**	**2 774**	**16,3**	
2731 INSTITUTEURS MATERNELLE ET PRIMAIRE	35 529	6.7	0.8	2 452	4 932	7 384	2 554	4 830	13.6	M
2733 PROFESSEURS ÉCOLE SECONDAIRE	38 826	5.7	0.8	2 679	5 390	8 069	2 343	5 726	14.7	M
2739 PROF. PRIMAIRE, SEC. ET AUTRES NCA	5 628	21.1	0.8	375	781	1 156	1 505	−349	−6.2	M
273 ENS. PRIMAIRE, SECONDAIRE ET SECTEURS CONNEXES	**79 984**	**7,4**	**0,8**	**5 506**	**11 104**	**16 610**	**6 402**	**10 208**	**12,8**	
2791 PROF. ENSEIGN. TECHNIQUE OU SPÉCIALISÉ	11 928	6.6	0.8	805	1 499	2 304	840	1 464	12.3	M
2792 PROFESSEURS DE BEAUX-ARTS	4 013	11.9	1.2	392	763	1 155	542	613	15.3	M
2793 PROF. ENSEIGN. POSTSECONDAIRE NCA	2 736	4.5	0.9	201	344	545	129	416	15.2	M
2795 PROF. ÉDUC. SPÉCIALE (HANDIC.) NCA	9 808	6.4	1.4	1 114	1 278	2 392	671	1 721	17.5	B
2797 INSTRUCTEURS ET AG. FORMATION NCA	4 285	8.5	1.3	456	606	1 062	400	663	15.5	M
2799 AUTRES PROFESSEURS NCA	6 222	7.5	1.0	520	881	1 401	501	900	14.5	M
279 AUTRES ENSEIGNANTS ET SECTEURS CONNEXES	**38 992**	**7,3**	**1,1**	**3 488**	**5 371**	**8 859**	**3 082**	**5 777**	**14,8**	
27 ENSEIGNEMENT	**135 973**	**7,2**	**0,9**	**10 171**	**19 177**	**29 347**	**10 589**	**18 759**	**13,8**	

Prévisions de besoins professionnels par groupe de base, Québec, 1985-1993

31 MÉDECINE ET SANTÉ	Emploi 1985	Taux de chômage 1985	Taux de croissance 1985-1993	Besoin brut: Création d'emploi 1985-1993	Besoin brut: Érosion emploi	Besoin brut: Total	Chômage 1985	Besoin net	Besoin net en % de l'emploi de 1985	Perspectives professionnelles
3111 MÉDECINS ET CHIRURGIENS	12 729	0,6	1,5	1 601	2 009	3 610	81	3 530	27,7	B
3113 DENTISTES	2 429	1,5	1,5	305	369	674	36	638	26,3	B
3115 VÉTÉRINAIRES	861	3,0	3,9	312	153	465	27	438	50,9	TB
3117 OSTÉOPATHES ET CHIROPRACTEURS	568	3,1	1,5	74	89	163	18	145	25,5	TB
3119 TECHNICIENS SANTÉ NCA	1 408	8,2	1,8	215	250	464	126	339	24,1	B
311 DIAGN. ET TRAITEMENT MALADIES	**17 994**	**1,6**	**1,6**	**2 505**	**2 870**	**5 376**	**287**	**5 089**	**28,3**	
3130 SURVEILLANTS DOMAINE DES SOINS	8 023	2,0	1,5	1 029	1 457	2 486	161	2 325	29,0	B
3131 INFIRMIER(E)S DIPL.-SAUF SURVEILLANTS	44 849	2,9	1,5	5 762	8 146	13 908	1 359	12 549	28,0	B
3132 GARÇONS SALLE HÔPITAL	1 215	4,2	1,6	159	238	397	54	344	28,3	B
3134 INFIRMIER(E)S AUXILIAIRES	19 418	3,7	1,5	2 522	3 803	6 326	736	5 589	28,8	B
3135 AIDES-INFIRMIÈRES ET INFIRMIERS	27 490	6,2	1,5	3 564	5 384	8 948	1 814	7 134	25,9	B
3136 AUDIOLOGISTES/THÉRAP. ÉLOCUTION	332	0,0	1,5	41	106	148	0	148	44,5	TB
3137 PHYSIOTHÉRAPEUTES	2 653	4,1	1,6	348	438	786	114	672	25,3	TB
3138 ERGOTHÉRAPEUTES	790	8,5	1,5	100	197	297	74	223	28,2	TB
3139 NURSING NCA	1 209	8,1	2,0	204	237	441	107	333	27,6	B
313 SOINS THÉRAPEUTIQUES ET SECTEURS CONNEXES	**105 980**	**4,0**	**1,5**	**13 729**	**20 006**	**33 735**	**4 419**	**29 316**	**27,7**	
3151 PHARMACIENS	4 694	1,8	3,6	1 512	825	2 337	87	2 250	47,9	TB
3152 DIÉTÉTICIENS ET HYGIÉN. ALIMENT.	1 280	3,7	1,7	182	210	392	49	343	26,8	M
3153 OPTOMÉTRISTES	950	1,7	1,6	125	155	280	16	264	27,8	B
3154 MAÎTRES OPTICIENS	672	3,9	2,7	157	151	308	27	281	41,8	TB
3155 TECHNOLOG. ET TECHN. RADIOLOGISTES	3 537	2,5	1,6	469	675	1 144	92	1 052	29,7	B
3156 TECHNOLOG. ET TECHN. LABOR. MÉDICAL	9 996	2,9	1,7	1 410	1 907	3 317	303	3 014	30,2	B
3157 DENTUROLOGISTES	905	0,0	1,5	117	173	289	0	289	32,0	B
3158 HYGIÉN. DENTAIRES ET ASS. DENT.	4 565	5,7	1,5	593	871	1 464	276	1 188	26,0	B
3161 TECH. DENTAIRES LABORATOIRE	899	4,0	1,3	96	171	267	38	229	25,5	B
3162 TECH. EN INHALATION	763	0,7	1,5	99	146	244	5	239	31,3	B
3169 AUTRES TRAV. MÉDECINE SANTÉ NCA	4 733	4,3	1,9	776	903	1 679	211	1 468	31,0	B
315-316 MÉDECINE ET SANTÉ (AUTRES)	**32 994**	**3,2**	**2,0**	**5 536**	**6 187**	**11 723**	**1 105**	**10 618**	**32,2**	
31 MÉDECINE ET SANTÉ	**156 968**	**3,6**	**1,6**	**21 771**	**29 063**	**50 834**	**5 811**	**45 023**	**28,7**	

Prévisions de besoins professionnels par groupe de base, Québec, 1985-1993

33 ARTS, LITTÉRATURE, SPORTS, LOISIRS	Emploi 1985	Taux de chômage 1985	Taux de croissance 1985-1993	Besoin brut: Création d'emploi 1985-1993	Besoin brut: Érosion emploi	Besoin brut: Total	Chômage 1985	Besoin net	Besoin net en % de l'emploi de 1985	Perspectives professionnelles
3311 PEINTRES SCULPTEURS	1 947	9,8	3,5	608	269	876	212	664	34,1	M
3313 DESSINATEURS DÉCORATEURS	7 232	10,2	1,6	978	999	1 977	819	1 158	16,0	M
3314 DESSINATEURS ILLUSTRATEURS — PUBL.	4 575	10,4	2,9	1 164	632	1 796	534	1 262	27,6	M
3315 PHOTOGRAPHES ET CAMERAMEN	2 176	10,3	2,9	551	300	852	248	603	27,7	M
3319 BEAUX-ARTS DESSIN., PHOTO NCA	185	30,3	2,6	43	26	69	80	−12	−6,4	M
331 BEAUX-ARTS, DESSIN. PUBL. ET SECTEURS CONNEXES	**16 115**	**10,5**	**2,4**	**3 344**	**2 225**	**5 569**	**1 893**	**3 676**	**22,8**	
3330 DIRECTEURS ET METTEURS EN SCÈNE	3 373	9,8	2,4	692	444	1 136	365	771	22,8	B
3331 CHEFS D'ORCHESTRE, COMPOSITEURS	195	7,0	3,3	59	26	84	15	70	35,7	ND
3332 MUSICIENS ET CHANTEURS	3 120	16,9	3,4	948	410	1 358	636	722	23,1	B
3333 TRAV. SPÉC. MUSIQUE ET DIV. NCA	316	28,2	3,3	95	42	136	124	12	3,9	B
3334 DANSEURS ET CHORÉGRAPHES	277	28,3	3,3	81	36	118	110	8	2,9	B
3335 ACTEURS	1 022	15,7	3,5	325	134	459	190	269	26,3	B
3337 ANNONCEURS RADIO ET TÉLÉVISION	1 319	15,5	1,0	110	174	283	241	42	3,2	B
3339 ARTS INTERPR. ET AUDIOVISUEL NCA	1 397	23,0	2,7	326	184	510	417	93	6,7	B
333 ARTS INTERPRÉTATION ET AUDIOVISUEL	**11 019**	**16,0**	**2,7**	**2 635**	**1 450**	**4 085**	**2 098**	**1 987**	**18,0**	
3351 ÉCRIVAINS ET RÉDACTEURS	7 111	10,2	2,2	1 381	1 162	2 543	811	1 732	24,4	M
3355 TRADUCTEURS ET INTERPRÈTES	3 071	9,7	1,8	480	502	982	329	653	21,3	M
3359 RÉDACTEURS NCA	185	21,7	2,4	39	30	69	51	18	9,8	M
335 RÉDACTION	**10 367**	**10,3**	**2,1**	**1 900**	**1 694**	**3 594**	**1 191**	**2 403**	**23,2**	
3360 SURVEIL. TRAV. SPÉC. SPORTS ET LOISIRS	1 134	14,4	2,8	277	134	412	191	221	19,5	M
3370 ENTRAÎNEURS MONIT. — SP. ET LOISIRS	5 860	16,1	2,3	1 172	693	1 865	1 122	743	12,7	M
3371 ARBITRES ET OFFICIELS	170	11,3	2,5	38	20	58	22	36	21,3	ND
3373 ATHLÈTES	131	18,7	3,9	47	16	63	30	32	24,6	ND
3375 AUXILIAIRES SPORTS ET LOISIRS	2 643	21,1	2,9	678	313	991	706	285	10,8	M
3379 SPÉCIALISTES SPORTS ET LOISIRS NCA	540	18,3	2,8	132	64	196	121	75	13,8	M
336-337 TRAV. SPÉC. SPORTS ET LOISIRS	**10 479**	**17,3**	**2,6**	**2 345**	**1 240**	**3 584**	**2 192**	**1 392**	**13,3**	
33 ARTS, LITTÉRATURE, SPORTS, LOISIRS	**47 980**	**13,3**	**2,4**	**10 223**	**6 608**	**16 831**	**7 374**	**9 457**	**19,7**	

Prévisions de besoins professionnels par groupe de base, Québec, 1985-1993

41 PERSONNEL ADMINISTRATIF	Emploi 1985	Taux de chômage 1985	Taux de croissance 1985-1993	Besoin brut: Création d'emploi 1985-1993	Besoin brut: Érosion emploi	Besoin brut: Total	Chômage 1985	Besoin net	Besoin net en % de l'emploi de 1985	Perspectives professionnelles
4110 SURVEILLANTS STÉNO ET DACTYLO.	976	3,2	1,7	145	208	353	32	321	32,9	M
4111 SECRÉTAIRES ET STÉNOGRAPHES	120 777	9,3	1,6	16 189	25 794	41 983	12 314	29 669	24,6	M
4113 DACTYLO. ET COMMIS-DACTYLO.	23 217	11,8	1,6	3 072	4 958	8 030	3 119	4 912	21,2	M
411 STÉNOGRAPHIE ET DACTYLOGRAPHIE	**144 970**	**9,6**	**1,6**	**19 406**	**30 960**	**50 367**	**15 464**	**34 902**	**24,1**	
4130 SURVEIL. TENUE-LIVRE/TRAV. COMPT.	4 176	6,0	1,1	383	731	1 113	267	846	20,3	M
4131 TENEURS DE LIVRES	72 411	11,4	1,2	7 530	12 666	20 197	9 331	10 866	15,0	M
4133 CAISSIERS	45 725	15,2	1,4	5 259	7 998	13 258	8 177	5 080	11,1	M
4135 COMMIS FINANCIERS — ASSUR. BANQUE	7 703	8,4	0,9	601	1 347	1 948	710	1 238	16,1	M
4137 COMMIS SERV. STATISTIQUES	1 176	11,7	0,5	53	206	258	156	102	8,7	M
4139 TENEURS LIVRES ET COMPT. NCA	781	14,9	1,0	65	137	202	137	65	8,3	M
413 TENUE LIVRES ET COMPTABILITÉ	**131 972**	**12,5**	**1,3**	**13 891**	**23 085**	**36 977**	**18 778**	**18 198**	**13,8**	
4140 SURV. OP. MACH. BUREAU TRAIT. ÉLEC.	1 309	4,5	1,6	172	229	401	62	340	26,0	M
4141 OPÉRATEURS MACHINES DE BUREAU	4 132	17,7	1,4	494	723	1 216	887	329	8,0	M
4143 OPÉRAT. MACH. TRAIT. ÉLECTR. DONNÉES	16 555	12,5	1,6	2 240	2 896	5 136	2 365	771	16,7	M
414 OPÉR. MACH. BUREAU ET TRAIT. ÉLECTR.	**21 995**	**13,1**	**1,6**	**2 906**	**3 848**	**6 754**	**3 314**	**3 440**	**15,6**	
4150 SURVEILLANTS DE MAGASINIERS	3 296	7,5	1,0	273	477	750	266	485	14,7	M
4151 COMMIS DE PRODUCTION	3 230	8,4	1,2	321	467	788	296	493	15,2	M
4153 COMMIS EXPÉDITION ET RÉCEPTION	19 247	15,0	1,0	1 562	2 785	4 347	3 392	956	5,0	M
4155 COMMIS AU STOCK	20 670	13,5	1,1	1 899	2 991	4 889	3 225	1 665	8,1	M
4157 EMPLOYÉS DE SERVICES DE PESAGE	692	22,8	1,0	55	100	155	205	−49	−7,1	M
4159 MAGASINIERS NCA	854	29,0	0,8	55	124	178	349	−171	−20,0	M
415 MAGASINIERS ET DISTRIBUTEURS	**47 990**	**13,9**	**1,0**	**4 166**	**6 944**	**11 109**	**7 732**	**3 378**	**7,0**	
4160 SURVEILLANTS COMMIS BIBLIOTHÈQUE	321	0,0	1,3	34	58	93	0	93	28,9	M
4161 COMMIS DE BIBLIOTHÈQUE	9 093	15,4	1,1	860	1 657	2 516	1 652	864	9,5	M
4169 COMMIS DE BIBLIOTHÈQUE NCA	1 121	12,9	1,1	106	204	311	167	144	12,8	M
416 EMPLOYÉS BIBLIOTHÈQUE ET TRAV. ASSIMILÉS	**10 535**	**14,7**	**1,1**	**1 000**	**1 919**	**2 920**	**1 819**	**1 101**	**10,4**	
4170 SURVEILLANTS RÉCEPTIONNISTES	2 026	3,3	1,4	232	369	601	70	531	26,2	M
4171 RÉCEPTIONNISTES ET PRÉP. RENSEIGN.	21 448	13,3	1,6	2 961	3 907	6 868	3 282	3 586	16,7	M
4172 FACTEURS	6 895	3,4	0,9	523	1 256	1 779	239	1 540	22,3	M
4173 COMMIS POSTES	8 805	10,6	1,0	733	1 604	2 337	1 049	1 288	14,6	M
4175 TÉLÉPHONISTES-STANDARDISTES	10 770	10,5	1,4	1 312	1 962	3 274	1 259	2 015	18,7	M
4177 MESSAGERS	2 944	13,8	2,0	508	536	1 045	472	573	19,4	M
4179 PRÉP. RÉCEPTION, RENS. ET COURRIER NCA	2 101	10,9	1,7	304	383	687	256	430	20,5	M
417 RÉCEP. RENS., COURRIER ET MESSAGE	**54 989**	**10,8**	**1,4**	**6 572**	**10 017**	**16 590**	**6 628**	**9 962**	**18,1**	
4190 SURVEILLANTS COMMIS NCA	9 572	7,2	0,7	532	1 744	2 276	743	1 533	16,0	M
4191 AGENTS DE RECOUVREMENT	4 174	5,5	1,3	461	760	1 221	243	978	23,4	M
4192 ESTIMATEURS D'ASSURANCES	1 165	6,2	1,3	129	212	341	77	264	22,7	M
4193 AGENTS DE VOYAGES	5 447	6,9	3,1	1 525	992	2 517	403	2 114	38,8	M
4194 RÉCEPTIONNISTES D'HÔTEL	2 215	17,8	3,1	618	403	1 022	480	541	24,4	M
4195 COMMIS DE PERSONNEL	1 611	4,9	1,3	171	293	464	83	381	23,6	M
4197 EMPLOYÉS DE BUREAU EN GÉNÉRAL	43 011	10,2	1,1	3 979	7 835	11 815	4 892	6 922	16,1	M
4199 COMMIS NCA	22 251	9,4	1,1	2 003	4 053	6 056	2 305	3 751	16,9	M
419 AUTRES EMPLOIS ADMINISTRATIFS	**89 444**	**9,4**	**1,3**	**9 417**	**16 294**	**25 711**	**9 228**	**16 484**	**18,4**	
41 PERSONNEL ADMINISTRATIF	**501 896**	**11,1**	**1,4**	**57 359**	**93 068**	**150 427**	**62 963**	**87 464**	**17,4**	

Prévisions de besoins professionnels par groupe de base, Québec, 1985-1993

51 VENTE	Emploi 1985	Taux de chômage 1985	Taux de croissance 1985-1993	Besoin brut: Création d'emploi 1985-1993	Besoin brut: Érosion emploi	Besoin brut: Total	Chômage 1985	Besoin net	Besoin net en % de l'emploi de 1985	Perspectives professionnelles
5130 CHEFS DE VENTES (MARCHANDISES)	25 846	4,1	2,9	6 534	4 607	11 141	1 110	10 031	38,8	B
5131 AGENTS COMMERCIAUX TECHNICIENS	2 730	2,4	2,7	646	487	1 133	68	1 065	39,0	TB
5133 REPRESENTANTS DE COMMERCE	30 381	4,8	2,2	5 861	5 415	11 275	1 516	9 759	32,1	TB
5135 AGENTS COMMERCIAUX (MARCH.) NCA	141 113	12,6	2,9	36 029	25 151	61 180	20 349	40 831	28,9	B
5141 VENDEURS AMBULANTS ET À DOMICILE	2 714	15,1	2,8	681	341	1 021	483	539	19,8	M
5143 VENDEURS DE JOURNAUX	1 349	13,1	3,0	355	169	524	203	321	23,8	M
5145 EMPLOYÉS DE STATION-SERVICE	6 928	17,5	2,9	1 813	869	2 683	1 466	1 217	17,6	M
5149 VENDEURS (MARCHANDISES) NCA	894	19,1	2,8	220	112	332	212	120	13,4	M
513-514 VENDEURS (MARCHANDISES)	**211 956**	**10,7**	**2,8**	**52 139**	**37 150**	**89 289**	**25 406**	**63 883**	**30,1**	
5170 CHEFS DE VENTE (SERVICE)	3 203	4,5	2,5	699	503	1 202	152	1 050	32,8	TB
5171 AGENTS D'ASSURANCES	16 286	4,8	2,1	2 976	2 556	5 532	822	4 710	28,9	TB
5172 AGENTS IMMOBILIERS	8 289	4,7	2,1	1 513	1 907	3 420	411	3 009	36,3	TB
5173 COURTIERS EN VALEURS	1 676	3,1	2,2	321	269	590	54	536	32,0	TB
5174 AGENTS DE PUBLICITÉ	1 607	10,5	3,2	460	252	712	188	525	32,7	B
5177 AG. DE VENTE-SERV. ENTREPRISES	483	8,5	2,7	113	76	189	45	144	29,8	B
5179 VENDEURS (MARCHANDISES) NCA	626	14,6	1,5	80	98	178	107	71	11,3	B
517 VENDEURS (SERVICES)	**32 169**	**5,2**	**2,2**	**6 161**	**5 661**	**11 822**	**1 778**	**10 044**	**31,2**	
5190 SURV — AUTRES EMPL. COMMERCE	504	3,4	1,8	78	63	141	18	123	24,4	M
5191 ACHETEURS (COMM. DE GROS ET DÉTAIL)	3 161	5,9	0,7	176	397	573	196	376	11,9	M
5193 CHAUFFEURS-LIVREURS	7 800	10,6	1,2	778	979	1 757	929	828	10,6	M
5199 AUTRES EMPL. DE COMMERCE NCA	1 358	22,4	2,3	276	170	447	393	54	4,0	M
519 AUTRES EMPLOYÉS DE COMMERCE	**12 822**	**10,7**	**1,2**	**1 308**	**1 609**	**2 917**	**1 536**	**1 381**	**10,8**	
51 VENTE	**256 947**	**10,1**	**2,6**	**59 608**	**44 420**	**104 028**	**28 720**	**75 308**	**29,3**	

Prévisions de besoins professionnels par groupe de base, Québec, 1985-1993

61 SERVICES	Emploi 1985	Taux de chômage 1985	Taux de croissance 1985-1993	Besoin brut: Création d'emploi 1985-1993	Besoin brut: Érosion emploi	Besoin brut: Total	Chômage 1985	Besoin net	Besoin net en % de l'emploi de 1985	Perspectives professionnelles
6111 POMPIERS	3 414	2,6	0,0	1	440	440	90	351	10,3	M
6112 DÉTECTIVES ET AG. POLICE (GOUV.)	11 407	1,9	0,0	7	1 096	1 102	215	887	7,8	M
6113 ENQUÊTEURS ET AG. POLICE PRIVÉS	904	11,2	2,4	185	87	272	114	158	17,5	M
6115 GARDIENS ET VEILLEURS	19 605	13,6	2,8	4 830	3 905	8 735	3 084	5 651	28,8	M
6116 OFFICIERS DES FORCES ARMÉES	2 097	8,6	0,0	1	406	407	197	210	10,0	ND
6117 SOUS-OFF. ET SOLDATS FORCES ARMÉES	8 582	10,3	0,0	5	1 662	1 667	980	687	8,0	ND
6119 SERVICES PROTECTION ET SÉCURITÉ	1 980	29,9	1,7	290	394	684	843	−158	−8,0	M
611 SERV. DE PROTECTION ET SÉCURITÉ	**47 990**	**10,3**	**1,3**	**5 318**	**7 991**	**13 309**	**5 523**	**7 786**	**16,2**	
6120 SURV. PRÉP. ALIMENTS ET BOISSONS	12 412	6,9	4,1	4 743	2 229	6 972	919	6 053	48,8	B
6121 CHEFS ET CUISINIERS	50 334	18,1	3,4	15 370	9 037	24 408	11 109	13 298	26,4	B
6123 BARMEN	12 214	22,3	4,4	4 972	2 433	7 405	3 507	3 899	31,9	M
6125 SERVEURS, HÔTESSES ET STEWARDS	57 501	19,2	4,2	22 421	11 454	33 875	13 706	20 169	35,1	M
6129 PRÉP. ALIMENTS ET BOISSONS NCA	5 390	11,2	1,9	889	1 074	1 963	678	1 284	23,8	M
612 PRÉP. ALIM. ET BOISSONS, SECT. CONNEXES	**137 851**	**17,8**	**3,8**	**48 396**	**26 227**	**74 623**	**29 919**	**44 704**	**32,4**	
6130 SURV. LOGEMENT ET SECT. CONNEXES	3 356	6,9	1,7	496	668	1 165	250	915	27,3	M
6133 FEMMES CHAMBRE, HOMMES ENTRETIEN	4 747	25,2	2,0	795	946	1 740	1 597	143	3,0	M
6135 PORTEURS ET CHASSEURS	637	16,4	2,1	113	127	240	125	115	18,0	M
6139 LOGEMENT ET SECT. CONNEXES NCA	380	27,3	1,8	60	76	136	143	−7	−1,9	M
613 TRAV. SERV. DE LOGEMENT ET SECTEURS CONNEXES	**9 120**	**18,8**	**1,9**	**1 464**	**1 817**	**3 280**	**2 115**	**1 165**	**12,8**	
6141 ENTREPRENEURS POMPES FUNÈBRES	1 066	5,7	3,4	325	212	537	65	472	44,3	M
6142 DOMESTIQUES	16 974	15,9	2,8	4 228	3 381	7 610	3 198	4 412	26,0	M
6143 COIFFEURS ET BARBIERS	30 619	8,2	3,3	9 122	6 127	15 249	2 730	12 519	40,9	M
6144 GUIDES	1 520	25,0	1,6	209	303	512	507	5	0,3	M
6145 HÔTESSES, STEWARDS — SAUF ALIMENTS ET BOISSONS	2 924	7,8	2,5	633	582	1 216	247	969	33,1	M
6147 GARDIENNES D'ENFANTS	16 627	18,2	2,9	4 202	3 312	7 514	3 692	3 822	23,0	M
6149 SERVICES PERSONNELS NCA	1 437	20,2	3,3	433	286	719	364	355	24,7	M
614 SERVICES PERSONNELS	**71 166**	**13,2**	**3,0**	**19 153**	**14 204**	**33 357**	**10 803**	**22 554**	**31,7**	
6160 SURV. NETTOYAGE VÊTEM. ET TISSUS	979	6,1	2,2	190	195	385	63	322	32,9	M
6162 BLANCHISSAGE ET NETTOYAGE À SEC	7 139	10,9	2,0	1 217	1 422	2 639	875	1 763	24,7	M
6165 PRESSEURS	5 530	14,4	1,0	451	1 102	1 552	928	624	11,3	M
6169 NETTOYEURS NCA	2 118	12,6	2,3	415	422	837	306	531	25,1	M
616 SERV. NETTOYAGE VÊTEMENTS ET TISSUS	**15 766**	**12,1**	**1,7**	**2 273**	**3 141**	**5 413**	**2 173**	**3 241**	**20,6**	
6190 SURVEILLANTS (AUTRES SERVICES)	4 975	8,2	2,4	1 046	991	2 037	446	1 591	32,0	M
6191 CONCIERGES-HOMMES PEINE	68 860	16,7	2,0	11 997	13 317	25 715	13 761	11 953	17,4	M
6193 CONDUCT. D'ASCENS. ET MONTE-CHARGE	1 861	12,1	1,2	179	371	550	255	295	15,8	M
6198 MANOEUVRES-SERVICES	13 496	25,9	2,4	2 850	2 688	5 539	4 708	831	6,2	M
6199 TRAVAILLEURS (AUTRES SERV.) NCA	2 789	20,3	2,8	686	556	1 242	712	530	19,0	M
619 AUTRES SERVICES	**91 981**	**17,8**	**2,1**	**16 759**	**18 323**	**35 082**	**19 882**	**15 200**	**16,5**	
61 SERVICES	**373 873**	**15,8**	**2,8**	**93 362**	**71 702**	**165 065**	**70 415**	**94 650**	**25,3**	

Prévisions de besoins professionnels par groupe de base, Québec, 1985-1993

71 AGRICULTURE, HORTICULTURE	Emploi 1985	Taux de chômage 1985	Taux de croissance 1985-1993	Besoin brut: Création d'emploi 1985-1993	Besoin brut: Érosion emploi	Besoin brut: Total	Chômage 1985	Besoin net	Besoin net en % de l'emploi de 1985	Perspectives professionnelles
7113 ÉLEVEURS	19 364	0,9	−2,3	−3 226	4 242	1 016	184	832	4,3	B
7115 EXPLOITANTS CULT. PLEIN CHAMP	3 435	1,8	−2,3	−572	753	180	61	119	3,5	B
7119 EXPLOITANTS AGRICOLES NCA	20 037	4,1	−2,3	−3 338	4 390	1 052	859	192	1,0	B
711 EXPLOITANTS AGRICOLES	**42 836**	**2,5**	**−2,3**	**−7 136**	**9 384**	**2 248**	**1 105**	**1 143**	**2,7**	
7180 CONTREMAÎTRES-AGRICULTURE	1 364	7,6	1,2	139	299	438	111	326	23,9	B
7183 OUVRIERS AGRICOLES — ÉLEVAGE	14 851	10,2	1,2	1 512	3 253	4 765	1 691	3 074	20,7	B
7185 OUVRIERS AGRI. CULT. PLEIN CHAMP	4 707	33,4	1,2	479	1 031	1 510	2 360	−850	−18,1	B
7195 OUVRIERS PÉPINIÈRES	14 003	19,9	1,8	2 147	3 068	5 214	3 484	1 730	12,4	B
7196 INSPECTEURS, VÉRIF. TRIEURS	669	20,9	0,6	33	147	180	177	3	0,5	B
7197 CONDUCTEURS MACHINES AGRICOLES	828	20,5	1,3	89	181	270	214	57	6,9	B
7199 AUTRES TRAV., AGRIC. HORTI. ÉLEVAGE NCA	9 461	15,0	1,4	1 115	2 073	3 188	1 672	1 516	16,0	B
718-719 TRAV. AGRIC. HORTICULT. ET ÉLEVAGE	**45 882**	**17,5**	**1,4**	**5 514**	**10 052**	**15 566**	**9 710**	**5 856**	**12,8**	
71 AGRICULTURE, HORTICULTURE	**88 718**	**10,9**	**−0,2**	**−1 622**	**19 436**	**17 814**	**10 815**	**7 000**	**7,9**	

Prévisions de besoins professionnels par groupe de base, Québec, 1985-1993

73 PÊCHE, CHASSE ET PIÉGEAGE	Emploi 1985	Taux de chômage 1985	Taux de croissance 1985-1993	Besoin brut: Création d'emploi 1985-1993	Besoin brut: Érosion emploi	Besoin brut: Total	Chômage 1985	Besoin net	Besoin net en % de l'emploi de 1985	Perspectives professionnelles
7311 CAPITAINES ET OFF. BATEAUX PÊCHE	92	16,0	0,4	3	16	19	18	1	1,4	M
7313 PÊCHEURS	2 041	18,6	0,5	77	351	428	465	−37	−1,8	M
7315 CHASSEURS ET TRAPPEURS	61	22,3	0,3	1	11	12	18	−6	−9,3	M
7319 PÊCHEURS, CHASSEURS, TRAPP. NCA	505	19,6	0,6	26	87	113	123	−10	−1,9	M
731 PÊCHE, CHASSE, PIÉGEAGE ET SECTEURS CONNEXES	**2 699**	**18,8**	**0,5**	**108**	**464**	**572**	**623**	**−51**	**−1,9**	
73 PÊCHE, CHASSE ET PIÉGEAGE	**2 699**	**18,8**	**0,5**	**108**	**464**	**572**	**623**	**−51**	**−1,9**	

Prévisions de besoins professionnels par groupe de base, Québec, 1985-1993

75 TRAVAILLEURS FORESTIERS ET BÛCHERONS	Emploi 1985	Taux de chômage 1985	Taux de croissance 1985-1993	Besoin brut: Création d'emploi 1985-1993	Besoin brut: Érosion emploi	Besoin brut: Total	Chômage 1985	Besoin net	Besoin net en % de l'emploi de 1985	Perspectives professionnelles
7510 CONTREMAÎTRES-EXPLOITATION FORESTIÈRE	1 150	15,3	3,9	407	208	615	208	407	35,4	M
7511 OUVRIERS CONSERVATION FORÊTS	544	23,1	8,1	468	98	567	164	403	74,1	M
7513 BÛCHERONS	7 595	39,2	0,5	340	1 374	1 714	4 901	−3 186	−42,0	M
7516 INSPECTION EXPLOITATION FORESTIÈRE	479	33,9	0,6	24	87	110	245	−135	−28,2	M
7517 LEVAGE, TRIAGE, TRANSPORT BILLES	2 756	33,4	0,5	118	499	617	1 384	−767	−27,8	M
7518 MANŒUVRES-EXPLOITATION FORESTIÈRE	1 357	36,5	6,2	841	246	1 086	780	306	22,6	M
7519 TRAVAILLEURS FORESTIERS NCA	113	30,7	2,4	24	21	44	50	−6	−5,5	M
751 EXPLOITATION FORESTIÈRE	**13 996**	**35,6**	**1,9**	**2 221**	**2 532**	**4 753**	**7 732**	**−2 978**	**−21,3**	
75 TRAVAILLEURS FORESTIERS ET BÛCHERONS	**13 996**	**35,6**	**1,9**	**2 221**	**2 532**	**4 753**	**7 732**	**−2 978**	**−21,3**	

Prévisions de besoins professionnels par groupe de base, Québec, 1985-1993

77 MINES, CARRIÈRES ET FORAGE	Emploi 1985	Taux de chômage 1985	Taux de croissance 1985-1993	Besoin brut: Création d'emploi 1985-1993	Besoin brut: Érosion emploi	Besoin brut: Total	Chômage 1985	Besoin net	Besoin net en % de l'emploi de 1985	Perspectives professionnelles
7710 CONTREMAÎTRES MINES, PÉTROLE ET GAZ	1 471	8,7	−0,8	−87	217	130	140	−10	−0,7	M
7711 FOREURS DE PUITS	36	27,9	0,2	0	5	6	14	−8	−22,7	M
7713 TRAV. SPÉCIALISÉS FORAGE	1 517	25,9	−0,5	−56	223	167	531	−364	−24,0	M
7715 BOUTEFEUX	348	23,1	−0,3	−7	51	44	105	−61	−17,5	M
7717 HAVEURS	2 459	14,6	−0,7	−142	362	220	419	−199	−8,1	M
7718 MANŒUVRES MINES, CARR. PÉTROLE ET GAZ	1 707	26,9	−0,7	−99	252	153	629	−476	−27,9	M
7719 MINEURS, CARRIERS, PÉTR. ET GAZ NCA	460	20,5	−0,6	−21	68	47	119	−72	−15,7	M
771 MINES, CARR., PUITS PÉTROLE ET GAZ	**7 999**	**19,7**	**−0,7**	**−411**	**1 178**	**767**	**1 957**	**−1 190**	**−14,9**	
77 MINES, CARRIÈRES ET FORAGE	**7 999**	**19,7**	**−0,7**	**−411**	**1 178**	**767**	**1 957**	**−1 190**	**−14,9**	

Prévisions de besoins professionnels par groupe de base, Québec, 1985-1993

81-82 INDUSTRIES DE TRANSFORMATION	Emploi 1985	Taux de chômage 1985	Taux de croissance 1985-1993	Besoin brut: Création d'emploi 1985-1993	Besoin brut: Érosion emploi	Besoin brut: Total	Chômage 1985	Besoin net	Besoin net en % de l'emploi de 1985	Perspectives professionnelles
8110 CONTREMAÎTRES (TRAIT. MINERAIS)	241	3,9	0,6	11	40	52	10	42	17,3	B
8111 CONCASSEURS ET BROYEURS MINERAIS	313	20,0	0,6	15	52	67	78	−11	−3,5	B
8113 CONDUCTEURS MACHINES MINERAIS	241	2,0	0,7	13	40	53	5	48	20,1	B
8115 FONDEURS ET GRILLEURS DE MINERAIS	78	11,1	1,0	7	13	20	10	10	12,5	B
8116 CONTRÔLEURS — TRAIT. MINERAIS	140	12,2	0,6	6	23	30	20	10	7,3	B
8118 MANŒUVRES — TRAIT. MINERAIS	241	25,6	0,5	10	40	50	83	−33	−13,7	B
8119 OUVRIERS TRAIT. MINERAIS NCA	134	0,0	0,5	5	22	28	0	28	20,6	B
811 TRAITEMENT DES MINERAIS	**1 389**	**12,9**	**0,6**	**68**	**231**	**299**	**205**	**94**	**6,8**	
8130 CONTREMAÎTRES MÉTALLURGIE	1 497	2,5	1,0	119	249	368	39	329	22,0	B
8131 COND. FOURS FUSION, AFFICHAGE	1 220	9,7	0,9	91	203	294	132	162	13,3	B
8133 OUVR. TRAIT. THERMIQUE MÉTAUX	241	7,5	1,3	27	40	67	20	48	19,8	B
8135 LAMINEURS	365	3,9	1,0	31	61	91	15	77	21,0	B
8137 MOULEURS FONDEURS	1 438	11,4	0,9	104	239	344	185	158	11,0	B
8141 EXTRUDEURS ET ÉTIREURS MÉTAUX	293	6,2	1,9	49	49	98	20	78	26,6	B
8143 GALVANISEURS	453	7,0	1,9	75	75	150	34	116	25,7	B
8146 CONTRÔLEURS MÉTAUX	753	7,8	1,0	63	125	188	63	125	16,6	B
8148 MANŒUVRES — TRAIT. MÉTAUX	3 153	14,4	1,0	254	525	778	531	247	7,8	B
8149 OUVRIERS TRAIT. MÉTAUX NCA	1 030	8,6	1,2	106	171	278	98	180	17,5	B
813-814 TRAITEMENT MÉTAUX ET SECT. CONNEXES	**10 445**	**9,8**	**1,1**	**918**	**1 738**	**2 656**	**1 136**	**1 520**	**14,6**	
8150 CONTREMAÎTRES ARGILE	355	7,6	0,0	0	59	59	29	30	8,4	B
8151 COND. FOURS SÉCHOIRS	258	10,2	0,3	6	43	49	29	20	7,6	B
8153 CONCASSAGE MALAXAGE	209	18,9	0,0	0	35	35	49	−14	−6,7	B
8155 FAÇONNEURS (ARG. VERRE ET PIERRE)	656	16,2	0,6	33	109	142	127	15	2,3	B
8156 CONTRÔLEURS ARGILE	395	4,7	−0,1	−3	66	62	19	43	10,9	B
8158 MANŒUVRES ARGILE	492	12,9	−0,1	−2	82	80	73	7	1,4	B
8159 ARGILE VERRE ET PIERRE NCA	773	21,7	0,2	11	129	139	214	−75	−9,7	B
815 TRAIT. ARGILE, VERRE, PIERRE ET SECTEURS CONNEXES	**3 137**	**14,7**	**0,2**	**44**	**522**	**566**	**541**	**25**	**0,8**	

Prévisions de besoins professionnels par groupe de base, Québec, 1985-1993

81-82 INDUSTRIES DE TRANSFORMATION (suite)	Emploi 1985	Taux de chômage 1985	Taux de croissance 1985-1993	Besoin brut: Création d'emploi 1985-1993	Besoin brut: Érosion emploi	Besoin brut: Total	Chômage 1985	Besoin net	Besoin net en % de l'emploi de 1985	Perspectives professionnelles
8160 CONTREMAÎTRES PROD. CHIMIQUES	1 422	3,6	1,1	136	258	393	54	340	23,9	B
8161 MÉLANGEURS, MALAXEURS — PROD. CHIM.	1 063	11,0	1,4	123	193	316	132	184	17,3	B
8163 FILTRAGE — PROD. CHIMIQUES ET CONN.	88	21,7	1,0	7	16	23	24	−1	−1,4	B
8165 DISTILLATION — PROD. CHIMIQUES	359	2,6	−0,7	−20	65	45	10	36	9,9	B
8167 CUISEURS ET COND. SÉCHOIR — P. CHIM.	166	8,1	1,0	14	30	44	15	30	17,9	B
8171 CONCASSEURS PROD. CHIMIQUES	82	15,2	1,7	11	15	26	15	12	14,2	B
8173 CALANDREURS — PROD. CHIMIQUES	121	10,8	1,8	18	22	40	15	26	21,3	B
8176 CONTRÔLEURS — PROD. CHIMIQUES	854	10,7	1,3	91	155	246	102	144	16,8	B
8178 MANŒUVRES — PRODUITS CHIMIQUES	1 555	16,5	1,4	187	282	469	307	162	10,4	B
8179 OUVRIERS PROD. CHIMIQUES NCA	2 325	10,8	1,4	276	421	697	283	414	17,8	B
816-817 TRAIT. PROD. CHIM. PÉTR. CAOUT., PLASTIQUE	**8 035**	**10,6**	**1,3**	**844**	**1 456**	**2 300**	**955**	**1 345**	**16,7**	
8210 CONTREMAÎTRES-ALIMENTATION	2 881	5,4	1,1	259	467	725	165	560	19,5	M
8211 MEUNIERS	824	7,8	0,9	62	133	196	70	126	15,3	M
8213 BOULANGERS, PÂTISSIERS, CONFIS.	6 941	12,9	1,3	781	1 125	1 906	1 028	877	12,6	M
8215 ABATTEURS, DÉPECEURS	12 734	9,7	1,5	1 584	2 063	3 647	1 371	2 276	17,9	M
8217 CONSERVERIE POISSON	2 369	18,2	0,9	167	384	551	527	24	1,0	M
8221 CONSERVERIE FRUITS ET LÉGUMES	807	31,3	1,1	73	131	203	368	−165	−20,4	M
8223 OUVRIERS DE LAITERIE	1 558	9,6	0,8	107	252	359	165	194	12,5	M
8225 OUVRIERS SUCRERIE	166	7,1	0,8	11	27	37	13	25	14,9	M
8226 CONTRÔLEURS — ALIMENTS ET BOISSONS	2 399	14,1	0,9	174	389	563	394	169	7,0	M
8227 OUVRIERS BOISSONS	884	10,3	0,9	63	143	206	102	105	11,8	M
8228 MANŒUVRES — ALIMENTS BOISSONS	5 323	17,6	1,0	450	862	1 312	1 136	176	3,3	M
8229 OUVRIERS — ALIMENTS BOISS. NCA	1 106	14,3	1,0	95	179	274	184	90	8,2	M
821-822 ALIMENTS ET BOISSONS ET SECTEURS CONNEXES	**37 991**	**12,7**	**1,2**	**3 825**	**6 156**	**9 981**	**5 523**	**4 458**	**11,7**	
8230 CONTREMAÎTRES — BOIS	881	8,6	0,6	46	143	188	83	106	12,0	M
8231 SCIEURS DE BOIS (SCIERIE)	2 051	17,5	0,7	115	332	447	434	13	0,6	M
8233 OUVRIERS CONTREPLAQUEURS	372	18,2	0,8	23	60	83	83	1	0,1	M
8235 OUVRIERS DU TRAITEMENT DES BOIS	179	12,0	0,7	10	29	39	24	15	8,4	M
8236 CONTRÔLEURS — BOIS	1 464	19,3	0,7	89	237	327	351	−24	−1,7	M
8238 MANŒUVRES — BOIS	4 070	21,7	0,6	214	659	874	1 131	−257	−6,3	M
8239 OUVRIERS NCA — BOIS	349	21,0	0,6	18	57	75	93	−18	−5,2	M
823 PRÉPARATION BOIS SAUF PAPIER	**9 366**	**19,0**	**0,7**	**515**	**1 518**	**2 033**	**2 198**	**−165**	**−1,8**	
8250 CONTREMAÎTRES — PÂTE PAPIER ET SECTEURS CONNEXES	1 526	1,3	0,8	105	247	352	20	333	21,8	B
8251 PRÉPARATEURS PÂTE À PAPIER	603	7,5	0,9	45	98	143	49	94	15,6	B
8253 COND. MACH. PAPIER — FABR. ET FINITION	3 480	4,4	0,9	244	564	808	161	647	18,6	B
8256 CONTRÔLEURS PÂTE PAPIER	884	3,2	0,9	65	143	208	29	179	20,3	B
8258 MANŒUVRES — PÂTE PAPIER	4 663	13,3	0,8	319	756	1 074	717	357	7,7	B
8259 OUVRIERS NCA — PÂTE PAPIER	1 386	8,4	0,8	95	225	319	127	192	13,9	B
825 PÂTE À PAPIER, PAPIER ET SECTEURS CONNEXES	**12 542**	**8,1**	**0,8**	**873**	**2 032**	**2 905**	**1 102**	**1 803**	**14,4**	

Prévisions de besoins professionnels par groupe de base, Québec, 1985-1993

81-82 INDUSTRIES DE TRANSFORMATION (fin)	Emploi 1985	Taux de chômage 1985	Taux de croissance 1985-1993	Besoin brut: Création d'emploi 1985-1993	Besoin brut: Érosion emploi	Besoin brut: Total	Chômage 1985	Besoin net	Besoin net en % de l'emploi de 1985	Perspectives professionnelles
8260 CONTREMAÎTRES — TEXTILE	1 451	6,0	−1,1	−118	235	117	93	25	1,7	M
8261 PRÉPARATEURS FIBRES TEXTILES	313	8,5	−1,3	−30	51	21	29	−8	−2,7	M
8263 FILEURS ET TORDEURS	1 119	9,1	−1,0	−88	181	93	112	−19	−1,7	M
8265 BOBINEURS — TEXTILE	936	18,6	−1,2	−85	152	67	214	−148	−15,8	M
8267 TISSEURS	2 169	10,5	−0,7	−112	351	239	253	−14	−0,6	M
8271 TRICOTEURS	1 327	14,5	−0,8	−83	215	133	224	−92	−6,9	M
8273 BLANCHIS. ET TEINTURIERS — TEXTILE	737	12,7	−0,9	−50	119	69	107	−38	−5,2	M
8275 FINISSEURS ET CALANDREURS — TEXT.	770	14,1	−1,0	−60	125	64	127	−63	−8,1	M
8276 CONTRÔLEURS TEXTILE	1 940	12,9	−0,9	−137	314	177	288	−110	−5,7	M
8278 MANŒUVRES — TEXTILE	4 357	18,2	−1,0	−330	706	376	970	−594	−13,6	M
8279 OUVRIERS DU TEXTILE NCA	920	14,5	−1,1	−81	149	68	156	−88	−9,6	M
826-827 TEXTILE	**16 038**	**13,8**	**−0,9**	**−1 174**	**2 599**	**1 424**	**2 574**	**−1 149**	**−7,2**	
8290 CONTREMAÎTRES — TRAIT. MATIÈRES PREMIÈRES	183	2,6	−2,7	−36	30	−7	5	−11	−6,2	M
8293 TRAV. SPÉCIAL. DANS LE TABAC	851	2,8	−3,1	−189	138	−51	24	−76	−8,9	M
8295 TRAV. SPÉCIAL. CUIR ET FOURRURES	391	11,1	−0,5	−15	63	49	49	0	−0,1	M
8296 CONTRÔLEURS — TRAIT. MAT. PREMIÈRES	388	4,8	−0,9	−27	63	36	20	16	4,2	M
8298 MANŒUVRES — TRAIT. MAT. PREMIÈRES	196	11,1	−1,9	−28	32	4	24	−21	−10,5	M
8299 OUVRIERS NCA TRAIT. MAT. PREMIÈRES	26	15,8	0,7	1	4	6	5	1	2,8	M
829 TRAIT. MATIÈRES PREMIÈRES — AUTRES	**2 035**	**5,9**	**−1,9**	**−294**	**330**	**36**	**127**	**−91**	**−4,5**	
81-82 INDUSTRIES DE TRANSFORMATION	**100 979**	**12,5**	**0,7**	**5 619**	**1o 581**	**22 200**	**14 361**	**7 840**	**7,8**	

Prévisions de besoins professionnels par groupe de base, Québec, 1985-1993

83 USINEURS	Emploi 1985	Taux de chômage 1985	Taux de croissance 1985-1993	Besoin brut: Création d'emploi 1985-1993	Besoin brut: Érosion emploi	Besoin brut: Total	Chômage 1985	Besoin net	Besoin net en % de l'emploi de 1985	Perspectives professionnelles
8310 CONTREMAÎTRES USINEURS MÉTAL	1 253	3,6	1,8	188	208	396	46	350	27,9	B
8311 OUTILLEURS-MATRICEURS	1 150	3,9	1,9	188	197	386	46	340	29,5	TB
8313 MACHINISTES	11 372	6,6	1,7	1 676	1 971	3 647	800	2 847	25,0	B
8315 CONDUCTEURS DE MACHINES-OUTILS	2 878	14,0	1,7	426	477	903	469	433	15,1	B
8316 CONTRÔLEURS — USINAGE DES MÉTAUX	247	8,5	2,0	43	41	84	23	61	24,5	B
8319 OUVRIERS NCA — USINAGE MÉTAUX	4 070	12,9	1,6	567	674	1 241	600	641	15,7	B
831 USINAGE DES MÉTAUX	**20 970**	**8,6**	**1,7**	**3 088**	**3 568**	**6 656**	**1 985**	**4 671**	**22,3**	
8330 CONTREMAÎTRES — MÉTAUX	1 271	5,7	2,7	297	211	508	77	431	33,9	B
8331 FORGERONS	531	11,2	2,6	120	88	208	67	141	26,5	B
8333 TÔLIERS	4 082	19,1	3,1	1 123	676	1 799	961	838	20,5	B
8334 CONDUCT. MACH. À EMBOUTIR MÉTAUX	2 543	17,0	1,9	411	421	832	519	313	12,3	B
8335 SOUDEURS ET OXYCOUPEURS	17 808	19,8	2,4	3 703	2 314	6 016	4 393	1 623	9,1	M
8336 CONTRÔLEURS — FAÇONNAGE MÉTAUX	437	9,9	2,1	77	72	150	48	102	23,3	B
8337 CHAUDRONNIERS	732	19,1	2,4	153	121	274	173	101	13,8	B
8339 OUVRIERS NCA-FAÇONNAGE MÉTAUX	614	19,0	2,0	104	102	206	144	62	10,1	B
833 FAÇONN. DES MÉTAUX — SAUF USINAGE	**28 019**	**18,6**	**2,5**	**5 988**	**4 006**	**9 993**	**6 383**	**3 611**	**12,9**	
8350 CONTREMAÎTRES — USINAGE DU BOIS	389	5,5	0,9	30	50	79	23	57	14,6	B
8351 MODELEURS SUR BOIS	142	19,3	1,0	12	18	30	34	−4	−2,6	B
8353 SCIEURS DE BOIS (SAUF SCIERIE)	1 582	16,2	1,0	132	202	334	305	29	1,8	B
8355 RABOTEURS, FAÇONNEURS BOIS	3 047	15,6	1,1	289	390	678	565	113	3,7	B
8356 CONTRÔLEURS — USINAGE DES BOIS	136	14,3	1,0	11	17	29	23	6	4,6	B
8357 PONCEURS DE BOIS	1 168	11,9	1,4	142	149	292	158	133	11,4	B
8359 OUVRIERS NCA — USINAGE DES BOIS	241	19,0	0,9	19	31	49	57	−7	−3,0	B
835 USINAGE DES BOIS	**6 706**	**14,8**	**1,1**	**634**	**857**	**1 492**	**1 164**	**328**	**4,9**	
8370 CONTREMAÎTRES — ARGILE	375	0,0	0,2	7	50	57	0	57	15,2	B
8371 TAILLEURS ET FAÇONNEURS ARGILE	1 388	7,2	0,3	37	185	222	108	114	8,2	B
8373 MEULEURS, POLISSEURS NCA — ARGILE	850	5,3	0,6	39	113	153	47	105	12,4	B
8376 CONTRÔLEURS — FAÇONNAGE ARGILE	325	5,9	−0,1	−4	43	40	20	19	6,0	B
8379 OUVRIERS NCA — FAÇONNAGE ARGILE	625	13,2	0,3	13	83	97	95	2	0,3	B
837 FAÇONNAGE ARG., VERRE, PIERRE ET SECTEURS CONNEXES	**3 564**	**7,1**	**0,3**	**93**	**476**	**568**	**271**	**297**	**8,3**	
8390 CONTREMAÎTRES USINEURS NCA	103	11,7	1,8	16	16	31	14	18	17,3	B
8391 GRAVEURS AQUAFORTISTES	392	9,4	1,0	31	60	91	41	50	12,7	B
8393 LIMEURS MEULEURS NETTOYEURS NC	3 478	12,2	1,6	485	530	1 015	482	533	15,3	B
8395 MODELEURS ET MOULEURS NCA	507	6,3	1,5	64	77	142	34	108	21,2	B
8396 CONTRÔLEURS — USINAGE NCA	91	0,0	1,4	10	14	24	0	24	26,7	B
8399 AUTRES USINEURS NCA	157	20,6	1,6	21	24	45	41	4	2,6	B
839 USINAGE MAT. PREMIÈRES (AUTRES)	**4 728**	**11,4**	**1,6**	**627**	**721**	**1 348**	**611**	**737**	**15,6**	
83 USINEURS	**63 987**	**14,0**	**1,9**	**10 430**	**9 627**	**20 057**	**10 414**	**9 644**	**15,1**	

Prévisions de besoins professionnels par groupe de base, Québec, 1985-1993

85 FABRICATION, MONTAGE, RÉPARATION	Emploi 1985	Taux de chômage 1985	Taux de croissance 1985-1993	Besoin brut: Création d'emploi 1985-1993	Besoin brut: Érosion emploi	Besoin brut: Total	Chômage 1985	Besoin net	Besoin net en % de l'emploi de 1985	Perspectives professionnelles
8510 CONTREMAÎTRES-PROD. MÉTALL. NCA	1 923	1,8	2,1	343	285	628	36	592	30,8	B
8511 MONTAGE MOTEURS NCA	568	9,5	2,1	100	84	184	60	125	22,0	B
8513 MONTAGE VÉHICULES MOTEURS NCA	2 151	4,9	2,1	393	318	711	112	599	27,9	B
8515 MONTAGE AÉRONEFS NCA	1 457	5,4	2,3	292	216	508	84	424	29,1	B
8523 MONTAGE MACH. INDUSTRIELLES NCA	835	14,3	1,8	127	124	251	140	111	13,3	B
8525 MONTAGE MACH. BUREAU NCA	271	412	2,6	61	40	101	12	89	32,9	B
8526 CONTRÔLEURS USINAGE NCA	2 249	3,1	2,1	408	333	741	72	669	29,8	B
8527 MONTAGE INSTRUM. PRÉCISION NCA	437	6,0	1,1	40	65	105	28	77	17,6	B
8528 MANŒUVRES PROD. MÉTALL. NCA	1 352	11,5	2,0	234	200	434	176	258	19,1	B
8529 OUVRIERS-PROD. MÉTALL. NCA	2 755	12,3	1,9	441	408	848	387	462	16,8	B
851-852 FABR. MONT. PROD. MÉTAL — AUTRES	**13 998**	**7,3**	**2,0**	**2 439**	**2 072**	**4 511**	**1 105**	**3 406**	**24,3**	
8530 CONTREMAÎTRE-FABR. MAT. ÉLECTR.	2 871	3,8	2,2	546	420	966	113	853	29,7	B
8531 MONTAGE ÉLECTRIQUE	5 784	14,7	2,5	1 288	847	2 134	995	1 140	19,7	B
8533 INSTALLATION APP. ÉLECTRIQUES	13 870	9,5	1,8	2 081	2 030	4 111	1 460	2 651	19,1	B
8534 FABR. MONTAGE MAT. ÉLECTRONIQUE	3 170	13,7	2,6	727	464	1 191	504	687	21,7	B
8535 INSTALLATION ÉLECTRONIQUE NCA	6 205	8,2	2,3	1 263	908	2 171	554	1 617	26,1	B
8536 CONTRÔLEURS — FABR. APP. ÉLECTR.	3 133	8,1	2,6	727	459	1 186	277	909	29,0	B
8537 RÉPARATEURS APPAREILS RADIO TV	2 284	7,2	1,1	211	334	545	176	369	16,1	B
8538 MANŒUVRES-MAT. ÉLECTRIQUE	1 728	14,3	2,6	396	253	649	290	359	20,8	B
8539 OUVRIERS APP. ÉLECTR. NCA	947	5,1	2,5	206	139	345	50	294	31,1	B
853 FABR. MONT. INST. ET RÉP. — MAT. ÉLEC.	**39 992**	**9,9**	**2,2**	**7 444**	**5 853**	**13 298**	**4 419**	**8 879**	**22,2**	
8540 CONTREMAÎTRES-PRODUITS EN BOIS	3 283	8,2	1,5	415	421	836	295	541	16,5	M
8541 ÉBÉNISTES ET MENUISIERS	16 405	15,5	1,4	1 987	2 103	4 090	3 001	1 089	6,6	M
8546 CONTRÔLEURS — PRODUITS EN BOIS	637	9,3	1,4	77	82	159	66	93	14,6	M
8548 MANŒUVRES — PRODUITS EN BOIS	5 557	21,0	1,5	723	712	1 435	1 476	−40	−0,7	M
8549 OUVRIERS NCA — PRODUITS EN BOIS	2 000	21,8	1,1	185	256	442	558	−116	−5,8	M
854 FABR. MONT. ET RÉP.- PROD. EN BOIS	**27 882**	**16,2**	**1,4**	**3 388**	**3 574**	**6 962**	**5 395**	**1 567**	**5,6**	
8550 CONTREMAÎTRES — FABR. VÊTEMENTS	3 898	9,3	−0,5	−147	844	697	398	299	7,7	M
8551 PATRONNIERS	4 162	15,9	−0,9	−303	901	598	788	−190	−4,6	M
8553 TAILLEURS ET COUTURIERS	4 388	13,3	0,4	145	950	1 095	672	423	9,6	M
8555 FOURREURS	1 290	24,7	−0,4	−39	279	241	423	−182	−14,1	M
8557 MODISTES, CHAPELIERS	161	13,4	−0,8	−11	35	24	25	−1	−0,4	M
8561 CORDONNIERS	3 799	16,3	−1,1	−308	823	515	738	−223	−5,9	M
8562 REMBOURREURS	2 307	15,7	1,6	315	500	815	431	384	16,6	M
8563 OPÉRATEURS MACHINES À COUDRE	44 766	18,9	−0,5	−1 888	9 693	7 805	10 417	−2 612	−5,8	M
8566 CONTRÔLEURS — VÊTEMENTS	3 437	20,7	−0,8	−215	744	529	896	−366	−10,7	M
8568 MANŒUVRES — VÊTEMENTS	3 882	24,1	−1,2	−344	840	496	1 236	−739	−19,0	M
8569 TRAV. VÊTEMENTS NCA	5 897	21,9	−0,9	−425	1 277	851	1 650	−799	−13,6	M
855-856 FABR. MONT. ET RÉP.-TISSUS, FOURR. SECTEURS CONNEXES	**77 986**	**18,5**	**−0,5**	**−3 220**	**16 886**	**13 666**	**17 673**	**−4 008**	**−5,1**	

Prévisions de besoins professionnels par groupe de base, Québec, 1985-1993

85 FABRICATION, MONTAGE, RÉPARATION (fin)	Emploi 1985	Taux de chômage 1985	Taux de croissance 1985-1993	Besoin brut: Création d'emploi 1985-1993	Besoin brut: Érosion emploi	Besoin brut: Total	Chômage 1985	Besoin net	Besoin net en % de l'emploi de 1985	Perspectives professionnelles
8570 CONTREMAÎTRES-FAB. PLASTIQUE	1 364	4,6	1,7	193	192	386	66	320	23,5	M
8571 SOUDEURS ET COLLEURS-PLASTIQUE	2 357	15,3	1,4	270	332	602	426	176	7,5	M
8573 MOULEURS-PLASTIQUE	1 873	25,9	1,7	270	264	534	656	−121	−6,5	M
8575 COUPEURS ET FINISSEURS-PLASTIQUE	646	9,2	1,7	94	91	185	66	119	18,5	M
8576 CONTRÔLEURS-FAB. PLASTIQUE	1 251	8,4	1,7	183	176	359	115	244	19,5	M
8578 MANŒUVRES-FAB. PLAST. ET SECT. CONNEXES	1 921	23,5	1,7	277	271	548	598	−42	−2,2	M
8579 OUVRIERS NCA FAB. PLASTIQUE, CONNEXES	4 698	13,3	1,8	706	663	1 368	721	647	13,8	M
857 FABR. MONT. ET RÉP. — CAOUT., PLAST. SECT. CONNEXES	**14 110**	**15,8**	**1,7**	**1 992**	**1 990**	**3 983**	**2 639**	**1 344**	**9,5**	
8580 CONTR. ENTRETIEN RÉP. SAUF ÉLECT.	7 918	4,5	2,1	1 408	1 206	2 614	372	2 241	28,3	B
8581 MÉCAN. ET RÉP. (VÉHICULE-MOTEUR)	32 753	11,3	2,3	6 555	4 987	11 542	4 155	7 388	22,6	B
8582 MÉCAN. ET RÉPARATEURS (AVIONS)	2 753	4,8	2,4	570	419	989	139	850	30,9	TB
8583 MÉCAN. ET RÉPAR./MATÉRIEL ROULANT	2 549	6,2	2,5	547	388	936	168	768	30,1	B
8584 MÉCAN. ET RÉP.-MACH. INDUSTRIELLE	21 978	10,1	1,2	1 212	3 347	5 559	2 468	3 091	14,1	B
8585 MÉCAN. ET RÉP. MACH. BUREAU	1 579	4,4	2,6	355	240	595	73	522	33,1	B
8586 CONTRÔLEURS RÉP. MÉCAN. SAUF ÉLEC.	625	5,5	2,2	116	95	211	37	175	28,0	B
8587 RÉPARATION MONTRES ET HORLOGES	262	10,0	1,8	40	40	80	29	51	19,5	B
8588 MÉCAN. ET RÉP. (INSTR. PRÉCISION)	637	4,4	2,0	111	97	208	29	179	28,1	B
8589 MÉCAN. ET RÉP. NCA — SAUF ÉLECTR.	2 849	12,7	2,1	518	434	952	416	536	18,8	B
858 ENTRETIEN ET RÉP. — SAUF MAT. ÉLECT.	**73 903**	**9,6**	**2,0**	**12 433**	**11 253**	**23 686**	**7 886**	**15 800**	**21,4**	
8590 CONTREM. NCA-FAB. MONT. RÉPARATION	1 183	7,4	1,3	128	208	336	95	241	20,4	M
8591 JOAILLIERS ET ORFÈVRES	1 429	17,7	0,9	102	251	353	307	47	3,3	M
8592 OUVRIERS CONSTR. RÉP. EMBARCATIONS	1 399	17,6	1,8	220	246	466	299	167	11,9	M
8593 OUVRIERS FABR. PRODUITS PAPIER	2 799	11,9	0,9	199	492	691	380	311	11,1	M
8595 PEINTRES ET DÉC. SAUF IND. BÂTIM.	4 702	15,5	1,5	611	827	1 438	861	576	12,3	M
8596 CONTRÔLEURS FABR. RÉPARATION NCA	479	17,6	1,2	47	84	131	102	29	6,0	M
8598 MANŒUVRES FABR. RÉPARATION NCA	429	15,8	1,1	41	75	116	80	36	8,3	M
8599 AUTRES OUVRIERS FABR. RÉP. NCA	4 636	19,0	1,2	454	815	1 269	1 088	182	3,9	M
859 FABR. MONT. ET RÉP. — AUTRES PROD. FIN.	**17 056**	**15,8**	**1,3**	**1 802**	**2 998**	**4 800**	**3 212**	**1 588**	**9,3**	
85 FABRICATION, MONTAGE, RÉPARATION	**264 926**	**13,8**	**1,2**	**26 278**	**44 627**	**70 905**	**42 329**	**28 576**	**10,8**	

Prévisions de besoins professionnels par groupe de base, Québec, 1985-1993

87 BÂTIMENT	Emploi 1985	Taux de chômage 1985	Taux de croissance 1985-1993	Besoin brut: Création d'emploi 1985-1993	Besoin brut: Érosion emploi	Besoin brut: Total	Chômage 1985	Besoin net	Besoin net en % de l'emploi de 1985	Perspectives professionnelles
8710 CONTREM. EXCAV. NIVEL. PAV. ET SECT. CONNEXES	3 343	9,1	0,1	18	587	605	333	272	8,1	M
8711 EXCAVATEURS NIVELEURS	10 410	18,3	0,2	166	1 828	1 994	2 325	−331	−3,2	M
8713 PAVEURS ET OUVRIERS REVÊT. ROUTE	1 533	22,3	0,0	−2	269	267	440	−173	−11,3	M
8715 CHEMINOTS	1 263	17,1	0,4	40	222	262	260	2	0,2	M
8718 MANŒUVRES — EXCAV. NIVEL. PAVAGE	6 213	25,4	0,0	15	1 091	1 105	2 112	−1 007	−16,2	M
8719 OUVRIERS NCA — EXCAV. NIVEL. PAVAGE	233	18,6	0,1	3	41	43	53	−10	−4,2	M
871 EXCAVAT. NIVEL. PAVAGE ET SECT. CONNEXES	**22 995**	**19,4**	**0,1**	**239**	**4 038**	**4 277**	**5 523**	**−1 246**	**−5,4**	
8730 CONTR. INSTALLATION MAT. ÉLECTR.	4 731	2,5	0,8	298	579	878	123	755	15,9	B
8731 MONTEURS LIGNES ÉLECTRIQUES	2 597	11,0	0,8	164	318	482	321	161	6,2	B
8733 ÉLECTRICIENS CONSTRUCTION	10 784	10,9	0,5	439	1 320	1 759	1 322	437	4,1	B
8735 INSTALL. RÉPARATEURS LIGNES ÉLECTR.	5 816	4,3	1,3	615	712	1 327	259	1 068	18,4	B
8736 CONTRÔLEURS — MATÉRIEL ÉLECTRIQUE	1 792	3,3	1,3	190	219	410	61	348	19,4	B
8738 MANŒUVRES — MAT. ÉLECTRIQUE	369	17,7	1,4	42	45	87	79	8	2,3	B
8739 OUVRIERS NCA — MATÉRIEL ÉLECTR.	906	4,6	1,2	88	111	199	44	155	17,1	B
873 MONT. INST. ET RÉP. — MAT. ÉCLAIR. COM.	**26 995**	**7,6**	**0,8**	**1 836**	**3 305**	**5 142**	**2 209**	**2 933**	**10,9**	
8780 CONTR. AUTRES SECT. CONSTRUCTION	11 569	9,5	1,1	1 009	2 056	3 065	1 217	1 848	16,0	M
8781 CHARPENTIERS	23 168	22,0	1,0	2 013	4 118	6 132	6 549	−418	−1,8	M
8782 BRIQUETEURS, MAÇONS ET CARRELEURS	4 443	17,7	0,9	348	790	1 138	957	181	4,1	M
8783 FINISSEURS — REVÊTEMENT BETON	1 317	16,0	0,9	93	234	327	251	77	5,8	M
8784 PLÂTRIERS	2 112	18,3	1,0	179	375	555	474	81	3,8	M
8785 PEINTRES, TAPISSIERS	6 985	23,5	1,2	720	1 242	1 962	2 146	−184	−2,6	M
8786 OUVR. — ISOLATION/INSONORISATION	1 330	31,5	1,0	116	236	352	613	−261	−19,6	M
8787 COUVREURS ET HYDROFUGEURS	1 493	23,4	1,0	119	265	385	455	−71	−4,7	M
8791 PLOMBIERS, MONTEURS EN TUYAUX	10 717	17,5	1,0	860	1 905	2 765	2 267	499	4,7	M
8793 MONTEURS CHARPENTES MÉTALLIQUES	1 761	29,7	1,4	203	313	516	743	−227	−12,9	M
8795 VITRIERS	1 111	18,4	0,8	69	197	266	251	15	1,4	M
8796 CONTRÔLEURS — CONSTRUCTION	1 572	16,3	1,2	160	279	439	307	133	8,5	M
8798 MANŒUVRES — CONSTRUCTION	10 713	31,4	1,1	960	1 904	2 864	4 896	−2 032	−19,0	M
8799 OUVRIERS NCA — AUTRES SECT. CONSTR.	7 692	21,2	1,2	742	1 367	2 110	2 072	38	0,5	M
878-879 CONSTRUCTION (AUTRES)	**85 981**	**21,2**	**1,1**	**7 593**	**15 284**	**22 877**	**23 196**	**−319**	**−0,4**	
87 BÂTIMENT	**135 971**	**18,5**	**0,9**	**9 669**	**22 627**	**32 295**	**30 928**	**1 367**	**1,0**	

Prévisions de besoins professionnels par groupe de base, Québec, 1985-1993

91 EXPLOITATION DES TRANSPORTS	Emploi 1985	Taux de chômage 1985	Taux de croissance 1985-1993	Besoin brut: Création d'emploi 1985-1993	Besoin brut: Érosion emploi	Besoin brut: Total	Chômage 1985	Besoin net	Besoin net en % de l'emploi de 1985	Perspectives professionnelles
9110 CONTREMAÎTRES — TRANSPORT AÉRIEN	512	1,9	2,3	104	74	178	10	168	32,9	B
9111 PILOTES, NAVIGATEURS ET MÉCAN. NAV.	1 153	5,7	2,4	236	167	403	69	334	28,9	B
9113 TRAV. AUXILIAIRES — TRANSP. AÉRIEN	1 005	6,9	2,2	193	146	339	74	265	26,4	B
9119 TRAVAILLEURS NCA TRANSP. AÉRIEN	455	8,0	2,5	100	66	166	40	126	27,7	B
911 TRANSPORT AÉRIEN	**3 124**	**5,8**	**2,3**	**633**	**453**	**1 086**	**193**	**893**	**28,6**	
9130 CONTREM. TRANSPORT FERROVIAIRE	718	5,3	−4,0	−201	104	−97	40	−137	−19,0	M
9131 MÉCANICIENS ET CHAUFF. LOCOMOTIVE	749	5,0	−3,1	−169	109	−60	40	−100	−13,4	M
9133 CHEFS DE TRAIN ET SERRE-FREINS	817	8,4	−4,1	−235	118	−116	75	−191	−23,3	M
9135 TRAV. AUXILIAIRES — TRANSP. FERROV.	624	7,4	−4,0	−176	90	−85	50	−135	−21,6	M
9139 TRAVAILLEURS NCA — TRANSP. FERROV.	216	10,3	−4,1	−62	31	−30	25	−55	−25,6	M
913 TRANSPORT FERROVIAIRE	**3 124**	**6,8**	**−3,8**	**−842**	**453**	**−389**	**229**	**−618**	**−19,8**	
9151 OFFICIERS DE PONT	810	7,4	2,1	148	117	265	65	201	24,8	M
9153 OFFICIERS MÉCANICIENS NAVIRE	371	12,8	2,0	63	54	117	55	62	16,7	M
9155 MATELOTS DE PONT	863	22,0	2,1	153	125	278	244	34	4,0	M
9157 MATELOTS MÉCANICIENS-CHAUFFEURS	195	9,3	1,8	30	28	58	20	38	19,7	M
9159 TRAVAILLEURS NCA — NAVIGATION	431	12,2	1,9	70	63	133	60	73	17,0	M
915 TRANSPORTS FLUVIAL ET MARITIME	**2 670**	**14,2**	**2,0**	**464**	**387**	**851**	**443**	**408**	**15,3**	
9170 CONTREM. TRANSPORT AUTOMOBILE	3 121	8,5	2,3	630	452	1 082	292	791	25,3	M
9171 CONDUCTEURS D'AUTOBUS	13 204	4,8	2,4	2 781	1 913	4 694	668	4 026	30,5	M
9173 CHAUFFEURS TAXI ET ASSIMILÉS	7 864	6,7	2,5	1 705	1 140	2 844	568	2 276	28,9	M
9175 CONDUCTEURS DE CAMION	64 043	15,2	1,6	9 423	9 280	17 703	11 444	6 259	9,8	M
9179 TRAVAILLEURS NCA — TRANSP. AUTOM.	1 748	14,0	2,7	411	253	664	284	380	21,7	M
917 TRANSPORT AUTOMOBILE	**89 981**	**12,8**	**1,8**	**13 949**	**13 038**	**26 987**	**13 256**	**13 732**	**15,3**	
9190 CONTREM. — AUTRES MOYENS TRANSP.	154	6,1	2,4	33	22	55	10	45	29,3	M
9191 CONDUCTEURS MÉTRO ET TRAMWAY	229	4,2	2,4	48	33	81	10	71	30,9	M
9193 COND. D'ENGINS — SAUF TRSP. FERROV.	239	11,1	1,1	23	35	57	30	27	11,5	M
9199 TRAV. NCA — AUTRES MOYENS TRANSP.	457	29,8	1,3	52	66	118	194	−76	−16,7	M
919 AUTRES MOYENS DE TRANSPORT	**1 078**	**18,5**	**1,7**	**155**	**156**	**311**	**244**	**67**	**6,2**	
91 EXPLOITATION DES TRANSPORTS	**99 978**	**12,6**	**1,7**	**14 359**	**14 487**	**28 846**	**14 365**	**14 482**	**14,5**	

Prévisions de besoins professionnels par groupe de base, Québec, 1985-1993

93 MANUTENTION	Emploi 1985	Taux de chômage 1985	Taux de croissance 1985-1993	Besoin brut: Création d'emploi 1985-1993	Besoin brut: Érosion emploi	Besoin brut: Total	Chômage 1985	Besoin net	Besoin net en % de l'emploi de 1985	Perspectives professionnelles
9310 CONTREMAÎTRES — MANUTENTION NCA	2 546	5,4	1,5	317	507	824	145	679	26,7	M
9311 COND. GRUES, AUT. APP. LEVAGE NCA	6 223	11,5	1,0	494	1 240	1 733	807	926	14,9	M
9313 DOCKERS, DÉBARDEURS ET MANUTENT.	9 706	22,3	1,9	1 569	1 934	3 503	2 782	721	7,4	M
9314 MANUTENTIONNAIRES COLIS NCA	286	22,8	1,0	24	57	81	84	−4	−1,3	M
9315 COND. D'ENGINS MANUTENTION NCA	7 589	13,2	1,1	675	1 512	2 187	1 156	1 030	13,6	M
9317 EMBALLEURS NCA	26 697	22,7	0,9	1 901	5 318	7 219	7 829	−610	−2,3	M
9318 MANŒUVRES MANUTENTION NCA	7 458	24,7	1,0	614	1 486	2 100	2 445	−345	−4,6	M
9319 TRAVAILLEURS NCA — MANUTENTION	801	21,3	1,3	89	160	249	217	32	4,0	M
931 MANUTENTION ET SECT. CONNEXES NCA	**61 306**	**20,1**	**1,1**	**5 682**	**12 212**	**17 895**	**15 464**	**2 430**	**4,0**	
93 MANUTENTION	**61 306**	**20,1**	**1,1**	**5 682**	**12 212**	**17 895**	**15 464**	**2 430**	**4,0**	

Prévisions de besoins professionnels par groupe de base, Québec, 1985-1993

95 AUTRES OUVRIERS QUALIFIÉS	Emploi 1985	Taux de chômage 1985	Taux de croissance 1985-1993	Besoin brut: Création d'emploi 1985-1993	Besoin brut: Érosion emploi	Besoin brut: Total	Chômage 1985	Besoin net	Besoin net en % de l'emploi de 1985	Perspectives professionnelles
9510 CONTREM. — IMPRIMERIE ET SECT. CONNEXES	1 740	5,2	1,2	180	241	420	95	325	18,7	M
9511 TYPOGRAPHES ET COMPOSITEURS	2 663	11,1	1,4	307	368	675	333	342	12,9	M
9512 CONDUCTEURS PRESSES À IMPRIMER	7 591	8,9	1,2	763	1 049	1 812	744	1 068	14,1	M
9513 STÉRÉOTYPEURS ET ÉLECTROTYPEURS	51	23,7	1,5	7	7	14	16	−2	−4,1	M
9514 GRAVEURS — SAUF PHOTOGRAVEURS	1 169	3,9	1,3	127	162	288	48	241	20,6	M
9515 PHOTOGRAVEURS	882	10,5	1,4	105	122	227	103	124	14,1	M
9517 RELIEURS	2 900	17,4	1,3	304	401	705	610	95	3,3	M
9518 MANŒUVRES — IMPRIMERIE NCA	1 717	25,2	1,3	186	237	423	578	−155	−9,0	M
9519 TRAVAILLEURS NCA — IMPRIMERIE	1 666	16,6	1,0	138	230	368	333	36	2,1	M
951 IMPRIMERIE ET SECTEURS CONNEXES	**20 379**	**12,3**	**1,2**	**2 116**	**2 817**	**4 933**	**2 859**	**2 074**	**10,2**	
9530 CONTR. COND. MACH. FIXES ET SECT. CONNEXES	1 253	3,7	1,0	100	224	324	48	277	22,1	B
9531 CONDUCTEURS CENTRALE ÉLECTRIQUE	1 067	4,9	1,1	95	191	286	55	230	21,6	B
9539 TRAV. NCA — COND. MACH. FIXES ET CONN.	8 593	7,3	0,9	648	1 538	2 186	681	1 505	17,5	B
953 OPÉR. MACHINES FIXES ET SECT. CONNEXES	**10 913**	**6,7**	**0,9**	**843**	**1 953**	**2 796**	**784**	**2 012**	**18,4**	
9550 CONTREM. — MAT. ÉLECTR. COMMUN. NCA	455	12,2	1,2	46	81	127	63	64	14,0	B
9551 OPÉRATEURS STATIONS RADIO ET TV	631	12,1	0,9	48	113	161	87	74	11,7	B
9553 TÉLÉGRAPHISTES	302	9,5	1,6	40	54	94	32	63	20,7	B
9555 OPÉRATEURS VIDÉO (SON)	1 100	11,5	1,5	134	197	331	143	189	17,2	B
9557 PROJECTIONNISTES DE CINÉMA	422	18,4	3,5	134	76	210	95	115	27,1	B
9559 TRAV. MAT. ÉLECTR. COMMUNIC. NCA	93	7,9	0,8	6	17	23	8	15	16,1	B
955 EXPLOITAT. MAT. ÉLECTR. COMM. ET SECTEURS CONNEXES	**3 002**	**12,5**	**1,6**	**409**	**537**	**946**	**428**	**518**	**17,3**	
9590 CONT. OUVR. COND. MACHINES NCA	121	0,0	3,4	37	22	59	0	59	48,6	B
9591 DÉVELOPPEURS PHOTOS	1 443	19,1	3,1	404	258	663	340	323	22,4	B
9599 AUTRES OUVR. QUAL. COND. MACH. NCA	135	5,6	2,1	24	24	48	8	40	30,0	B
959 CONDUITE MACHINES ET APP. DIVERS	**1 698**	**17,0**	**3,1**	**466**	**304**	**770**	**348**	**422**	**24,8**	
95 AUTRES OUVRIERS QUALIFIÉS	**35 993**	**10,9**	**1,3**	**3 834**	**5 611**	**9 445**	**4 419**	**5 026**	**14,0**	

Annexe II

Résumé méthodologique

Méthodologie

Certaines facettes de la méthodologie employée par le MQPP ont été présentées à l'intérieur des divers chapitres du document. La présente annexe fait une synthèse des différentes étapes méthodologiques et des sources de données employées.

Le schéma 1 présente une vue d'ensemble du modèle, comprenant l'offre et la demande. Les schémas 2 et 3 détaillent chacun de ces deux blocs en expliquant les diverses étapes nécessaires pour arriver au résultat final.

La demande

La prévision de la demande par groupe de base exige d'abord une mise à jour des informations sur l'emploi par profession et de la structure professionnelle de chacun des secteurs d'activité économique. Diverses sources de données ont permis de faire des estimations pour 1985. L'*Enquête sur la population active* (EPA) de Statistique Canada pour l'année 1985 a d'abord donné des balises pour l'emploi des 37 secteurs et l'emploi par profession au niveau de la classification descriptive des professions à trois chiffres (CTP3), soit environ 40 regroupements professionnels. Ensuite les informations détaillées du recensement de 1981 sur la répartition professionnelle, au niveau CTP4, selon les secteurs ont été corrigées pour harmoniser la classification des secteurs d'activité du recensement : soit la Classification des activités économiques de 1970 (CAE 1970), avec la Classification type des industries de 1980, utilisée par l'EPA. Les informations de l'EPA et du recensement ont alors été croisées pour estimer la répartition professionnelle de chacun des 37 secteurs en 1985, au niveau CTP4.

La répartition professionnelle ainsi obtenue pour 1985 devait ensuite être dynamisée de façon à ce qu'elle évolue sur la période de prévision, pour refléter certaines hypothèses de changements technologiques ou d'autres phénomènes qui pourraient affecter la part de certaines professions dans les différents secteurs. Différentes études sur les changements technologiques et une analyse de l'évolution historique de la répartition profession-secteur des coefficients professionnels ont servi de base à la spécification d'hypothèses sur la variation prévisible de certains coefficients. En particulier, les coefficients des administrateurs, des sciences appliquées, incluant l'informatique, et des travailleurs de bureau ont été modifiés sur l'horizon de prévision, dans de nombreux secteurs. Ces ajustements ont permis l'estimation d'une répartition professionnelle par CTP4 dans chacun des 37 secteurs, avec des coefficients modifiés pour 1993.

C'est cette répartition, combinée avec la prévision d'emploi par secteur, qui conduit à l'obtention de prévisions d'emploi par profession. L'emploi par secteur a été prévu à partir des données de l'EPA en 1985 et en utilisant diverses informations sectorielles et les prévisions macro-économiques de divers organismes.

L'offre

La prévision de l'offre a également nécessité un travail de mise à jour des données portant sur l'année 1985. Des informations sur les chômeurs, tirées des données de l'EPA par profession au niveau CTP3, appuyées par celles provenant des fichiers de l'Assurance-chômage, ont été éclatées au niveau CTP4 à l'aide de la répartition professionnelle de la population expérimentée et occupée du recensement de 1981. Ce nombre de chômeurs par profession, au niveau CTP4, ajouté à l'emploi par profession estimé pour 1985 a permis d'estimer la population active ainsi que le taux de chômage par profession pour l'année 1985.

La prévision de l'offre de main-d'oeuvre pour 1993 comporte deux volets. D'une part, nous avons étudié la propension à participer au marché du travail des différents groupes selon l'âge et le sexe. Nous avons fait des projections[1] des taux d'activité pour chaque groupe jusqu'en 1993 que nous avons appliquées à la population du Québec prévue par le Bureau de la statistique du Québec. L'objectif de ce premier volet était d'estimer le *stock* de main-d'oeuvre au Québec en 1993.

D'autre part, l'histoire a démontré que la répartition professionnelle évolue dans le temps. Donc, après avoir prévu le stock de main-d'oeuvre en 1993, nous avons cherché à prévoir comment les différentes composantes des entrées et des sorties modifieraient la répartition professionnelle de la main-d'oeuvre de 1986 à 1993.

Les travaux de cette phase ont porté sur quatre éléments: l'érosion, l'éducation, les migrations et les inactifs.

Les flux du secteur de l'éducation ont, pour les niveaux secondaire et collégial, été élaborés par le ministère de l'Éducation. Les flux du niveau universitaire ont été élaborés par l'équipe du MQPP, mais ne concernent que les sortants du baccalauréat. Les différents flux par programme d'études, multipliés par une matrice de transition éducation-profession, tirée des enquêtes de Statistique Canada, ont permis d'obtenir la répartition des sortants dans les différents groupes professionnels. À ces sortants, sont ensuite appliqués des taux d'activité que nous avons prévus, de façon à générer une prévision de flux de sortants actifs par profession.

Les flux de la population inactive, c'est-à-dire la population réintégrant le marché du travail, à l'exclusion des jeunes, ont été estimés d'après une méthodologie élaborée par J. David-McNeil et A. VanPeeterssen[2] et appliquée à notre prévision de la population active.

La prévision des flux de l'immigration par profession provient d'une étude de la Direction de la recherche du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec.

Enfin, le calcul de l'érosion des effectifs est réalisé d'après nos prévisions de population active et d'après les taux d'érosion par profession calculés par le Système de prévision par profession canadien (SPPC).

Les perspectives professionnelles

Les perspectives professionnelles résultent d'une part de la confrontation mécanique de l'offre et de la demande prévue par profession et d'autre part d'informations qualitatives issues, soit des associations professionnelles, des enquêtes sur les diplômés ou de diverses études.

1. Pour des éléments de méthodologie voir: Monthly Labor Review, *BLS labor force projections: a review of methods and results*, april 1979, p. 17.

2. Jeannine David-McNeil et Alain VanPeeterssen, *Prévision de l'offre de travail du secteur domestique québécois de 1985 à 1993, selon la classification descriptive des professions (CCDP) à quatre chiffres*, 31 mars 1986.

SCHÉMA 1:
LES GRANDES COMPOSANTES DU MODÈLE

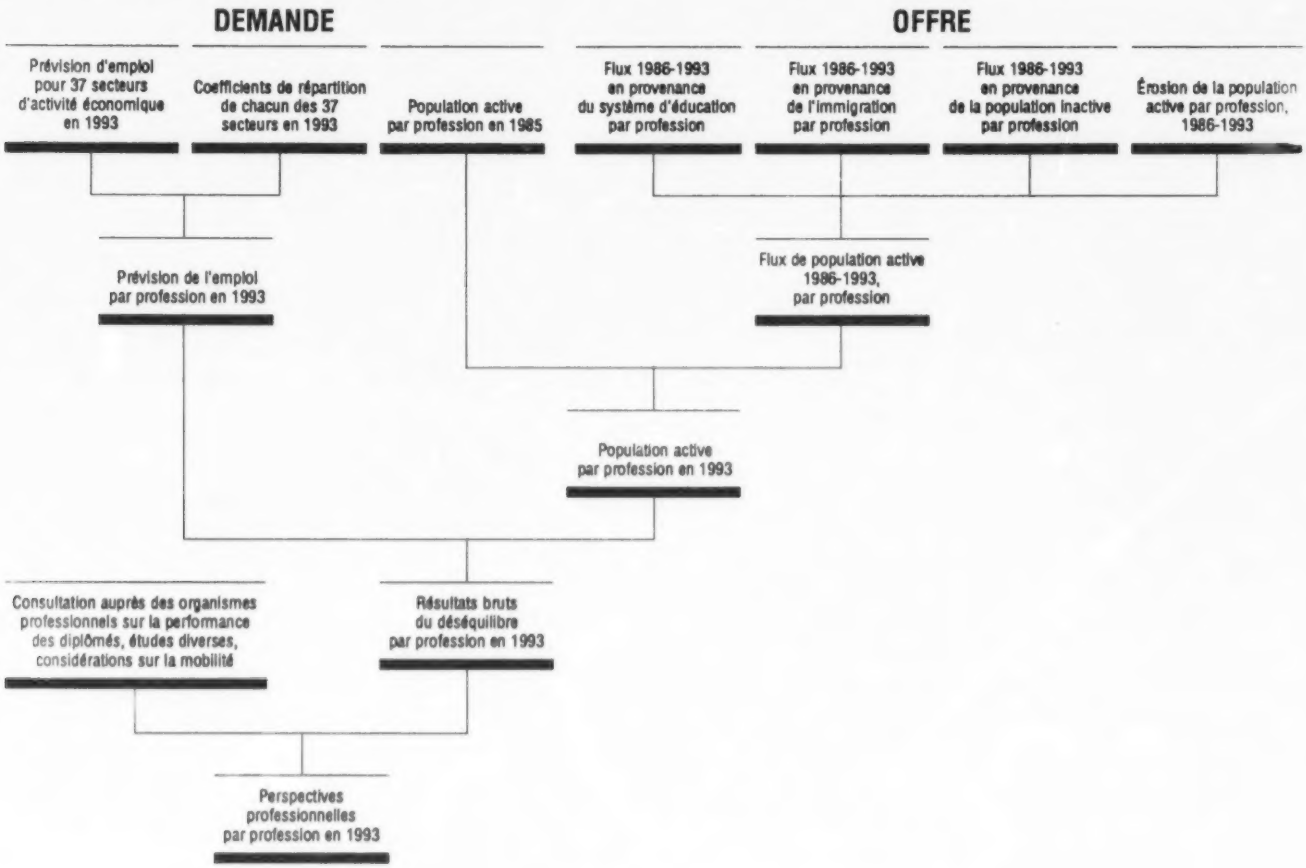


SCHÉMA 2:
DÉTAIL DES ÉTAPES NÉCESSAIRES À LA PRÉVISION DE LA DEMANDE

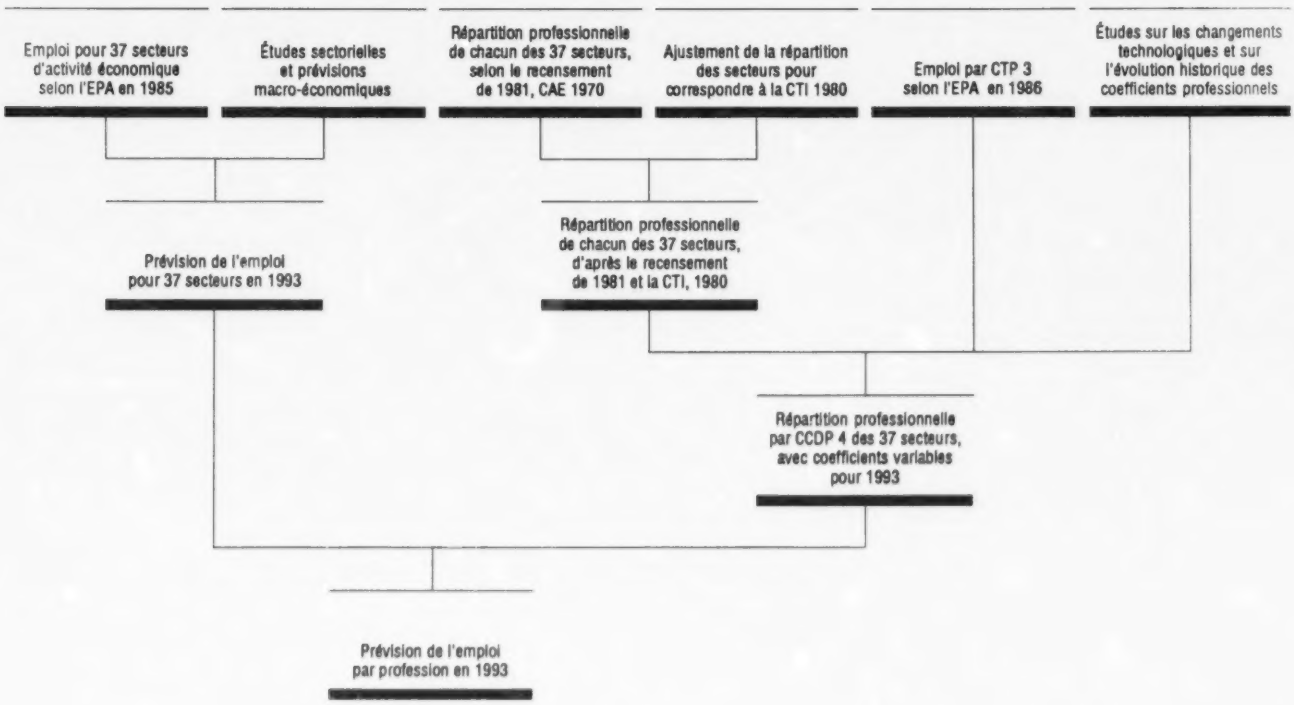
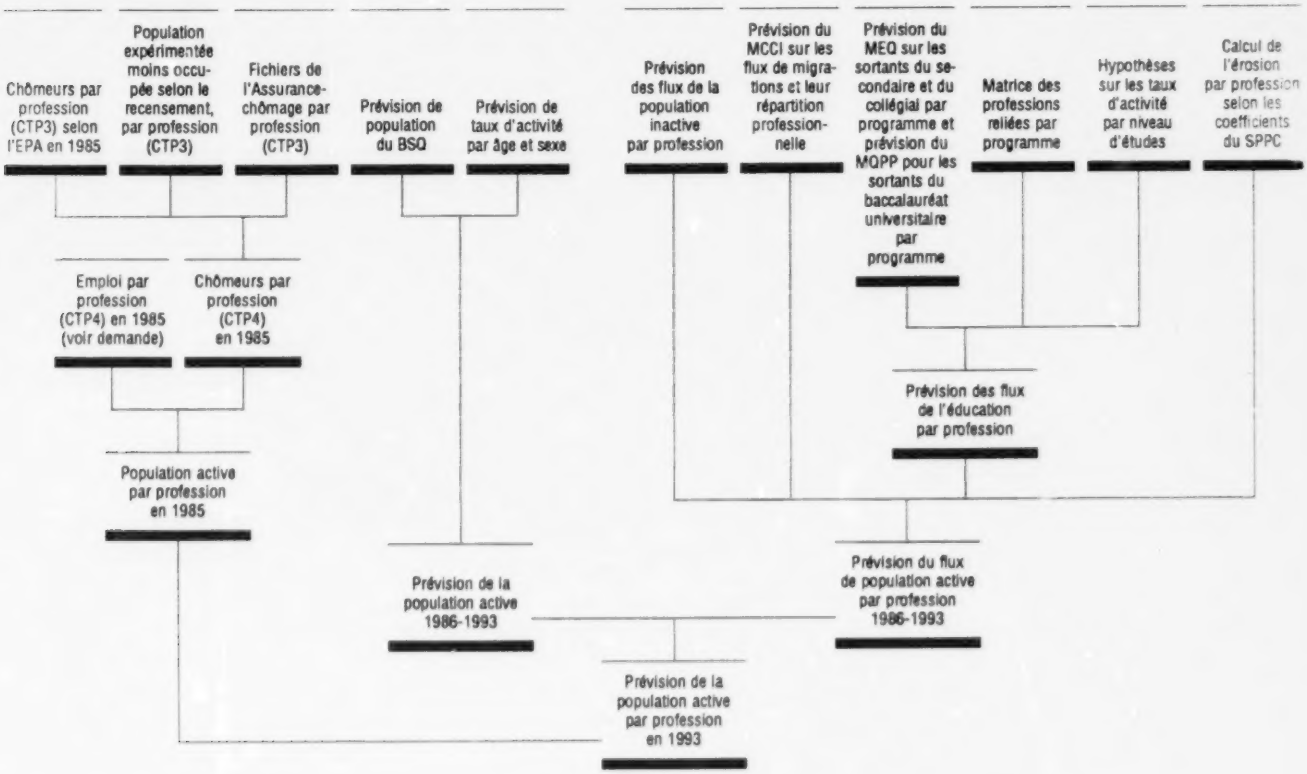


SCHÉMA 3:
DÉTAIL DES ÉTAPES DE LA PRÉVISION DE L'OFFRE



Main-d'oeuvre et Securite du revenu

Realise par la Direction de la recherche du ministere de la Main-d'oeuvre et de la Securite du revenu, ce document fait le point sur les previsions d'emploi et d'offre de main-d'oeuvre et fournit une evaluation des perspectives professionnelles pour les prochaines annees.

D'ici 1993, le marche du travail par profession temoignera de situations contrastees. Quelles professions offriront les meilleures perspectives? Lesquelles presenteront de pietres possibilites? **Les perspectives professionnelles au Quebec 1985-1993** repond, entre autres, a ces questions.

Gouvernement du Quebec
Ministere de la Main-d'oeuvre
et de la Securite du revenu

9 782551 084234

Imprime au Quebec, Canada